

Conférence internationale du Travail, 92^e session, 2004

Document d'information sur les ratifications et les activités normatives

(au 31 décembre 2003)

**Troisième question à l'ordre du jour:
Informations et rapports sur l'application
des conventions et recommandations**

Rapport III (partie 2)

Bureau international du Travail Genève

ISBN 92-2-213035-9
ISSN 0251-3218

Première édition 2004

Tableaux générés par la base de données APPLIS

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par email: pubvente@ilo.org ou par notre site web: www.ilo.org/pblns.

Note au lecteur

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (rapport III(2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2003. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (rapport III (partie 1A)). La première partie de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La deuxième partie comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la troisième partie présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

Table des matières

	<i>Page</i>
Note au lecteur.....	iii
PREMIÈRE PARTIE: Informations générales sur les normes internationales du travail....	1
Développements récents.....	1
Etats Membres de l'Organisation	1
Nouvelles normes adoptées par la Conférence à sa 91 ^e session et entrée en vigueur d'une convention et d'un protocole	1
Questions à l'ordre du jour des 92 ^e et 93 ^e sessions de la Conférence.....	1
Politique normative	2
Ratifications, dénonciations et déclarations d'application	3
Procédures constitutionnelles et autres.....	5
Mesures prises au titre de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930.....	5
Réclamations présentées en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT.....	6
Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT	6
Procédures spéciales en matière de liberté syndicale.....	7
Assistance technique dans le domaine des normes	8
Contacts directs	8
Missions consultatives	8
Activités de promotion.....	8
Activités normatives au sein des bureaux régionaux ou sous-régionaux.....	9
DEUXIÈME PARTIE: Liste des ratifications par convention et protocole	11
TROISIÈME PARTIE: Profils par pays	89
ANNEXE: Liste des conventions adoptées par session.....	183

PREMIÈRE PARTIE: Informations générales sur les normes internationales du travail

Développements récents

Etats Membres de l'Organisation

1. Vanuatu est devenu Membre de l'OIT le 22 mai 2003 et la République démocratique du Timor-Leste le 18 août 2003, ce qui porte le nombre des Etats Membres de l'Organisation à 177.

Nouvelles normes adoptées par la Conférence à sa 91^e session et entrée en vigueur d'une convention et d'un protocole

2. La Conférence internationale du travail (CIT) a adopté, à sa 91^e session (juin 2003), la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003.
3. Le Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976, est entré en vigueur le 10 janvier 2003 et la convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001, est entrée en vigueur le 20 septembre 2003.

Questions à l'ordre du jour des 92^e et 93^e sessions de la Conférence

4. En plus des questions inscrites d'office à son ordre du jour, notamment celle relative aux informations et rapports sur l'application des conventions et recommandations, la 92^e session de la Conférence (juin 2004) examinera les questions suivantes:
 - révision de la recommandation (n° 150) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975, (deuxième discussion);
 - normes d'ensemble (une convention complétée par une recommandation) concernant le travail dans le secteur de la pêche (première discussion);
 - travailleurs migrants (discussion générale fondée sur une approche intégrée);
 - retrait des recommandations n^{os} 2, 12, 16, 18, 21, 26, 32, 33, 34, 36, 43, 46, 58, 70, 74 et 96.
5. L'ordre du jour de la 93^e session (juin 2005) devrait inclure les questions qui suivent:
 - normes d'ensemble (une convention complétée par une recommandation) concernant le travail dans le secteur de la pêche (deuxième discussion);

- élaboration d'un nouvel instrument établissant un cadre promotionnel dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail (première discussion);
 - promotion de l'emploi des jeunes (discussion générale fondée sur une approche intégrée).
6. En outre, en vue de l'élaboration d'une convention consolidée sur le travail maritime, une conférence technique maritime préparatoire se tiendra du 13 au 24 septembre 2004 et devrait être suivie d'une session maritime de la Conférence internationale du Travail en 2005.

Politique normative

7. S'agissant de l'amendement constitutionnel visant à permettre l'abrogation des conventions obsolètes, au 31 décembre 2003, 76 Etats Membres l'avaient ratifié ou accepté. Cet instrument entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié ou accepté par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 118 sur 177) y compris 5 des 10 Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable. Cette deuxième condition est déjà remplie.
8. Conformément à l'article 45*bis* du Règlement de la Conférence adopté en juin 1997, la Conférence est habilitée à retirer les conventions internationales du travail devenues obsolètes qui ne sont pas en vigueur, de même que des recommandations obsolètes. Le retrait de 16 recommandations obsolètes sera proposé à la Conférence à l'occasion de sa 92^e session (juin 2004) (voir ci-dessus, paragr. 4).
9. En ce qui concerne le système régulier des rapports, les aménagements adoptés par le Conseil d'administration en novembre 2001 et mars 2002, notamment la diminution de la demande de rapports détaillés et le groupement de leur présentation par sujet, ont été mis en œuvre pour la première fois à l'occasion de la réunion de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de novembre-décembre 2003.
10. En outre, lors de sa session de novembre 2003, le Conseil a tenu une deuxième discussion sur l'amélioration des activités normatives en matière d'assistance technique et de promotion des normes. Le Conseil a considéré qu'il devrait être tenu compte des commentaires des organes de contrôle, des conclusions du Groupe de travail sur la politique de révision des normes ainsi que de la diversité des situations nationales, pour développer les outils nécessaires au renforcement de l'assistance technique et des activités promotionnelles, notamment par l'intégration des normes dans le processus de programmation par pays. Le Conseil a également poursuivi son examen relatif au contenu d'un code de bonnes pratiques rédactionnelles et a demandé au Bureau d'élaborer un projet final sur de telles pratiques en vue de le soumettre à sa 292^e session (mars 2005). Concernant les questionnaires prévus aux articles 38 et 39 du Règlement de la Conférence – adressés aux Etats Membres en vue de l'élaboration de nouvelles normes –, le Conseil a invité le Bureau à poursuivre les consultations y relatives. Enfin, le Conseil a été saisi d'un premier document sur les procédures visées aux articles 19, 24 et 26 de la Constitution de l'OIT, qui devrait être suivi ultérieurement par un document contenant des propositions plus concrètes.
11. Par ailleurs, on peut rappeler que les travaux du Groupe de travail sur la politique de révision des normes qui avaient débuté en novembre 1995, se sont achevés en mars 2002. Comme suite à ces travaux, un guide sur les normes internationales du travail vient

d'être publié et des profils par pays invitant les Etats Membres à ratifier les conventions à jour et les conventions révisées est accessible sur Internet.

Ratifications, dénonciations et déclarations d'application

Ratifications

12. Au cours de l'année 2003, **89** ratifications ont été enregistrées ce qui porte le nombre de ratifications au 31 décembre 2003 à 7 177.

Dénonciations

13. En 2003, le Directeur général a enregistré les dénonciations suivantes, accompagnées de la ratification d'une convention portant révision¹ ou faisant suite à la ratification d'une convention plus récente dans le même domaine.

Etats	Conventions dénoncées	Conventions ratifiées
Bahamas	C. 5 sur l'âge minimum (industrie), 1919 C. 7 sur l'âge minimum (travail maritime), 1920 C. 10 sur l'âge minimum (agriculture), 1921	C. 138 sur l'âge minimum, 1973
Belgique	C. 57 sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936	C. 180 sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996
Bulgarie	C. 9 sur le placement des marins, 1920 C. 57 sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936	C. 179 sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996 C. 180 sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996
Côte d'Ivoire	C. 5 sur l'âge minimum (industrie), 1919 C. 33 sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932	C. 138 sur l'âge minimum, 1973
Fidji	C. 5 sur l'âge minimum (industrie), 1919 C. 58 sur l'âge minimum (travail maritime) (révisée), 1936 C. 59 sur l'âge minimum (industrie) (révisée), 1937	C. 138 sur l'âge minimum, 1973
Grenade	C. 5 sur l'âge minimum (industrie), 1919 C. 7 sur l'âge minimum (travail maritime), 1920 C. 10 sur l'âge minimum (agriculture), 1921 C. 15 sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921 C. 58 sur l'âge minimum (travail maritime) (révisée), 1936	C. 138 sur l'âge minimum, 1973
Guinée	C. 5 sur l'âge minimum (industrie), 1919 C. 7 sur l'âge minimum (travail maritime), 1920 C. 10 sur l'âge minimum (agriculture), 1921 C. 15 sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921 C. 112 sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959	C. 138 sur l'âge minimum, 1973
Hongrie	C. 103 sur la protection de la maternité (révisée), 1952	C. 183 sur la protection de la maternité, 2000

¹ Si une convention adoptée précise qu'elle révisé une convention antérieure, dans la plupart des cas, sa ratification entraînera automatiquement la dénonciation de la convention antérieure.

Etats	Conventions dénoncées	Conventions ratifiées
Jamaïque	C. 7 sur l'âge minimum (travail maritime), 1920 C. 15 sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921 C. 58 sur l'âge minimum (travail maritime) (révisée), 1936	C. 138 sur l'âge minimum, 1973
Liban	C. 15 sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921	C. 138 sur l'âge minimum, 1973
Lituanie	C. 4 sur le travail de nuit (femmes), 1919	C. 171 sur le travail de nuit, 1990
Mongolie	C. 59 sur l'âge minimum (industrie) (révisée), 1937	C. 138 sur l'âge minimum, 1973
Norvège	C. 109 sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958	C. 180 sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996
Ouganda	C. 5 sur l'âge minimum (industrie), 1919	C. 138 sur l'âge minimum, 1973
Viet Nam	C. 5 sur l'âge minimum (industrie), 1919	C. 138 sur l'âge minimum, 1973

Déclaration en vertu de l'article 35 de la Constitution

14. Le Danemark a fait, au nom du Groenland et des îles Féroé, une déclaration de *non-application* de la convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970, de la convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996 et du Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976.

Notification

15. La Chine a notifié au Directeur général *l'application sans modification* de la convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978, et de la convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988, à la Région administrative spéciale de Macao.

Déclaration en vertu d'une disposition spécifique d'une convention

16. Les Pays-Bas ont fait, en vertu de l'article 2, paragraphe 6, de la convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962, une déclaration selon laquelle les prestations prévues dans la loi du 24 avril 1997 sur l'assistance invalidité pour les jeunes personnes handicapées et dans la loi du 6 novembre 1986 sur les prestations supplémentaires sont du type de celles visées par cette disposition de la convention.

Procédures constitutionnelles et autres

Mesures prises au titre de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

17. En juin 1996, lors de la 83^e session de la Conférence internationale du Travail (CIT), 25 délégués travailleurs ont déposé une plainte alléguant l'inexécution par le Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, conformément à l'article 26 de la Constitution.

18. Le Conseil d'administration a décidé de constituer une commission d'enquête pour examiner cette plainte. Cette commission a achevé ses travaux en juillet 1998 et a rendu un rapport dans lequel elle a conclu que *«l'obligation aux termes de l'article 1, paragraphe 1, de la convention de supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire est violée au Myanmar dans la législation nationale ... ainsi que dans la pratique de façon généralisée et systématique, avec un mépris total de la dignité humaine, de la sécurité, de la santé et des besoins essentiels du peuple du Myanmar»*. Le Conseil d'administration a pris note de ce rapport et a demandé au Directeur général de le tenir informé de l'évolution de la situation.

19. En mars 1999, le Conseil d'administration a décidé que la question de l'application de la convention n° 29 par le Myanmar figurerait désormais à l'ordre du jour de chaque session de la CIT.

20. En juin 1999, la CIT a adopté une résolution aux termes de laquelle le Myanmar ne devrait plus bénéficier de coopération technique ou d'assistance de l'OIT à moins qu'il ne s'agisse d'assistance directe pour l'application des recommandations de la commission d'enquête. Suite à une nouvelle résolution adoptée par la CIT en juin 2000, sur recommandation du Conseil d'administration, les mandants de l'Organisation ont été invités, en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT, notamment à examiner, à la lumière des conclusions de la commission d'enquête, les relations qu'ils entretiennent avec le Myanmar et à prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par le Myanmar pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire visé par la commission d'enquête.

21. Plusieurs missions de coopération ont été assurées entre mai 2000 et février 2002. En outre, dans le cadre du «protocole d'entente sur une évaluation objective par l'OIT», signé le 19 mai 2001 entre les représentants du Directeur général et les représentants du gouvernement du Myanmar, le gouvernement a accepté de recevoir une mission de haut niveau (septembre - octobre 2001) qui a soumis son rapport au Conseil d'administration en novembre 2001. Il a par la suite accepté la nomination dans le pays d'un chargé de liaison de l'OIT dont le rôle est de couvrir toutes les activités permettant d'assurer l'éradication rapide et effective du travail forcé.

22. A partir d'octobre 2002, une chargée de liaison est entrée en fonction et a soumis, à chacune des sessions du Conseil d'administration, des rapports sur ses activités, y compris sur ses déplacements dans le pays et sur ses entretiens avec les autorités. Sa mission ayant pris fin en novembre 2003, un chargé de liaison par intérim a été nommé le 1^{er} décembre 2003.

23. En mai 2003, le gouvernement et l'OIT sont parvenus à un accord sur un plan d'action conjoint pour l'élimination des pratiques de travail forcé au Myanmar.
24. En novembre 2003, le Conseil d'administration a décidé de reporter à sa session de mars 2004 l'examen de la proposition de réactiver les mesures envisagées aux termes de la résolution adoptée en juin 2000 par la Conférence.

Réclamations présentées en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT

25. En vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT, les organisations professionnelles des travailleurs ou des employeurs peuvent présenter une réclamation alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'assure pas d'une manière satisfaisante son exécution dans le cadre de sa juridiction. Une fois déclarée recevable, la réclamation est examinée par un comité tripartite désigné par le Conseil d'administration qui présente des conclusions et recommandations dont le suivi est assuré par la commission d'experts. Le tableau ci-dessous résume les développements intervenus en 2003 dans le cadre de cette procédure.

Pays	Convention	Organisation plaignante	Suivi
Chine Région administrative spéciale de Hong-kong)	Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949	Congrès des syndicats des Philippines	Rapport final du comité tripartite adopté par le Conseil d'administration
Guatemala	Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976	Unité d'action syndicale et populaire (UASP) et Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSTRAGUA)	Rapport final du comité tripartite adopté par le Conseil d'administration
Mexique	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Front authentique du travail (FAT)	Réclamation déclarée irrecevable par le Conseil d'administration ² .
Mexique	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Trois réclamations émanant de plusieurs organisations syndicales	En instance
Pays-Bas	Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962	Confédération des syndicats ouvriers de Turquie (TÜRK-İS)	En instance
Uruguay	Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981	Assemblée intersyndicale des travailleurs - Convention nationale des travailleurs (PIT-CNT)	En instance

Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

26. En vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT, une plainte alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'assure pas d'une manière satisfaisante son

² Déclarée recevable dans un premier temps, cette réclamation a été considérée irrecevable par le Conseil d'administration en raison de la nature de l'organisation plaignante.

exécution peut être déposée par un autre Etat Membre partie à la même convention. Le Conseil d'administration peut engager cette procédure soit d'office, soit sur la base d'une plainte d'un délégué à la Conférence internationale du Travail. Le Conseil d'administration peut former une commission d'enquête qui sera chargée d'étudier la question soulevée. Le suivi des constatations et des recommandations de la commission d'enquête est assuré par la commission d'experts, notamment.

Plainte contre la Colombie

27. Au cours de l'année 2003, le Conseil d'administration a été saisi de deux rapports sur le programme spécial de coopération technique pour la Colombie. A ses sessions de mars et juin 2003, le Comité de la liberté syndicale a présenté des rapports incluant l'examen des cas concernant la Colombie (voir 330^e et 331^e rapports du Comité de la liberté syndicale). A sa session de juin 2003, le Conseil d'administration a rejeté la demande présentée par le groupe des travailleurs d'instituer une commission d'enquête chargée de l'examen de cette plainte.

Plainte contre le Bélarus

28. Plusieurs délégués travailleurs à la 91^e session de la Conférence internationale du Travail (2003) ont présenté une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement du Bélarus au sujet de l'inexécution de la convention (n^o 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948 et de la convention (n^o 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. A sa session de novembre 2003, le Conseil d'administration a décidé d'instituer une commission d'enquête.

Procédures spéciales en matière de liberté syndicale

29. Lors de ses dernières réunions (mars, juin et novembre 2003), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 300 cas concernant quelque 50 pays appartenant à toutes les régions du monde. Il a présenté à leur sujet des conclusions soit intérimaires, soit définitives ou encore a ajourné l'examen, dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (330^e, 331^e et 332^e rapports). Bon nombre de ces cas ont été soumis au comité à plusieurs reprises. En 2003, il a été saisi de quelque 50 nouveaux cas. Pour certains cas en instance, des missions ont été effectuées au Bélarus et au Paraguay.

30. Le Comité de la liberté syndicale a attiré l'attention de la commission d'experts sur les aspects législatifs soulevés dans les cas suivants: Bahamas (2127), Bosnie-Herzégovine (2225), Canada (2166, 2173, 2180, 2196), France (2233), Honduras (2100), Hongrie (2118), Madagascar (2132), Pakistan (2229 et 2242), Fédération de Russie (2199 et 2216) et Sri Lanka (2255).

Assistance technique dans le domaine des normes

Contacts directs

31. Une mission de contacts directs a eu lieu en octobre 2003 aux Emirats arabes unis, sur recommandation de la Conférence internationale du Travail, en rapport avec l'application de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930.

Missions consultatives

32. Des missions consultatives ont eu lieu au Bélarus (septembre 2003), au Canada (février 2003), en Iran (mai 2003), au Paraguay (septembre 2003) et en Serbie-et-Monténégro (mai 2003) dans le domaine de la liberté syndicale.

Activités de promotion

33. Des séminaires sur la liberté syndicale ont été organisés en Argentine (mai 2003), au Brésil (septembre 2003), au Burkina Faso (octobre 2003), au Sénégal (juillet 2003), en Tanzanie (juin 2003), au Togo (octobre 2003) et en Uruguay (décembre 2002 et mai 2003).

34. A propos de l'égalité et de la non-discrimination, les activités suivantes ont eu lieu: assistance technique à Maurice sur la classification des emplois pour l'égalité de rémunération; mission consultative technique au Japon sur la ratification de la convention n° 111 (décembre 2002); Réunion régionale en Asie sur la formation des juges en matière de normes internationales relatives à l'égalité (Philippines, septembre 2003); missions en Bulgarie, à Fidji, en Indonésie et en Papouasie-Nouvelle-Guinée sur l'application des conventions n°s 100 et 111; mission en Suisse et au Suriname sur les droits des peuples indigènes et tribaux; Réunion tripartite régionale sur les migrations de la main-d'œuvre en Asie (Bangladesh).

35. Dans différents domaines, des activités d'assistance ont été menées dans le cadre de séminaires tripartites nationaux, de missions de consultation et d'assistance technique, d'activités en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT de Turin, de congrès/symposium. Il s'agit notamment des activités suivantes: Séminaire tripartite sur la promotion du dialogue social en matière de politique des salaires (Roumanie, janvier 2003); Séminaire tripartite sur les normes maritimes (Bulgarie, février 2003); mission d'assistance en matière de travail forcé (Fédération de Russie, février 2003), de pièces d'identité des gens de mer (Moldova, février 2003); missions de formation, de promotion et d'assistance dans le domaine de la sécurité sociale, y compris la convention n° 102 et le Code européen de sécurité sociale (Budapest, mars 2003; Moldova, mai 2003; Pérou et Mexique, mai 2003); présentations en matière de droit maritime (Malte, février 2003; Allemagne, mars 2003) et des normes en général (Belgique, mars - avril 2003).

36. Le Département des normes internationales du travail continue par ailleurs de développer son système d'information législative qui comporte ILOLEX, APPLIS et LIBSYND, bases de données sur les normes internationales du travail, et NATLEX, base de données sur les législations nationales en matière de travail et de sécurité sociale. Au cours de l'année 2003, la base de données NATLEX a été transférée dans un système

modernisé. Ce transfert, permet des mises à jour plus simples et une meilleure gestion de la base de données ainsi qu'un chargement plus rapide des versions intégrales des textes de loi. Ce système modernisé devrait permettre au département de suivre les nouvelles évolutions en matière législative dans le domaine du travail, de la sécurité sociale et des droits de l'homme y relatifs et de partager ces connaissances aussi bien avec les partenaires sociaux qu'avec un large public. De plus, ont été incorporés à ILOLEX des fichiers par pays contenant des informations sur la ratification des conventions en relation avec les décisions prises par le Conseil d'administration à la suite des travaux du Groupe de travail sur la politique de révision des normes. Enfin, le département a également publié la version 2003 de la Bibliothèque électronique des normes du travail (ILSE). Ce CD-ROM qui a connu un grand succès comporte maintenant les conventions et recommandations en arabe, chinois, russe et allemand avec les interfaces appropriées.

37. En outre, afin de rendre plus accessible encore l'information sur les activités normatives, le département continue à développer la base de données APPLIS. Celle-ci permet un accès direct aux informations, toujours actualisées, sur l'état des ratifications, sur les rapports demandés et reçus, au titre de l'article 22 de la Constitution, pour un pays ou une convention donnée, sur les commentaires de la commission d'experts – y compris les archives des commentaires formulés depuis 1990 –, ainsi que sur la soumission aux autorités compétentes, au titre de l'article 19 de la Constitution, des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail. La base de données contient également des références aux observations reçues des organisations d'employeurs et de travailleurs. Le calendrier des demandes de rapports réguliers pour les cinq prochaines années, qui vise à faciliter la planification des tâches des services nationaux chargés d'établir les rapports, est maintenant disponible sur APPLIS. Il s'agit d'une information qui fait suite aux aménagements apportés au système régulier de présentation des rapports par le Conseil d'administration lors de ses 282^e et 283^e session.

38. Les travaux concernant la base de données du service de la liberté syndicale sont désormais achevés (LIBSYND). Cette base vise à rassembler toutes les informations concernant les divers mécanismes de contrôle de l'OIT pertinents en matière de liberté syndicale. En outre, la base de données permet d'accéder à tous les cas du Comité de la liberté syndicale depuis 1951, date de sa création. Elle est systématiquement mise à jour après l'adoption et l'approbation des rapports du Comité de la liberté syndicale. Elle est accessible par pays ou par année et inclut un mécanisme de recherche avancé permettant de trouver les cas pertinents pour un sujet ou une organisation donnée. Sont également disponibles les rapports de toutes les commissions d'enquête et les commissions d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale. La base de données prévoit également un accès direct, par pays, aux commentaires formulés depuis 1990 par la Commission d'experts sur l'application des conventions n^{os} 87 et 98 ainsi qu'aux procès verbaux des discussions ayant eu lieu au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence. Sont ainsi disponibles, l'ensemble des informations dans le domaine de la liberté syndicale émanant des autres organes de contrôle ou instances de l'OIT.

Activités normatives au sein des bureaux régionaux ou sous-régionaux

39. Des spécialistes des normes internationales du travail sont en poste dans les bureaux régionaux ou sous-régionaux basés dans les villes suivantes: Bangkok, Beyrouth, Dakar, Harare, Lima, Manille, New Delhi, Port of Spain, San José, Santiago du Chili et

Yaoundé. Un spécialiste des normes internationales du travail vient d'être nommé au bureau sous-régional d'Addis-Abeba et le bureau sous-régional de Moscou devrait prochainement bénéficier de l'entrée en fonction d'un nouveau spécialiste des normes et du dialogue social. En outre, un poste de spécialiste des normes vient d'être créé dans le bureau sous-régional du Caire. Le bureau sous-régional de Budapest ne dispose toujours pas de poste de spécialiste des normes internationales du travail; à l'heure actuelle, l'appui technique nécessaire est donc fourni par les fonctionnaires du Département des normes internationales du travail.

DEUXIÈME PARTIE

Liste des ratifications par convention^{*} et protocole

^{*} N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant.

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

52 ratifications

Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	6.09.1926	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	Burundi	30.07.1971	Canada	21.03.1935
Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Costa Rica	1.03.1982	Cuba	20.09.1934	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	4.02.1933	Egypte	10.05.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	Ghana	19.06.1973	Grèce	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Inde	14.07.1921	Iraq	24.08.1965
Israël	26.06.1951	Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Malte	9.06.1988	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Pakistan	14.07.1921	Paraguay	21.03.1966
Pérou	8.11.1945	Portugal	3.07.1928	Roumanie	13.06.1921
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	10.05.1960	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	6.06.1933	Venezuela	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

Autriche	12.06.1924	France	2.06.1927	Italie	6.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Dénoncée le	9.06.1989

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921

55 ratifications

Afrique du Sud	20.02.1924	Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933
Australie	15.06.1972	Autriche	12.06.1924	Belgique	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	31.05.1933
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Danemark	13.10.1921
Djibouti	3.08.1978	Egypte	3.07.1954	Equateur	5.02.1962
Espagne	4.07.1923	Estonie	20.12.1922	Ethiopie	11.06.1966
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.10.1921	France	25.08.1925
Grèce	19.11.1920	Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928
Irlande	4.09.1925	Islande	17.02.1958	Italie	10.04.1923
Japon	23.11.1922	Kenya	13.01.1964	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Myanmar	14.07.1921	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	23.11.1921
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	6.02.1932
Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Slovénie	29.05.1992
Soudan	18.06.1957	Suède	27.09.1921	Suisse	9.10.1922
République arabe syrienne	26.07.1960	Turquie	14.07.1950	Ukraine	16.05.1994
Venezuela	20.11.1944				

Dénonciation

Bulgarie	14.02.1922	Inde	14.07.1921	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le	20.07.1960	Dénoncée le	16.04.1938	Dénoncée le	11.11.1982

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

33 ratifications

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Algérie	19.10.1962	Allemagne	31.10.1927	Argentine	30.11.1933
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	30.06.1969
Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Espagne	4.07.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	16.12.1950
Gabon	13.06.1961	Grèce	19.11.1920	Guinée	12.12.1966
Hongrie	19.04.1928	Italie	22.10.1952	Lettonie	3.06.1926
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Nicaragua	12.04.1934	Panama	3.06.1958	Roumanie	13.06.1921
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Venezuela	20.11.1944

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 103

Brésil	26.04.1934	Chili	15.09.1925	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 26.07.1961		Dénoncée le 3.10.1997		Dénoncée le 17.10.1955

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

58 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	République centrafricaine	27.10.1960	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	14.07.1921
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Pakistan	14.07.1921	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Sénégal	4.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960

Dénonciation

Afrique du Sud	1.11.1921	Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
	Dénoncée le 20.10.1935		Dénoncée le 11.08.1964		Dénoncée le 3.03.1992
Autriche	12.06.1924	Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934
	Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 13.08.1937		Dénoncée le 12.05.1937
Bulgarie	14.02.1922	Cameroun	7.06.1960	Chili	8.10.1931
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 27.08.1976
Congo	10.11.1960	France	14.05.1925	Grèce	19.11.1920
	Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 8.11.1955		Dénoncée le 30.06.1936
Guinée	21.01.1959	Hongrie	19.04.1928	Irlande	4.09.1925
	Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 18.12.1936		Dénoncée le 15.03.1937
Italie	10.04.1923	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
	Dénoncée le 6.08.2001		Dénoncée le 11.11.2003		Dénoncée le 19.02.1982
Malte	9.06.1988	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
	Dénoncée le 11.02.1991		Dénoncée le 2.08.1965		Dénoncée le 9.11.1961
Pays-Bas	4.09.1922	Pérou	8.11.1945	Portugal	10.05.1932
	Dénoncée le 12.06.1937		Dénoncée le 5.02.1997		Dénoncée le 8.12.1993
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Sri Lanka	8.10.1951
	Dénoncée le 28.05.1957		Dénoncée le 25.01.1937		Dénoncée le 16.02.1954
Suisse	9.10.1922	Tunisie	15.05.1957	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 4.06.1936		Dénoncée le 24.05.1974		Dénoncée le 17.10.1955
Venezuela	7.03.1933				
	Dénoncée le 20.11.1944				

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

72 ratifications

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Comores	23.10.1978	Djibouti	3.08.1978	Estonie	20.12.1922
Gabon	14.10.1960	Haïti	12.04.1957	Inde	9.09.1955
Lettonie	3.06.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933	Autriche	26.02.1936
Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000	
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	12.07.1924
Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988	
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Bolivie	19.07.1954
Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.06.1997	
Brésil	26.04.1934	Burkina Faso	21.11.1960	Cameroun	7.06.1960
Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 13.08.2001	
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Dénoncée le 28.06.2000		Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001	
Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	6.08.1928
Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003		Dénoncée le 19.06.1976	
Danemark	4.01.1923	République dominicaine	4.02.1933	Espagne	29.09.1932
Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977	
Fidji	19.04.1974	France	29.04.1939	Grèce	19.11.1920
Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986	
Grenade	9.07.1979	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 15.04.1998	
Irlande	4.09.1925	Israël	23.12.1953	Japon	7.08.1926
Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 5.06.2000	
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Luxembourg	16.04.1928
Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 14.06.2001		Dénoncée le 24.03.1977	
Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Dénoncée le 31.05.2000		Dénoncée le 11.03.2002		Dénoncée le 9.06.1988	
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Nicaragua	12.04.1934
Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 3.12.2001		Dénoncée le 2.11.1981	
Niger	27.02.1961	Norvège	7.07.1937	Ouganda	4.06.1963
Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 25.03.2003	
Pays-Bas	21.07.1928	Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921
Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976	
Royaume-Uni	14.07.1921	Sénégal	4.11.1960	Seychelles	6.02.1978
Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 15.12.1999		Dénoncée le 7.03.2000	
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	27.09.1951	Suisse	9.10.1922
Dénoncée le 29.09.1997		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 17.08.1999	
Swaziland	26.04.1978	Tanzania - Zanzibar	22.06.1964	Togo	7.06.1960
Dénoncée le 23.10.2002		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 16.03.1984	
Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994	Zambie	2.12.1964
Dénoncée le 15.07.1987		Dénoncée le 24.06.2003		Dénoncée le 19.06.1976	

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 59

Bulgarie	14.02.1922	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 17.10.1955	

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

59 ratifications

Albanie	17.03.1932	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Argentine	30.11.1933	Autriche	12.06.1924	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	Bénin	12.12.1960	Brésil	26.04.1934
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	13.04.1983
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922	France	25.08.1925
Gabon	14.10.1960	Grèce	19.11.1920	Guinée-Bissau	21.02.1977
Hongrie	19.04.1928	Inde	14.07.1921	Irlande	4.09.1925
Italie	10.04.1923	République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	3.06.1926
Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960
Mali	22.09.1960	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921
Pologne	21.06.1924	Portugal	10.05.1932	Roumanie	13.06.1921
Sénégal	4.11.1960	Suisse	9.10.1922	Tchad	10.11.1960
Togo	7.06.1960	Venezuela	7.03.1933	Viet Nam	3.10.1994

Dénonciation

Royaume-Uni	14.07.1921
	Dénoncée le 4.10.1947

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 90

Cameroun	7.06.1960	Guinée	21.01.1959	Mexique	20.05.1937
	Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 20.06.1956
Pays-Bas	17.03.1924	Sri Lanka	26.10.1950	Tunisie	12.01.1959
	Dénoncée le 22.10.1954		Dénoncée le 16.02.1954		Dénoncée le 24.05.1974
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921

53 ratifications

Australie	28.06.1935	Canada	31.03.1926	Estonie	3.03.1923
Guinée-Bissau	21.02.1977	Lettonie	3.06.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Angola	4.06.1976	Argentine	30.11.1933
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.06.2001		Dénoncée le 11.11.1996
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	4.02.1925
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	16.03.1923	Chili	18.10.1935
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 1.02.1999
Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928
	Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	12.05.1924	République dominicaine	4.02.1933	Espagne	20.06.1924
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977
Finlande	10.10.1925	Grèce	16.12.1925	Grenade	9.07.1979
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003
Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928	Irlande	4.09.1925
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 22.06.1978
Italie	14.07.1932	Jamaïque	8.07.1963	Japon	7.06.1924
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 5.06.2000
Luxembourg	16.04.1928	Malaysia - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988
Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	7.10.1927
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 8.07.1980
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	21.06.1924	Portugal	24.10.1960
	Dénoncée le 2.06.2000		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 20.05.1998
Roumanie	8.05.1922	Royaume-Uni	14.07.1921	Seychelles	6.02.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 7.03.2000
Sri Lanka	2.09.1950	Suède	27.09.1921	Tanzania - Zanzibar	22.06.1964
	Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 16.12.1998

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

Venezuela 20.11.1944
Dénoncée le 15.07.1987

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 58

Brésil	8.06.1936	Mexique	17.08.1948	Pays-Bas	26.03.1925
	Dénoncée le 9.01.1974		Dénoncée le 18.07.1952		Dénoncée le 8.07.1947
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufage), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923

59 ratifications

Allemagne	4.03.1930	Argentine	30.11.1933	Australie	28.06.1935
Belgique	4.02.1925	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	16.03.1923	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991
Cuba	6.08.1928	Danemark	15.02.1938	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	20.01.1950	France	21.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	16.12.1925	Grenade	9.07.1979
Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Italie	8.09.1924	Jamaïque	8.07.1963	Japon	22.08.1955
Lettonie	29.08.1930	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937
Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	16.06.1961	Norvège	21.07.1936
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924
Portugal	19.05.1981	Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	12.03.1926
Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	25.04.1951	Suède	1.01.1935	Suisse	21.04.1960
Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933		

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921

39 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933	Belgique	4.02.1925
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Cameroun	25.05.1970	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Danemark	23.08.1938	Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982
Espagne	23.02.1931	Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	25.01.1928	Grèce	16.12.1925	Israël	19.06.1969
Italie	8.09.1924	Japon	23.11.1922	Lettonie	3.06.1926
Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928	Mexique	1.09.1939
Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	9.01.1948	Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924
Roumanie	10.11.1930	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Suède	27.09.1921	Uruguay	6.06.1933		

Dénonciation

Australie 3.08.1925
Dénoncée le 31.08.1998

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)**

Bulgarie	16.03.1923 Dénoncée le 12.06.2003	Finlande	7.10.1922 Dénoncée le 25.05.1999	Norvège	23.11.1921 Dénoncée le 11.06.1999
-----------------	--------------------------------------	-----------------	-------------------------------------	----------------	--------------------------------------

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

55 ratifications

Australie	24.12.1957	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Djibouti	3.08.1978	Estonie	8.09.1922	Gabon	13.06.1961
Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation

Panama	19.06.1970 Dénoncée le 5.07.2001
---------------	-------------------------------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957 Dénoncée le 16.02.1998	Algérie	19.10.1962 Dénoncée le 30.04.1984	Allemagne	20.03.1957 Dénoncée le 19.06.1976
Argentine	26.05.1936 Dénoncée le 11.11.1996	Autriche	12.06.1924 Dénoncée le 18.09.2000	Bahamas	25.05.1976 Dénoncée le 31.10.2001
Barbade	2.10.1978 Dénoncée le 4.01.2000	Bélarus	6.11.1956 Dénoncée le 3.05.1979	Belgique	13.06.1928 Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983 Dénoncée le 6.03.2000	Bulgarie	6.03.1925 Dénoncée le 23.04.1980	République centrafricaine	9.06.1964 Dénoncée le 28.06.2000
Chili	18.10.1935 Dénoncée le 1.02.1999	Colombie	13.04.1983 Dénoncée le 2.02.2001	Cuba	22.08.1935 Dénoncée le 19.06.1976
République dominicaine	4.02.1933 Dénoncée le 15.06.1999	Espagne	29.08.1932 Dénoncée le 16.05.1977	France	7.06.1951 Dénoncée le 13.07.1990
Grenade	9.07.1979 Dénoncée le 14.05.2003	Guatemala	14.06.1988 Dénoncée le 27.04.1990	Guinée	12.12.1966 Dénoncée le 6.06.2003
Guyana	8.06.1966 Dénoncée le 15.04.1998	Hongrie	2.02.1927 Dénoncée le 28.05.1998	Irlande	26.05.1925 Dénoncée le 22.06.1978
Israël	23.12.1953 Dénoncée le 21.06.1979	Italie	8.09.1924 Dénoncée le 28.07.1981	Japon	19.12.1923 Dénoncée le 5.06.2000
Luxembourg	16.04.1928 Dénoncée le 24.03.1977	Malte	4.01.1965 Dénoncée le 9.06.1988	Nicaragua	12.04.1934 Dénoncée le 2.11.1981
Norvège	28.01.1957 Dénoncée le 8.07.1980	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976 Dénoncée le 2.06.2000	Pays-Bas	28.11.1956 Dénoncée le 14.09.1976
Pérou	1.02.1960 Dénoncée le 13.11.2002	Pologne	21.06.1924 Dénoncée le 22.03.1978	Roumanie	10.11.1930 Dénoncée le 19.06.1976
Royaume-Uni	11.07.1963 Dénoncée le 7.06.2000	Fédération de Russie	10.08.1956 Dénoncée le 3.05.1979	Seychelles	6.02.1978 Dénoncée le 7.03.2000
Slovaquie	1.01.1993 Dénoncée le 29.09.1997	Sri Lanka	29.11.1991 Dénoncée le 11.02.2000	Suède	27.11.1923 Dénoncée le 23.04.1990
Ukraine	14.09.1956 Dénoncée le 3.05.1979	Uruguay	6.06.1933 Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923

121 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	6.06.1925
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	26.05.1936	Australie	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	27.04.1934
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	16.09.1963	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	22.08.1935	Danemark	20.06.1930
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	3.07.1954
Equateur	10.03.1969	Espagne	29.08.1932	Estonie	8.09.1922
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	France	23.03.1929	Gabon	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923	Iraq	1.04.1985
Irlande	17.06.1924	Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924
Jamaïque	8.07.1963	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaysia - Malaisie péninsulaire	11.01.1960
Malaysia - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	20.05.1937	République de Moldova	4.04.2003
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961	Norvège	11.06.1929
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	11.05.1923
Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	16.05.1968
Pays-Bas	20.08.1926	Pérou	8.11.1945	Pologne	21.06.1924
Portugal	27.09.1977	République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	10.11.1930
Royaume-Uni	6.08.1923	Fédération de Russie	10.08.1956	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.08.1952
Suède	27.11.1923	Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.03.1961
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933	Venezuela	20.11.1944
Zambie	2.12.1964				

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923

76 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	26.05.1936	Australie	7.06.1960	Autriche	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	26.10.1932
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	6.03.1925	Burundi	11.03.1963	Chili	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991
Cuba	22.08.1935	Danemark	26.02.1923	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	El Salvador	11.10.1955	Espagne	1.10.1931
Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961
Grenade	9.07.1979	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985
Irlande	17.06.1924	Italie	1.09.1930	Kenya	13.01.1964
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Malaysia - Malaisie péninsulaire	5.06.1961	Malaysia - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Malte	4.01.1965	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mexique	1.11.1937	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	22.01.1963
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	3.06.1958
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	20.08.1926	Pérou	4.04.1962
Pologne	21.06.1924	Portugal	16.05.1960	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	6.08.1923	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	19.11.1962
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	15.05.1957	Zambie	2.12.1964

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

62 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Argentine	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	19.07.1926
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	5.04.1929	France	19.02.1926	Gabon	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	Guatemala	5.01.1990	Guinée	21.01.1959
Hongrie	8.06.1956	Iraq	19.04.1966	Italie	22.10.1952
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	9.09.1924	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988
Maroc	13.06.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1939	Pologne	21.06.1924
Roumanie	4.12.1925	Fédération de Russie	10.10.1991	Sénégal	4.11.1960
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	27.11.1923	Suriname	15.06.1976	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Tunisie	12.06.1956
Uruguay	6.06.1933	Venezuela	28.04.1933		

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923

117 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	26.05.1936
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968	Belgique	19.07.1926
Belize	22.06.1999	Bénin	12.12.1960	Bolivie	19.07.1954
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	3.02.1988	Brsil	25.04.1957
Bulgarie	6.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cameroun	7.06.1960	Canada	21.03.1935	République centrafricaine	27.10.1960
Chili	15.09.1925	Chine	17.05.1934	Colombie	20.06.1933

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Costa Rica	25.09.1984
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.08.1935	Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	Espagne	20.06.1924	Estonie	29.11.1923
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.06.1923
France	3.09.1926	Gabon	14.10.1960	Ghana	19.06.1973
Grèce	11.05.1929	Grenade	9.07.1979	Guatemala	14.06.1988
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	14.05.1952	Honduras	17.11.1964	Hongrie	8.06.1956
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923	République islamique d'Iran	10.06.1972
Iraq	12.05.1960	Irlande	22.07.1930	Israël	26.06.1951
Italie	8.09.1924	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924	Liban	26.07.1962
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	1.11.1960	Malaysia - Sarawak	3.03.1964	Mali	22.09.1960
Malte	9.06.1988	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938	Mozambique	6.06.1977
Myanmar	11.05.1923	Népal	10.12.1986	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pakistan	11.05.1923	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	14.07.1965
Pérou	8.11.1945	Pologne	21.06.1924	Portugal	3.07.1928
République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	18.08.1923	Fédération de Russie	22.09.1967
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sénégal	4.11.1960
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	22.12.1931	Suisse	16.01.1935	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968
Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	27.12.1946
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	6.06.1933	Venezuela	20.11.1944
Viet Nam	3.10.1994	Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	6.06.1980

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926
Djibouti	3.08.1978	Estonie	8.09.1922	Ghana	20.05.1957
Inde	20.11.1922	Lettonie	9.09.1924	Mauritanie	8.11.1963
Myanmar	20.11.1922	Nouvelle-Zélande	26.11.1959	Pakistan	20.11.1922
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Trinité-et-Tobago	24.05.1963				

Dénonciation

Australie 28.06.1935
Dénoncée le 2.04.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Bélarus	6.11.1956
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 3.05.1979
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bulgarie	6.03.1925
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960
	Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 2.10.1997
Colombie	20.06.1933	Cuba	7.07.1928	Danemark	12.05.1924
	Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997
Espagne	20.06.1924	Finlande	10.10.1925	France	16.01.1928
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.07.1990
Grèce	14.06.1930	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
	Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 27.04.1990

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)					
Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928	Iraq	19.04.1966
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 13.02.1985
Irlande	5.07.1930	Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924
	Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 6.12.1999		Dénoncée le 28.07.1981
Jamaïque	26.12.1962	Japon	4.12.1930	Kenya	13.01.1964
	Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaysia - Sabah	3.03.1964
	Dénoncée le 10.06.2003		Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.09.1997
Malaysia - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
	Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 6.01.2000
Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	17.10.1960
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 2.10.2002
Norvège	7.10.1927	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	17.06.1931
	Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 31.10.2000		Dénoncée le 14.09.1976
Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	8.03.1926
	Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000
Fédération de Russie	10.08.1956	Seychelles	6.02.1978	Sri Lanka	25.04.1951
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 11.02.2000
Suède	14.07.1925	Suisse	21.04.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962
	Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 17.08.1999		Dénoncée le 16.12.1998
Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977
Yémen	14.04.1969				
	Dénoncée le 15.06.2000				

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

81 ratifications

Albanie	3.06.1957	Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936
Australie	28.06.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	6.11.1956	Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1936	Bulgarie	6.03.1925
Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Danemark	23.04.1938	Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	10.10.1925	France	22.03.1928	Ghana	20.05.1957
Grèce	28.06.1930	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	Hongrie	1.03.1928	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	20.11.1922	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Italie	8.09.1924	Jamaïque	26.12.1962	Japon	7.06.1924
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	9.09.1924
Luxembourg	16.04.1928	Malaysia - Sabah	3.03.1964	Malaysia - Sarawak	3.03.1964
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	9.03.1938
Myanmar	20.11.1922	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	17.10.1960
Norvège	5.12.1980	Nouvelle-Zélande	5.12.1961	Pakistan	20.11.1922
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.03.1928	Pologne	21.06.1924
Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	8.03.1926	Fédération de Russie	10.08.1956
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	25.04.1951
Suède	14.07.1925	Suisse	21.04.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	14.04.1970
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933	Yémen	14.04.1969

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

71 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950	Autriche	21.08.1936
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	3.10.1927
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cap-Vert	3.04.1979
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Djibouti	3.08.1978
Egypte	10.05.1960	Espagne	22.02.1929	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	20.01.1950	France	17.05.1948	Grèce	13.06.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iraq	5.07.1960	Kenya	13.01.1964
Lettonie	29.05.1928	Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
Malaysia - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	16.02.1956	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	3.06.1958
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	17.11.1960	Pologne	3.11.1937
Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	28.06.1949
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976
République arabe syrienne	10.05.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Zambie	2.12.1964		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	8.10.1931	Suède	8.09.1926	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

66 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Australie	22.04.1959	Autriche	29.09.1928
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	3.10.1927	Bénin	12.12.1960
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	5.09.1929	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	6.08.1928	Danemark	18.06.1934	Djibouti	3.08.1978
Egypte	10.05.1960	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	17.09.1927	France	13.08.1931	Guinée	21.01.1959
Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	19.04.1928	Inde	30.09.1927
Iraq	26.11.1938	Italie	22.01.1934	Japon	8.10.1928
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Mali	22.09.1960
Maroc	20.09.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mozambique	6.06.1977
Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	11.06.1929	Pakistan	30.09.1927	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pologne	3.11.1937	Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.05.1952
Suisse	16.11.1927	République arabe syrienne	10.05.1960	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	12.01.1959	Zambie	22.02.1965		

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925**Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 42**

Royaume-Uni 6.10.1926
Dénoncée le 29.04.1936

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	31.05.1933	Irlande	25.11.1927	Pays-Bas	1.11.1928
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 15.03.1937		Dénoncée le 1.09.1939
Sénégal	4.11.1960	Suède	15.10.1929	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 10.05.1971		Dénoncée le 24.02.1937		Dénoncée le 17.10.1955

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1926

120 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950
Australie	12.06.1959	Autriche	29.09.1928	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Belgique	3.10.1927
Belize	15.12.1983	Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Botswana	3.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	18.02.1987	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	8.10.1931
Chine	27.04.1934	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	République de Corée	29.03.2001	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	31.03.1928
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	Espagne	22.02.1929	Estonie	14.04.1930
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	17.09.1927
France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Grenade	9.07.1979	Guatemala	2.08.1961
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	30.04.1940
Irlande	5.07.1930	Israël	5.05.1958	Italie	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.10.1928	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	29.05.1928	Liban	1.06.1977
Lituanie	28.09.1934	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaysia - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malaysia - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	17.08.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	13.06.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934
Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	17.10.1960
Norvège	11.06.1929	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	30.09.1927
Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	13.09.1927
Pérou	8.11.1945	Philippines	26.04.1994	Pologne	28.02.1928
Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	6.10.1926
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957
Suède	8.09.1926	Suisse	1.02.1929	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933	Venezuela	20.11.1944
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964	Zimbabwe	6.06.1980

Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928

17 ratifications

Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	5.09.1929	Chili	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	Israël	26.07.1951	Panama	19.06.1970

Dénonciation

Argentine	17.02.1955	Finlande	26.05.1928	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 11.03.1981		Dénoncée le 31.03.1983		Dénoncée le 22.12.1980
Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934	Pérou	4.04.1962
	Dénoncée le 2.06.1998		Dénoncée le 19.09.1950		Dénoncée le 18.06.1996
Suède	5.01.1940	Uruguay	6.06.1933		
	Dénoncée le 12.06.1970		Dénoncée le 26.05.1978		

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Adoptée à la 8e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Autriche	29.12.1927	Bangladesh	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Colombie	20.06.1933
Cuba	7.09.1954	Danemark	18.05.1955	Finlande	5.04.1929
Hongrie	3.02.1931	Inde	14.01.1928	Irlande	5.07.1930
Japon	8.10.1928	Luxembourg	16.04.1928	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Myanmar	14.01.1928	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	28.01.1957	Pakistan	14.01.1928	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	13.09.1927	Slovaquie	1.01.1993	Suède	28.01.1957
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	6.06.1933	Venezuela	20.11.1944

Ratification conditionnelle

France	13.01.1932	Royaume-Uni	16.09.1927
---------------	------------	--------------------	------------

Dénonciation

Albanie	17.03.1932	Australie	18.04.1931	Belgique	15.02.1928
	Dénoncée le 30.06.1999		Dénoncée le 2.04.2002		Dénoncée le 14.08.1998
Nouvelle-Zélande	29.03.1938				
	Dénoncée le 2.06.1982				

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.04.1928

58 ratifications

Allemagne	20.09.1930	Argentine	14.03.1950	Australie	1.04.1935
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Canada	30.06.1938
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	10.05.1929	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947
France	4.04.1928	Ghana	18.03.1965	Inde	31.10.1932
Iraq	4.10.1966	Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929
Japon	22.08.1955	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	12.05.1934	Myanmar	31.10.1932	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	29.03.1940	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	31.10.1932
Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	15.12.1937
Pérou	4.04.1962	Pologne	8.08.1931	Portugal	23.05.1983
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	14.06.1929	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933
Venezuela	20.11.1944				

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928

45 ratifications

Allemagne	14.03.1930	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	3.10.1927	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.11.1929
Chine	2.12.1936	Chypre	19.09.1995	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931	Estonie	9.07.1928
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	4.03.1929	Ghana	18.03.1965
Grèce	6.05.1981	Iraq	23.09.1976	Irlande	5.07.1930
Italie	10.10.1929	Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	21.06.1977
Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	5.05.1948
Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960	Pologne	8.08.1931
Portugal	23.05.1983	Royaume-Uni	3.06.1985	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Suisse	21.04.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 166

Mexique	12.05.1934
	Dénoncée le 15.03.2002

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

28 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Djibouti	3.08.1978
Equateur	5.02.1962	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	17.05.1948	Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965
Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948	Roumanie	28.06.1929
Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

20 ratifications

Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965	Pérou	1.02.1960

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Adoptée à la 11e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930

103 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	Albanie	2.08.2001	Allemagne	30.05.1929
Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950	Australie	9.03.1931
Autriche	15.03.1974	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Bélarus	15.09.1993	Belgique	11.08.1937	Belize	15.12.1983
Bénin	12.12.1960	Bolivie	19.07.1954	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	4.06.1935	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cameroun	7.06.1960	Canada	25.04.1935	République centrafricaine	27.10.1960
Chili	31.05.1933	Chine	5.05.1930	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	République de Corée	27.12.2001
Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	24.02.1936
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	Equateur	6.07.1954	Espagne	8.04.1930
Fidji	19.04.1974	France	18.09.1930	Gabon	14.10.1960
Ghana	2.07.1959	Grenade	9.07.1979	Guatemala	4.05.1961
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Hongrie	30.07.1932	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	10.01.1955
Iraq	26.11.1962	Irlande	3.06.1930	Italie	9.09.1930
Jamaïque	8.07.1963	Japon	29.04.1971	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960	Malawi	22.03.1965
Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934
Myanmar	21.05.1954	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1933	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	10.11.1936	Pérou	4.04.1962
Portugal	10.11.1959	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	9.06.1971	Suisse	7.05.1947
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	10.05.1960	République-Unie de Tanzanie	19.11.1962
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.01.1975	Uruguay	6.06.1933
Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964	Zimbabwe	16.09.1993

Dénonciation

Royaume-Uni	14.06.1929
	Dénoncée le 25.07.1985

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.03.1932

65 ratifications

Allemagne	5.07.1933	Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950
Australie	9.03.1931	Autriche	16.08.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.06.1934

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	4.06.1935	Burundi	11.03.1963
Canada	30.06.1938	Chili	31.05.1933	Chine	24.06.1931
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1954	Danemark	1.10.1981
Espagne	29.08.1932	Estonie	18.01.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	8.08.1932	France	29.07.1935	Grèce	30.05.1936
Guinée-Bissau	21.02.1977	Honduras	9.06.1980	Hongrie	6.12.1937
Inde	7.09.1931	Indonésie	12.06.1950	Iraq	21.11.1966
Irlande	5.07.1930	Italie	18.07.1933	Japon	16.03.1931
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	28.09.1934
Luxembourg	1.04.1931	Maroc	20.09.1956	Mexique	12.05.1934
Myanmar	7.09.1931	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	1.07.1932
Pakistan	7.09.1931	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	4.01.1933	Pérou	4.04.1962	Pologne	18.06.1932
Portugal	1.03.1932	République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	7.12.1932
Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	11.04.1932	Suisse	8.11.1934
Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933	Venezuela	17.12.1932
Viet Nam	3.10.1994				

Ratification conditionnelle

Afrique du Sud 21.02.1933

Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1932

4 ratifications

Nicaragua 12.04.1934

Dénonciation

Luxembourg 1.04.1931
Dénoncée le 9.02.1988

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne 29.08.1932 Irlande 5.07.1930
Dénoncée le 28.07.1934 Dénoncée le 13.06.1972

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.05.1932

163 ratifications

Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	25.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Australie	2.01.1932
Autriche	7.06.1960	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
Bélarus	21.08.1956	Belgique	20.01.1944	Belize	15.12.1983
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	22.09.1932	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933
Chypre	23.09.1960	Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	20.07.1953	Danemark	11.02.1932
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1955	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982
Equateur	6.07.1954	Erythrée	22.02.2000	Espagne	29.08.1932

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Estonie	7.02.1996	Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	13.01.1936	France	24.06.1937
Gabon	14.10.1960	Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993
Ghana	20.05.1957	Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958
Honduras	21.02.1957	Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	30.11.1954	Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1957
Iraq	27.11.1962	Irlande	2.03.1931	Islande	17.02.1958
Israël	7.06.1955	Italie	18.06.1934	Jamaïque	26.12.1962
Japon	21.11.1932	Jordanie	6.06.1966	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000
Koweït	23.09.1968	République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lesotho	31.10.1966
Liban	1.06.1977	Libéria	1.05.1931	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	1.11.1960
Malaisie	11.11.1957	Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934	République de Moldova	23.03.2000
Mozambique	16.06.2003	Myanmar	4.03.1955	Namibie	15.11.2000
Népal	3.01.2002	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	1.07.1932	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Oman	30.10.1998	Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	23.12.1957	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	31.03.1933	Pérou	1.02.1960
Pologne	30.07.1958	Portugal	26.06.1956	Qatar	12.03.1998
République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	3.06.1931
Fédération de Russie	23.06.1956	Rwanda	23.05.2001	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957
Sri Lanka	5.04.1950	Suède	22.12.1931	Suisse	23.05.1940
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	26.02.1969	Togo	7.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	30.10.1998	Ukraine	10.08.1956	Uruguay	6.09.1995
Venezuela	20.11.1944	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933

30 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	22.06.1932	Chili	18.10.1935	Colombie	4.03.1969
Cuba	24.02.1936	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	Guatemala	4.08.1961	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Iraq	26.11.1962	Israël	26.06.1951
Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Maroc	22.07.1974	Mexique	12.05.1934	Mozambique	6.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.06.1953	Panama	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	République arabe syrienne	10.05.1960	Uruguay	6.06.1933

Ratification conditionnelle

Autriche 16.02.1933

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930**Dénonciation**

Finlande	13.01.1936 Dénoncée le 23.06.1999	Nouvelle-Zélande	29.03.1938 Dénoncée le 9.06.1989
-----------------	--------------------------------------	-------------------------	-------------------------------------

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934

45 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	2.07.1952
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Canada	6.04.1946
Chili	18.10.1935	Chine	30.11.1935	Croatie	8.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Honduras	17.11.1964	Inde	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Nigéria	16.06.1961
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	10.02.1947	Panama	4.06.1971
Royaume-Uni	10.01.1935	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Cuba	7.09.1954 Dénoncée le 15.10.1982	Danemark	22.06.1970 Dénoncée le 22.12.1989	Espagne	28.07.1934 Dénoncée le 3.03.1982
Finlande	23.08.1949 Dénoncée le 5.12.1981	France	27.05.1955 Dénoncée le 30.07.1985	Italie	30.10.1933 Dénoncée le 7.06.2000
Mexique	12.05.1934 Dénoncée le 10.02.1982	Norvège	23.06.1956 Dénoncée le 5.12.1981	Pays-Bas	25.08.1964 Dénoncée le 13.05.1998
Pérou	4.04.1962 Dénoncée le 19.04.1988	Suède	3.08.1938 Dénoncée le 5.12.1981	Tanzania - Tanganyika	19.11.1962 Dénoncée le 30.05.1983

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.06.1935

25 ratifications

Cameroun	7.06.1960	Comores	23.10.1978	Djibouti	3.08.1978
Gabon	14.10.1960	Mauritanie	20.06.1961	Tchad	10.11.1960

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)

Espagne	22.06.1934 Dénoncée le 5.05.1971
----------------	-------------------------------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Argentine	14.03.1950 Dénoncée le 11.11.1996	Autriche	26.02.1936 Dénoncée le 18.09.2000	Belgique	6.06.1934 Dénoncée le 19.04.1988
Bénin	12.12.1960 Dénoncée le 11.06.2001	Burkina Faso	21.11.1960 Dénoncée le 11.02.1999	République centrafricaine	27.10.1960 Dénoncée le 28.06.2000
Congo	10.11.1960 Dénoncée le 26.11.1999	Côte d'Ivoire	21.11.1960 Dénoncée le 7.02.2003	Cuba	24.02.1936 Dénoncée le 7.09.1954
France	29.04.1939 Dénoncée le 13.07.1990	Guinée	21.01.1959 Dénoncée le 6.06.2003	Madagascar	1.11.1960 Dénoncée le 31.05.2000
Mali	22.09.1960 Dénoncée le 11.03.2002	Niger	27.02.1961 Dénoncée le 4.12.1978	Pays-Bas	12.07.1935 Dénoncée le 14.09.1976
Sénégal	4.11.1960 Dénoncée le 15.12.1999	Togo	7.06.1960 Dénoncée le 16.03.1984	Uruguay	6.06.1933 Dénoncée le 18.03.1954

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Slovaquie	1.01.1993
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)					
Argentine	14.03.1950 Dénoncée le 19.09.1996	Espagne	27.04.1935 Dénoncée le 5.05.1971	Finlande	13.01.1936 Dénoncée le 22.12.1951
Mexique	21.02.1938 Dénoncée le 1.03.1991	Norvège	4.07.1949 Dénoncée le 29.06.1950	Suède	1.01.1936 Dénoncée le 18.07.1950
Turquie	27.12.1946 Dénoncée le 23.01.1952				
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)					
République tchèque	1.01.1993 Dénoncée le 9.10.2000				

Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))					
Equateur	5.02.1962 Dénoncée le 5.04.1978				

Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))					
Equateur	5.02.1962 Dénoncée le 5.04.1978				

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
----------	------------	-------	------------	----------	-----------

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT Date d'entrée en vigueur: 8.11.1946
8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur	5.02.1962
	Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949
7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993

Dénonciation

République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 27.09.2000

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936
38 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Argentine	14.03.1950	Bénin	12.12.1960
Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Estonie	21.12.1935	Gabon	14.10.1960	Madagascar	1.11.1960
Mali	22.09.1960	Maroc	13.06.1956	Niger	27.02.1961
Suriname	15.06.1976	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960
Venezuela	20.11.1944				

Dénonciation

Hongrie	18.12.1936	Myanmar	22.11.1935	Pérou	8.11.1945
	Dénoncée le 15.11.1977		Dénoncée le 30.03.1967		Dénoncée le 13.01.1997
Royaume-Uni	25.01.1937				
	Dénoncée le 4.10.1947				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)

Afrique du Sud	28.05.1935	Belgique	4.08.1937	Brésil	8.06.1936
	Dénoncée le 2.03.1950		Dénoncée le 1.04.1952		Dénoncée le 25.04.1957
Congo	10.11.1960	Egypte	11.07.1947	France	25.01.1938
	Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 26.07.1960		Dénoncée le 21.09.1953
Grèce	30.05.1936	Guinée	21.01.1959	Inde	22.11.1935
	Dénoncée le 27.04.1959		Dénoncée le 12.12.1966		Dénoncée le 27.02.1950
Iraq	28.03.1938	Irlande	15.03.1937	Mauritanie	20.06.1961
	Dénoncée le 17.11.1967		Dénoncée le 14.01.1952		Dénoncée le 8.11.1963
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	22.11.1935	Pays-Bas	9.12.1935
	Dénoncée le 10.11.1950		Dénoncée le 14.02.1951		Dénoncée le 22.10.1954
Sénégal	4.11.1960	Sri Lanka	2.09.1950	Suisse	4.06.1936
	Dénoncée le 22.10.1962		Dénoncée le 31.03.1966		Dénoncée le 6.05.1950

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936

53 ratifications

Afrique du Sud	26.02.1952	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	29.04.1959	Autriche	26.02.1936	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Brésil	8.06.1936
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	22.10.1936	Danemark	22.06.1939	Espagne	24.06.1958
France	17.05.1948	Grèce	13.06.1952	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Honduras	17.11.1964	Hongrie	17.06.1935
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	13.01.1964	Iraq	25.07.1941
Italie	22.10.1952	Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937	Myanmar	17.05.1957
Norvège	21.05.1935	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	16.02.1959
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	29.04.1936
Rwanda	18.09.1962	Slovaquie	1.01.1993	Suriname	15.06.1976
République tchèque	1.01.1993	Turquie	27.12.1946		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)

Allemagne	17.06.1955	Belgique	3.08.1949	Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 1.03.1972		Dénoncée le 22.04.1970		Dénoncée le 31.01.1977
Chili	14.10.1994	Finlande	20.01.1950	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 30.09.1999		Dénoncée le 23.09.1968		Dénoncée le 9.06.1969
Japon	6.06.1936	Luxembourg	3.03.1958	Pays-Bas	1.09.1939
	Dénoncée le 7.06.1974		Dénoncée le 24.07.1972		Dénoncée le 2.08.1966
République démocratique du Congo	20.09.1960	Suède	24.02.1937	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 5.09.1967		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.06.1973

Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938

13 ratifications

Belgique	4.08.1937	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978
France	5.02.1938	Irlande	15.05.1939	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Norvège	21.05.1935	Panama	19.06.1970
Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954

Dénonciation

Royaume-Uni	13.01.1937
	Dénoncée le 4.12.1958

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	Bulgarie	29.12.1949	Chypre	8.10.1965
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	France	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	Italie	22.10.1952	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège	20.05.1957	Suisse	14.06.1939
	Dénoncée le 19.06.1990		Dénoncée le 17.10.1990

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937

97 ratifications

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Afghanistan	14.05.1937	Afrique du Sud	25.06.1936	Allemagne	15.11.1954
Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950
Autriche	3.07.1937	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	4.08.1961	Belgique	4.08.1937
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	22.09.1938
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	3.09.1962	Chine	2.12.1936
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	22.03.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	14.04.1936	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	12.08.1957	Egypte	11.07.1947	Equateur	6.07.1954
Espagne	24.06.1958	Estonie	4.06.1937	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	France	25.01.1938	Gabon	13.06.1961
Ghana	20.05.1957	Grèce	30.05.1936	Guatemala	7.03.1960
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Haïti	5.04.1960	Honduras	20.06.1960	Hongrie	19.12.1938
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	25.03.1938	Indonésie	12.06.1950
Italie	22.10.1952	Japon	11.06.1956	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Malaysia - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Malte	9.06.1988
Maroc	20.09.1956	Mexique	21.02.1938	Nicaragua	1.03.1976
Nigéria	17.10.1960	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	25.03.1938
Panama	16.02.1959	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	15.06.1957
Portugal	18.10.1937	Fédération de Russie	4.05.1961	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	20.12.1950
Suisse	23.05.1940	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzania - Tanganyika	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Turquie	21.04.1938	Ukraine	4.08.1961
Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994	Zimbabwe	6.06.1980

Dénonciation

Australie	7.10.1953	Canada	16.09.1966	Chili	16.03.1946
	Dénoncée le 20.05.1988		Dénoncée le 19.05.1978		Dénoncée le 30.05.1997
Finlande	3.03.1938	Irlande	20.08.1936	Luxembourg	3.03.1958
	Dénoncée le 19.09.1997		Dénoncée le 27.05.1988		Dénoncée le 29.04.1988
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pays-Bas	20.02.1937	Pérou	8.11.1945
	Dénoncée le 23.06.1987		Dénoncée le 29.04.1998		Dénoncée le 9.06.1997
Royaume-Uni	18.07.1936	Suède	11.07.1936	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 26.05.1988		Dénoncée le 15.06.1967		Dénoncée le 26.05.1978
Zambie	2.12.1964				
	Dénoncée le 3.03.1998				

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957

14 ratifications

Australie	22.10.1970	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	21.08.1956
Finlande	23.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
République de Moldova	9.12.1997	Norvège	13.03.1979	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Ouzbékistan	13.07.1992	Fédération de Russie	23.06.1956	Suède	11.08.1982
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	10.08.1956		

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938

11 ratifications

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Israël	16.01.1963	Italie	22.10.1952	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Slovénie 29.05.1992

Dénonciation

Hongrie	10.08.1937	Pays-Bas	6.10.1938	Pologne	21.03.1938
	Dénoncée le 27.10.1983		Dénoncée le 27.07.1999		Dénoncée le 10.08.1973

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)

Espagne 8.07.1937
Dénoncée le 11.09.1986

Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978	France	25.01.1938
Irlande	10.06.1937	Malte	9.06.1988	Mexique	21.02.1938
Norvège	21.07.1936	Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993

Dénonciation

Nouvelle-Zélande 29.03.1938
Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1939

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962	Fidji	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.09.1938
Kenya	13.01.1964	Malaisie	11.11.1957	Malawi	7.06.1966
Nigéria	17.10.1960	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	22.05.1939
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Zambie	2.12.1964

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
	Dénoncée le 13.09.1999		Dénoncée le 2.03.2000		Dénoncée le 15.09.1981

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939

54 ratifications

Albanie	3.06.1957	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	20.07.1953	Danemark	22.06.1939
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Egypte	3.07.1954
France	23.08.1939	Gabon	13.06.1961	Géorgie	22.06.1993
Grèce	13.06.1952	Israël	22.08.1951	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	9.03.1938	Myanmar	21.05.1954	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	3.06.1958	Paraguay	21.03.1966
Pérou	1.02.1960	Fédération de Russie	10.08.1956	Sénégal	22.10.1962

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	15.05.1957				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
	Dénoncée le 23.09.1998		Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973
Espagne	5.05.1971	Finlande	23.08.1949	Guinée	12.12.1966
	Dénoncée le 30.06.1972		Dénoncée le 15.01.1990		Dénoncée le 2.06.1977
Hongrie	8.06.1956	Iraq	12.05.1960	Italie	22.10.1952
	Dénoncée le 19.08.1998		Dénoncée le 19.02.1974		Dénoncée le 28.07.1981
Madagascar	10.08.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 15.12.2000		Dénoncée le 23.08.1996
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 25.10.2001		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939

35 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Argentine	17.02.1955	Belgique	11.04.1938
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
République de Corée	11.04.2003	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Danemark	13.07.1938	Djibouti	3.08.1978	Egypte	20.05.1939
Espagne	5.05.1971	Estonie	20.06.1938	Etats-Unis	29.10.1938
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947	France	19.06.1947
Irlande	10.06.1985	Israël	19.06.1969	Italie	22.10.1952
Libéria	9.05.1960	Jamahiriya arabe libyenne	15.11.1974	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	1.09.1939
Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	19.06.1970
Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	République arabe syrienne	26.07.1960		

Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939

16 ratifications

Belgique	11.04.1938	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978
Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971	Etats-Unis	29.10.1938
France	19.06.1947	Grèce	19.06.1968	Italie	22.10.1952
Libéria	9.05.1960	Luxembourg	15.02.1991	Maroc	14.03.1958
Mexique	15.09.1939	Panama	4.06.1971	Pérou	4.04.1962
Tunisie	14.04.1970				

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1949

19 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	12.12.1956	Belgique	3.08.1949
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	9.12.1948	Luxembourg	15.02.1991	Mexique	1.02.1984
Norvège	6.06.1966	Panama	4.06.1971	Pérou	4.04.1962
Royaume-Uni	30.09.1944	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 165)

Espagne 30.11.1971
 Dénoncée le 2.07.1991

Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Adoptée à la 22e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939

51 ratifications

Argentine	17.02.1955	Australie	11.06.1992	Belize	15.12.1983
Canada	10.09.1951	Djibouti	3.08.1978	Etats-Unis	29.10.1938
Ghana	20.05.1957	Guatemala	30.10.1961	Liban	6.12.1993
Libéria	9.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	18.07.1952
Nouvelle-Zélande	7.06.1946	Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	13.06.1961
Sri Lanka	18.05.1959	Tanzania - Zanzibar	22.06.1964	Yémen	14.04.1969

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Bélarus	6.11.1956
Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 30.04.1984		Dénoncée le 3.05.1979	
Belgique	11.04.1938	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 23.04.1980	
Chypre	10.01.1995	Cuba	20.07.1953	Danemark	4.06.1955
Dénoncée le 2.10.1997		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997	
Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974	France	9.12.1948
Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.07.1990	
Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979	Iraq	30.12.1939
Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 13.02.1985	
Islande	21.08.1956	Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962
Dénoncée le 6.12.1999		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 13.10.2003	
Japon	22.08.1955	Kenya	13.01.1964	Maurice	2.12.1969
Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 30.07.1990	
Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1937	Panama	19.06.1970
Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 31.10.2000	
Pays-Bas	8.07.1947	Fédération de Russie	10.08.1956	Seychelles	6.02.1978
Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 7.03.2000	
Suède	6.01.1939	Suisse	21.04.1960	Tunisie	14.04.1970
Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 17.08.1999		Dénoncée le 19.10.1995	
Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977	

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941

36 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Ghana	20.05.1957	Guatemala	13.06.1989
Liban	1.06.1977	Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	26.05.1955
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	15.06.1961
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	22.07.1960
Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980	
Burundi	30.07.1971	Chine	21.02.1940	Cuba	7.09.1954
Dénoncée le 19.07.2000		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 19.06.1976	
Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974	Iraq	5.07.1960
Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.02.1985	
Italie	22.10.1952	Kenya	13.01.1964	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 19.06.1976	
Luxembourg	3.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mongolie	3.06.1969
Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 16.12.2002	

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

Nigéria	16.06.1961	Norvège	26.08.1938	Philippines	17.11.1960
	Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 4.06.1998
Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	10.08.1956	Swaziland	26.04.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.10.2002
Tunisie	14.04.1970	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979
Uruguay	18.03.1954				
	Dénoncée le 2.06.1977				

Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

11 ratifications**Dénonciation**

Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Paraguay	21.03.1966
	Dénoncée le 11.07.1961		Dénoncée le 12.12.2001

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976
Espagne	5.05.1971	Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 24.03.1977
Fédération de Russie	10.08.1956	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1942

30 ratifications

Algérie	19.10.1962	Belgique	3.10.1951	Bulgarie	29.12.1949
Burundi	11.03.1963	République centrafricaine	9.06.1964	Egypte	25.03.1982
Espagne	24.06.1958	France	16.12.1950	Grèce	29.08.1984
Guinée	12.12.1966	Honduras	17.11.1964	Irlande	13.06.1972
Malte	9.06.1988	Mauritanie	8.11.1963	Pays-Bas	2.05.1950
Pérou	4.04.1962	Pologne	17.04.1950	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976
Tunisie	12.01.1959	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)

Allemagne	14.06.1955	Colombie	4.03.1969	Danemark	30.11.1972
	Dénoncée le 18.11.1993		Dénoncée le 6.09.1994		Dénoncée le 10.07.1995
Finlande	8.04.1947	Guatemala	9.01.1973	Hongrie	8.06.1956
	Dénoncée le 23.01.1997		Dénoncée le 7.10.1991		Dénoncée le 22.05.1989
Mexique	4.07.1941				
	Dénoncée le 5.10.1990				

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Adoptée à la 24e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940

34 ratifications

Afrique du Sud	8.08.1939	Algérie	19.10.1962	Barbade	8.05.1967
<i>A l'exclusion des parties II et IV</i>				<i>A l'exclusion de la partie III</i>	
Chili	10.05.1957	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
<i>A l'exclusion de la partie III</i>					

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Egypte	5.10.1940	France	28.06.1951	Kenya	13.01.1964
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>					
Myanmar	24.11.1961	Nicaragua	1.10.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>					
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)

Allemagne	22.06.1954	Australie	5.09.1939	Autriche	26.11.1958
	Dénoncée le 25.04.1991		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988
Canada	6.04.1946	Danemark	22.06.1939	Espagne	5.05.1971
	Dénoncée le 22.11.1995		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 3.10.1989
Finlande	8.04.1947	Guatemala	4.08.1961	Irlande	9.10.1946
	Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 7.04.1993		Dénoncée le 27.10.1995
Maurice	2.12.1969	Mexique	16.07.1942	Norvège	29.03.1940
	Dénoncée le 14.06.1994		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	9.03.1940
	Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 3.04.1996		Dénoncée le 5.10.1991
Portugal	24.02.1983	Royaume-Uni	26.05.1947	Sri Lanka	25.08.1952
	Dénoncée le 8.12.1993		Dénoncée le 27.05.1987		Dénoncée le 1.04.1993
Suède	21.06.1939	Suisse	23.05.1940		
	Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988		

Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Malaisie	11.11.1957
Malawi	7.06.1966	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	24.08.1943	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
	Dénoncée le 18.11.1998		Dénoncée le 8.07.1999		Dénoncée le 11.09.1978

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.08.1961	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Libéria	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	27.03.1963
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939**Dénonciation**

Maurice 2.12.1969
 Dénoncée le 8.07.1999

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955

4 ratifications

République centrafricaine	9.06.1964	Cuba	20.07.1953	Pérou	4.04.1962
---------------------------	-----------	------	------------	-------	-----------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay 18.03.1954
 Dénoncée le 19.06.1989

Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957

24 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Argentine	24.09.1956
Belgique	5.12.1951	Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951
Egypte	10.08.1982	Espagne	14.07.1971	France	9.12.1948
Grèce	28.08.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996
Irlande	12.06.1956	Italie	22.10.1952	Luxembourg	15.02.1991
Norvège	28.01.1957	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	17.06.1958	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	6.08.1953

Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953

36 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Australie	29.08.1995
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	5.05.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948	Ghana	18.03.1965
Grèce	9.10.1963	Guinée-Bissau	21.02.1977	Indonésie	30.03.1992
Irlande	16.06.1951	Italie	22.10.1952	Japon	29.07.1975
Kirghizistan	31.03.1992	Luxembourg	15.02.1991	Norvège	6.03.1952
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	23.02.1951
Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952
Royaume-Uni	29.07.1949	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	France	9.12.1948
Grèce	2.12.1986	Italie	10.04.1962	Liban	6.12.1993
Norvège	4.07.1949	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	27.08.1957
Pérou	4.04.1962				

Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955

43 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.10.1976	Angola	4.06.1976
Argentine	17.02.1955	Australie	29.08.1995	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949
Canada	19.03.1951	République de Corée	9.12.1992	Croatie	8.10.1991
Danemark	28.07.1980	Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.05.1956
France	9.12.1948	Grèce	6.05.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977
Irlande	6.06.1986	Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	6.12.1993	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	18.05.1990	Norvège	17.02.1955
Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958	Pérou	4.04.1962
Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	9.01.1962
Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951

28 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Canada	19.03.1951
Croatie	8.10.1991	Egypte	30.03.1967	Espagne	5.05.1971
Etats-Unis	9.04.1953	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948
Ghana	18.03.1965	Guinée-Bissau	21.02.1977	Irlande	21.06.1957
Italie	23.06.1981	Liban	6.12.1993	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Maurice	2.12.1969	Nouvelle-Zélande	5.12.1961
Panama	4.06.1971	Pays-Bas	14.07.1950	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	13.05.1952	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

43 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Belgique	10.04.1979
Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	19.06.1973	El Salvador	15.06.1995	Equateur	18.07.1975
Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957	Hongrie	8.06.1956
Iraq	13.01.1951	Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Malte	18.05.1990	Nicaragua	1.03.1976	Panama	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983	Fédération de Russie	10.08.1956
Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	2.11.1984	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

39 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.02.1952	Haiti	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956	Iraq	5.07.1960
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958	Malte	18.05.1990
Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pérou	4.04.1962	Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983
Fédération de Russie	10.08.1956	Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

20 ratifications

Argentine	17.02.1955	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956
Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954	République dominicaine	22.09.1953
Espagne	5.05.1971	Guatemala	13.02.1952	Israël	23.12.1953
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Fédération de Russie	10.08.1956	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947

56 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	25.01.1949	Autriche	31.03.1949	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	3.08.1949	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	13.04.1948
Bulgarie	7.11.1955	Canada	31.07.1947	Chili	3.11.1949
Chine	4.08.1947	Colombie	10.06.1947	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	République dominicaine	29.08.1947	Egypte	7.06.1949
Espagne	24.06.1958	Etats-Unis	24.06.1948	Ethiopie	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	28.06.1947	France	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	Guatemala	1.10.1947	Inde	17.11.1947
Iraq	9.09.1947	Irlande	14.06.1947	Italie	11.12.1947
Japon	27.05.1954	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	Mexique	20.04.1948	Norvège	5.01.1949
Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	25.03.1948	Panama	13.05.1954
Pays-Bas	15.01.1948	Pérou	4.04.1962	Pologne	11.12.1947
Royaume-Uni	28.05.1947	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	19.09.1950	Suède	29.05.1947
Suisse	22.04.1947	République arabe syrienne	26.07.1960	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	5.12.1947	Turquie	13.07.1949	Uruguay	18.03.1954
Venezuela	13.09.1948	Viet Nam	3.10.1994		

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.04.1950

129 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	17.02.1955
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Australie	24.06.1975	Autriche	30.04.1949	Azerbaïdjan	9.08.2000
<i>A l'exclusion de la partie II</i>				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	8.05.1967	Bélarus	25.09.1995	Belgique	5.04.1957
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Belize	15.12.1983	Bénin	11.06.2001	Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	11.10.1989	Bulgarie	29.12.1949
Burkina Faso	21.05.1974	Burundi	30.07.1971	Cameroun	3.09.1962
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Cap-Vert	16.10.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Colombie	13.11.1967	Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
République de Corée	9.12.1992	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.06.1987
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1954	Danemark	6.08.1958
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	11.10.1956	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982
Equateur	26.08.1975	Espagne	30.05.1960	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	20.01.1950	France	16.12.1950	Gabon	17.07.1972
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Ghana	2.07.1959	Grèce	16.06.1955	Grenade	9.07.1979
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guyana	8.06.1966	Haiti	31.03.1952	Honduras	6.05.1983
<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>					
Hongrie	4.01.1994	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	7.04.1949
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Iraq	13.01.1951	Irlande	16.06.1951	Israël	7.06.1955
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Jordanie	27.03.1969	Kazakhstan	6.07.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	26.07.2000	Koweït	23.11.1964	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	25.07.1994	Liban	26.07.1962	Libéria	25.03.2003
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Madagascar	21.12.1971	Malaisie	1.07.1963	Malawi	22.03.1965
Mali	2.03.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	République de Moldova	12.08.1996
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Mozambique	6.06.1977	Niger	9.01.1979	Nigéria	17.10.1960
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Norvège	5.01.1949	Nouvelle-Zélande	30.11.1959	Ouganda	4.06.1963
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Pakistan	10.10.1953	Panama	3.06.1958	Paraguay	28.08.1967
Pays-Bas	15.09.1951	Pérou	1.02.1960	Pologne	2.06.1995
Portugal	12.02.1962	Qatar	18.08.1976	République démocratique du Congo	19.04.1968
Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	28.06.1949	Fédération de Russie	2.07.1998
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Rwanda	2.12.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Sénégal	22.10.1962	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Sri Lanka	3.04.1956	Suède	25.11.1949	Suisse	13.07.1949
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tanzania - Tanganyika	30.01.1962	Tchad	30.11.1965	Tunisie	15.05.1957
	<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>				
Turquie	5.03.1951	Uruguay	28.06.1973	Venezuela	21.07.1967
Viet Nam	3.10.1994	Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	16.09.1993

Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adopté à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.06.1998

10 ratifications

Azerbaïdjan	9.08.2000	Chypre	21.01.2000	Finlande	9.06.1997
Guyana	15.04.1998	Irlande	9.06.1998	République de Moldova	28.04.2000
Norvège	11.06.1999	Fédération de Russie	2.07.1998	Suède	9.06.1997
Tanzania - Tanganyika	15.03.1999				

Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	19.06.1954
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974

2 ratifications

Australie	15.06.1973	Royaume-Uni	27.03.1950
------------------	------------	--------------------	------------

Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.07.1953

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955

5 ratifications

Australie	30.09.1954	Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Royaume-Uni	27.03.1950		

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953

23 ratifications

Australie	15.06.1973	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Equateur	3.10.1969	Fidji	19.04.1974	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.02.1952	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Malaysia - Sabah	3.03.1964	Malaysia - Sarawak	3.03.1964
Malawi	22.03.1965	Maurice	2.12.1969	Ouganda	4.06.1963
Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	27.03.1950	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Yémen 14.04.1969 Zambie 2.12.1964

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1950

142 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	20.03.1957	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	18.01.1960	Australie	28.02.1973	Autriche	18.10.1950
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956	Belgique	23.10.1951
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Bolivie	4.01.1965
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997	Bulgarie	8.06.1959
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	25.06.1993	Cambodge	23.08.1999
Cameroun	7.06.1960	Canada	23.03.1972	Cap-Vert	1.02.1999
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	1.02.1999	Chypre	24.05.1966
Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	25.06.1952	Danemark	13.06.1951	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983	Egypte	6.11.1957
Equateur	29.05.1967	Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977
Estonie	22.03.1994	Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	Finlande	20.01.1950	France	28.06.1951
Gabon	14.10.1960	Gambie	4.09.2000	Géorgie	3.08.1999
Ghana	2.06.1965	Grèce	30.03.1962	Grenade	25.10.1994
Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	25.09.1967	Haïti	5.06.1979	Honduras	27.06.1956
Hongrie	6.06.1957	Indonésie	9.06.1998	Irlande	4.06.1955
Islande	19.08.1950	Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958
Jamaïque	26.12.1962	Japon	14.06.1965	Kazakhstan	13.12.2000
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	21.09.1961
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992	Libéria	25.05.1962
Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Madagascar	1.11.1960	Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	1.04.1950
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Mozambique	23.12.1996
Myanmar	4.03.1955	Namibie	3.01.1995	Nicaragua	31.10.1967
Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960	Norvège	4.07.1949
Pakistan	14.02.1951	Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Paraguay	28.06.1962	Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	2.03.1960
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.02.1957	Portugal	14.10.1977
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	27.06.1949
Fédération de Russie	10.08.1956	Rwanda	8.11.1988	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	4.11.1960	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	15.09.1995	Suède	25.11.1949
Suisse	25.03.1975	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	18.04.2000
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	18.06.1957	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Venezuela	20.09.1982	Yémen	29.07.1976	Zambie	2.09.1996
Zimbabwe	9.04.2003				

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950

86 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1954	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Australie	24.12.1949	Autriche	25.09.1973
Azerbaïdjan	11.03.1993	Bahamas	25.05.1976	Bélarus	25.09.1995
Belgique	16.03.1953	Belize	15.12.1983	Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Canada	24.08.1950
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	31.10.1967
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	2.06.1960	Cuba	29.04.1952
Danemark	30.11.1972	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953
Egypte	3.07.1954	El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	23.11.1989	France	15.10.1952	Géorgie	11.09.2002
Ghana	4.04.1961	Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952
Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	4.01.1994	Inde	24.06.1959
Indonésie	8.08.2002	Iraq	22.06.1951	Irlande	29.10.1969
Israël	21.08.1959	Japon	20.10.1953	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	3.06.1998
Malaisie	6.06.1974	Malte	4.01.1965	République de Moldova	12.08.1996
Mozambique	6.06.1977	Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	16.06.1961
Norvège	4.07.1949	Nouvelle-Zélande	3.12.1949	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	6.04.1962	Philippines	29.12.1953
Portugal	23.06.1972	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973
Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	25.11.1949	Suisse	19.01.1952
Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	26.07.1960	Tanzania - Tanganyika	30.01.1962
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	11.10.1968
Turquie	14.07.1950	Venezuela	16.11.1964		

Dénonciation

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Royaume-Uni	10.08.1949
	Dénoncée le 13.03.1961		Dénoncée le 9.08.1971		Dénoncée le 6.08.1971

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951

65 ratifications

Afrique du Sud	2.03.1950	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	25.04.1957	Burundi	11.03.1963	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Congo	4.06.1971	Costa Rica	2.06.1960
Djibouti	3.08.1978	Egypte	26.07.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	2.07.1959	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	27.02.1950
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Iraq	17.11.1967	Kenya	30.11.1965	Koweït	21.09.1961
Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Malawi	22.03.1965
Mauritanie	8.11.1963	Pakistan	14.02.1951	Panama	19.06.1970
Paraguay	21.03.1966	Philippines	29.12.1953	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	28.05.1957	Rwanda	18.09.1962	Sénégal	22.10.1962
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	1.12.1949	Tunisie	15.05.1957		
		<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>			

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

				Dénonciation	
Autriche	5.10.1950	Belgique	1.04.1952	Chypre	8.10.1965
	Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 9.07.2001
Cuba	29.04.1952	République dominicaine	22.09.1953	Espagne	24.06.1958
	Dénoncée le 30.12.1991		Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 27.02.1992
France	21.09.1953	Grèce	27.04.1959	Irlande	14.01.1952
	Dénoncée le 26.02.1992		Dénoncée le 25.02.1992		Dénoncée le 26.02.1982
Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 19.02.1982		Dénoncée le 11.02.1991
Nouvelle-Zélande	10.11.1950	Pays-Bas	22.10.1954	Portugal	2.06.1964
	Dénoncée le 23.03.1981		Dénoncée le 26.02.1972		Dénoncée le 27.02.1992
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	31.03.1966	Suisse	6.05.1950
	Dénoncée le 11.02.2002		Dénoncée le 25.01.1982		Dénoncée le 24.02.1992
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954	Zambie	22.02.1965
	Dénoncée le 27.06.2001		Dénoncée le 25.02.1982		Dénoncée le 10.09.2001

Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adopté à la 77e session de la CIT

4 ratifications

Inde	21.11.2003	Tunisie	21.08.2000
-------------	------------	----------------	------------

Dénonciation

Chypre	4.01.1994	République tchèque	15.03.1993
	Dénoncée le 9.07.2001		Dénoncée le 27.06.2001

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951

50 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	15.01.1976	Bélarus	6.11.1956
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burundi	30.07.1971
Cameroun	25.05.1970	Chypre	8.10.1965	Costa Rica	2.06.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	République dominicaine	12.08.1957
Espagne	5.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	30.07.1985
Ghana	4.04.1961	Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Haïti	12.04.1957	Inde	27.02.1950
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	26.07.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	20.06.1956	Norvège	20.05.1957
Pakistan	14.02.1951	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	22.10.1954
Pérou	4.04.1962	Philippines	29.12.1953	Pologne	26.06.1968
Fédération de Russie	10.08.1956	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	18.05.1959	Swaziland	5.06.1981
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	26.04.1961
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967

24 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée-Bissau	21.02.1977
Islande	15.07.1952	Israël	30.03.1953	Mauritanie	8.11.1963
Norvège	29.06.1950	Pologne	8.10.1956	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000

Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949

Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.04.1970
----------	------------	---------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	Espagne	5.05.1971	Finlande	22.12.1951
	Dénoncée le 24.09.1998		Dénoncée le 9.03.1979		Dénoncée le 15.01.1990
France	26.10.1951	Italie	5.05.1971	Pays-Bas	22.12.1961
	Dénoncée le 15.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 12.11.1980
Portugal	29.07.1952				
	Dénoncée le 25.06.1984				

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953

43 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.08.1974	Angola	4.06.1976
Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1954	Chypre	19.09.1995
Costa Rica	2.06.1960	Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952
Danemark	30.09.1950	Egypte	4.08.1982	Espagne	14.07.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	22.12.1951	France	26.10.1951
Ghana	18.03.1965	Grèce	2.12.1986	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	23.04.1996	Iraq	1.12.1977	Irlande	21.07.1952
Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	15.02.1991	Norvège	29.06.1950
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pologne	13.04.1954	Portugal	29.07.1952	Roumanie	11.10.2000
Royaume-Uni	6.08.1953	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	18.07.1950	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	17.06.1970				

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952

59 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Autriche	10.11.1951
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	13.10.1952
Belize	15.12.1983	Brésil	18.06.1965	Bulgarie	7.11.1955
Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962	République centrafricaine	9.06.1964
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	2.06.1960	Cuba	29.04.1952
Danemark	15.08.1955	Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983
Egypte	26.07.1960	Espagne	5.05.1971	Finlande	22.12.1951
France	20.09.1951	Ghana	4.04.1961	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.02.1952	Guinée	12.12.1966	Guyana	8.06.1966
Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	25.04.1986	Israël	30.03.1953
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaysia - Sabah	3.03.1964	Malaysia - Sarawak	3.03.1964	Maroc	20.09.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Nigéria	17.10.1960
Norvège	12.02.1996	Ouganda	4.06.1963	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Turquie	29.03.1961	Uruguay	18.03.1954
Yémen	14.04.1969				

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Dénonciation

Royaume-Uni 30.06.1950
Dénoncée le 20.09.1982

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952

95 ratifications

Afghanistan	7.01.1957	Albanie	2.08.2001	Algérie	19.10.1962
Argentine	24.09.1956	Autriche	10.11.1951	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Bélarus	4.08.1961
Belgique	22.04.1970	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Bolivie	31.01.1977	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	21.11.1960	Cameroun	7.06.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
République centrafricaine	27.10.1960	Chypre	23.09.1960	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Costa Rica	2.06.1960
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	29.04.1952	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	19.06.1973	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
Equateur	6.07.1954	Espagne	24.06.1958	France	15.10.1952
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Gabon	14.10.1960	Grèce	16.06.1955	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960	Israël	12.01.1959
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Madagascar	1.11.1960	Malaisie	17.11.1961
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	27.09.1955	République de Moldova	12.08.1996
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Nicaragua	1.03.1976	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	29.06.1950	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.10.1954	Portugal	24.02.1983	République démocratique du Congo	16.06.1969
Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	4.05.1961	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Somalie	18.11.1960	Soudan	22.10.1970
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Sri Lanka	27.10.1983	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Tunisie	28.05.1958	Turquie	29.03.1961	Ukraine	4.08.1961
Uruguay	18.03.1954	Venezuela	10.08.1982	Yémen	14.04.1969

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Zambie 23.10.1979

DénonciationRoyaume-Uni 24.09.1951
Dénoncée le 16.09.1983**Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949**

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

42 ratifications

Algérie 19.10.1962 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Argentine 19.09.1996 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	Bangladesh 22.06.1972 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Belgique 4.07.1958 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Bolivie 19.07.1954 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Costa Rica 2.06.1960 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Côte d'Ivoire 28.07.1992 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	Cuba 3.02.1953 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Djibouti 3.08.1978 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Egypte 26.07.1960 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	France 10.03.1953 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Gabon 13.06.1961 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Ghana 21.08.1973 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Guatemala 3.01.1953 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Irlande 13.06.1972 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>
Israël 19.06.1961 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	Jamahiriya arabe libyenne 20.06.1962 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Luxembourg 15.12.1958 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
Malte 9.06.1988 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	Mauritanie 31.03.1964 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Mexique 1.03.1991 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>
Pakistan 26.05.1952 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Pologne 25.10.1954 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Sénégal 22.10.1962 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>
Sri Lanka 30.04.1958 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	Suriname 15.06.1976 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Swaziland 5.06.1981 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>
République arabe syrienne 7.06.1957 <i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	Turquie 23.01.1952 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	Uruguay 7.07.1976 <i>A accepté les dispositions de la partie III</i>

Dénonciation

Allemagne 8.09.1954 Dénoncée le 10.07.1992	Brésil 21.06.1957 Dénoncée le 14.01.1972	Finlande 22.12.1951 Dénoncée le 30.06.1992
Norvège 29.06.1950 Dénoncée le 5.07.2002	Suède 18.07.1950 Dénoncée le 4.06.1992	

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Espagne 5.05.1971 Dénoncée le 15.06.1999	Ethiopie 30.04.1991 Dénoncée le 10.05.1999	Italie 9.01.1953 Dénoncée le 1.02.2000
Japon 11.06.1956 Dénoncée le 28.07.1999	Panama 15.07.1971 Dénoncée le 10.08.1999	Pays-Bas 13.02.1992 Dénoncée le 15.09.1999
Portugal 7.06.1985 Dénoncée le 25.03.2002		

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952

42 ratifications

Algérie 19.10.1962 <i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>	Allemagne 22.06.1959	Bahamas 25.05.1976 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>
Barbade 8.05.1967 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Belgique 27.07.1953	Belize 15.12.1983
Bosnie-Herzégovine 2.06.1993 <i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	Brésil 18.06.1965	Burkina Faso 9.06.1961
Cameroun 3.09.1962 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Chypre 23.09.1960 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Cuba 29.04.1952
Dominique 28.02.1983 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Equateur 5.04.1978 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Espagne 21.03.1967

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	29.03.1954 <i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>	Grenade	9.07.1979 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>
Guatemala	13.02.1952	Guyana	8.06.1966 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Israël	30.03.1953
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Kenya	30.11.1965 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>
Madagascar	14.06.2001 <i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	Malaysia - Sabah	3.03.1964 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Malawi	22.03.1965
Maurice	2.12.1969 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Nigéria	17.10.1960 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Norvège	17.02.1955
Nouvelle-Zélande	10.11.1950 <i>A exclu les dispositions de l'annexe I</i>	Pays-Bas	20.05.1952	Portugal	12.12.1978
Royaume-Uni	22.01.1951 <i>A exclu les dispositions des annexes I et III</i>	Sainte-Lucie	14.05.1980 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000 <i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>
Slovénie	29.05.1992 <i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	Tanzania - Zanzibar	22.06.1964 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	Trinité-et-Tobago	24.05.1963 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>
Uruguay	18.03.1954	Venezuela	9.06.1983	Zambie	2.12.1964 <i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

154 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	24.09.1956	Arménie	12.11.2003	Australie	28.02.1973
Autriche	10.11.1951	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	10.12.1953	Belize	15.12.1983	Bénin	16.05.1968
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Brésil	18.11.1952	Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	10.10.1997	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	26.11.1999	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	3.07.1954	Equateur	28.05.1959	Erythrée	22.02.2000
Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994	Ethiopie	4.06.1963
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	22.12.1951
France	26.10.1951	Gabon	29.05.1961	Gambie	4.09.2000
Géorgie	22.06.1993	Ghana	2.07.1959	Grèce	30.03.1962
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	8.06.1966
Haïti	12.04.1957	Honduras	27.06.1956	Hongrie	6.06.1957
Indonésie	15.07.1957	Iraq	27.11.1962	Irlande	4.06.1955
Islande	15.07.1952	Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958
Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953	Jordanie	12.12.1968
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	3.02.2000	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992
Liban	1.06.1977	Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	3.06.1998
Malaisie	5.06.1961	Malawi	22.03.1965	Mali	2.03.1964
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	3.12.2001	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969
Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995	Népal	11.11.1996
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960
Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	9.06.2003	Ouganda	4.06.1963
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	26.05.1952	Panama	16.05.1966

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	22.12.1993
Pérou	13.03.1964	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.02.1957
Portugal	1.07.1964	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	26.11.1958
Royaume-Uni	30.06.1950	Fédération de Russie	10.08.1956	Rwanda	8.11.1988
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	4.09.2000	Saint-Marin	19.12.1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	28.07.1961
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	4.10.1999	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	13.12.1972	Suède	18.07.1950
Suisse	17.08.1999	Suriname	5.06.1996	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962
Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	15.05.1957	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	23.01.1952	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Venezuela	19.12.1968	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.09.1996
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953

53 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	25.02.1954	Australie	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	Belgique	17.10.1968	Belize	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	2.06.1960
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
El Salvador	15.06.1995	Espagne	4.06.1970	France	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	Grenade	9.07.1979	Guatemala	4.08.1961
Guinée	12.12.1966	Hongrie	18.06.1969	Irlande	22.06.1978
Italie	5.05.1971	Kenya	9.02.1971	Malawi	22.03.1965
Malte	28.11.1969	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Mexique	23.08.1952	République de Moldova	4.04.2003	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	11.06.1954
Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953	Pologne	5.07.1977
Sénégal	22.10.1962	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	5.04.1954	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	10.08.1965	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Turquie	23.06.1970	Uruguay	18.03.1954	Zambie	20.06.1972
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 9.06.1953
Dénoncée le 16.08.1994

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953

161 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	3.06.1957
Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.05.2003	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	Australie	10.12.1974	Autriche	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	Bélarus	21.08.1956	Belgique	23.05.1952
Belize	22.06.1999	Bénin	16.05.1968	Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	25.05.1970	Canada	16.11.1972
Cap-Vert	16.10.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	20.09.1971
Chine	2.11.1990	Chypre	19.11.1987	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	8.12.1997
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991
Cuba	13.01.1954	Danemark	22.06.1960	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967	Estonie	10.05.1996
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	France	10.03.1953	Gabon	13.06.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	14.03.1968
Grèce	6.06.1975	Grenade	25.10.1994	Guatemala	2.08.1961
Guinée	11.08.1967	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Guyana	13.06.1975	Haiti	4.03.1958	Honduras	9.08.1956
Hongrie	8.06.1956	Inde	25.09.1958	Indonésie	11.08.1958
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	28.08.1963	Irlande	18.12.1974
Islande	17.02.1958	Israël	9.06.1965	Italie	8.06.1956
Jamaïque	14.01.1975	Japon	24.08.1967	Jordanie	22.09.1966
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	23.08.1967
Madagascar	10.08.1962	Malaisie	9.09.1997	Malawi	22.03.1965
Mali	12.07.1968	Malte	9.06.1988	Maroc	11.05.1979
Maurice	18.12.2002	Mauritanie	3.12.2001	Mexique	23.08.1952
République de Moldova	23.03.2000	Mongolie	3.06.1969	Mozambique	6.06.1977
Népal	10.06.1976	Nicaragua	31.10.1967	Niger	9.08.1966
Nigéria	8.05.1974	Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	3.06.1983
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	11.10.2001	Panama	3.06.1958
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	16.06.1971
Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954
Portugal	20.02.1967	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	28.05.1957
Royaume-Uni	15.06.1971	Fédération de Russie	30.04.1956	Rwanda	2.12.1980
Sainte-Lucie	18.08.1983	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	23.05.1985
Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	15.11.1968
Singapour	30.05.2002	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	1.04.1993	Suède	20.06.1962
Suisse	25.10.1972	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	8.02.1999	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	29.05.1997	Tunisie	11.10.1968	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	19.07.1967	Ukraine	10.08.1956	Uruguay	16.11.1989
Venezuela	10.08.1982	Viet Nam	7.10.1997	Yémen	29.07.1976
Zambie	20.06.1972	Zimbabwe	14.12.1989		

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Autriche	14.06.1954
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
Egypte	9.04.1956	Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971
France	29.03.1954	Gabon	13.06.1961	Guatemala	4.08.1961
Israël	14.07.1953	Maroc	14.10.1960	Mauritanie	8.11.1963

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Nouvelle-Zélande	24.07.1953	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	27.11.1958
Pérou	1.02.1960	Pologne	8.10.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962	Sierra Leone	15.06.1961
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tanzania - Tanganyika	30.01.1962				

Dénonciation

Royaume-Uni	25.06.1956
	Dénoncée le 16.08.1994

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Allemagne	5.01.1955	Belgique	20.03.1954	Brésil	25.04.1957
	Dénoncée le 1.10.1975		Dénoncée le 2.06.2003		Dénoncée le 23.09.1998
Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970	Hongrie	8.06.1956
	Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973		Dénoncée le 19.08.1998
Italie	8.06.1956	Madagascar	10.08.1962	Norvège	30.09.1954
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 22.06.1973
Suède	12.08.1953	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 7.06.1978		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955

41 ratifications

Allemagne	21.02.1958	Autriche	4.11.1969	Barbade	11.07.1972
<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
Belgique	26.11.1959	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
<i>A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d) ; 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
Chypre	3.09.1991	Costa Rica	16.03.1972	Croatie	8.10.1991
<i>A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.</i>					
Danemark	15.08.1955				
<i>A accepté les parties II, IV à VI et IX.</i>					

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Equateur	25.10.1974	Espagne	29.06.1988	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à IV et VI.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
France	14.06.1974	Grèce	16.06.1955	Irlande	17.06.1968
<i>A accepté les parties II et IV à IX.</i>		<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties III, IV et X.</i>	
Islande	20.02.1961	Israël	16.12.1955	Italie	8.06.1956
<i>A accepté les parties V, VII et IX.</i>		<i>A accepté les parties V, VI et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII et VIII.</i>	
Japon	2.02.1976	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	31.08.1964
<i>A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Mauritanie	15.07.1968	Mexique	12.10.1961	Niger	9.08.1966
<i>A accepté les parties V à VII, IX et X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties V à VIII.</i>	
Norvège	30.09.1954	Pays-Bas	11.10.1962	Pérou	23.08.1961
<i>A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).</i>	
Pologne	3.12.2003	Portugal	17.03.1994	République démocratique du Congo	3.04.1987
<i>A accepté les parties II, V, VII, VIII et X.</i>		<i>A accepté les parties II à X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII, IX et X.</i>	
Royaume-Uni	27.04.1954	Sénégal	22.10.1962	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
<i>A accepté les parties II à V, VII et X.</i>		<i>A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	12.08.1953
<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Suisse	18.10.1977	République tchèque	1.01.1993	Turquie	29.01.1975
<i>A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).</i>	
Venezuela	5.11.1982				
<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.09.1955

40 ratifications

Autriche	4.12.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001
<i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>					
Bélarus	6.11.1956	Belize	6.03.2000	Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.06.1965	Chili	14.10.1994
<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>					
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1954	Equateur	5.02.1962
Espagne	17.08.1965	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	27.05.1986
<i>A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)</i>					
Grèce	18.02.1983	Guatemala	13.06.1989	Guinée équatoriale	12.06.1985
Kirghizistan	31.03.1992	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	10.12.1969
République de Moldova	14.02.1997	Mongolie	3.06.1969	Ouzbékistan	13.07.1992
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Pays-Bas	18.09.1981	Pologne	10.03.1976
<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>					
Portugal	2.05.1985	Fédération de Russie	10.08.1956	Saint-Marin	23.09.1998
<i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>					
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	1.04.1993
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Zambie	23.10.1979				

Dénonciation

Venezuela 10.08.1982
Dénoncée le 28.10.1985

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Hongrie 8.06.1956
Dénoncée le 4.11.2003

Italie 5.05.1971
Dénoncée le 7.02.2001

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Adoptée à la 38e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.06.1958

26 ratifications

Angola	4.06.1976	Brésil	18.06.1965	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Cuba	15.08.1957	République dominicaine	10.02.1958
Egypte	18.12.1958	El Salvador	18.11.1958	Equateur	3.10.1969
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	République islamique d'Iran	13.04.1959
Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Malawi	22.03.1965
Maroc	27.03.1963	Niger	23.03.1962	Nigéria	25.10.1962
Nouvelle-Zélande	28.06.1956	Panama	19.06.1970	Portugal	12.04.1960
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957	Thaïlande	29.07.1964
Tunisie	17.12.1962	Yémen	22.08.1969		

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959

161 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	22.06.1959	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.01.1960
Australie	7.06.1960	Autriche	5.03.1958	Azerbaïdjan	9.08.2000
Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	14.07.1998	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	8.05.1967	Bélarus	25.09.1995	Belgique	23.01.1961
Belize	15.12.1983	Bénin	22.05.1961	Bolivie	11.06.1990
Bosnie-Herzégovine	15.11.2000	Botswana	5.06.1997	Brésil	18.06.1965

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Bulgarie	23.03.1999	Burkina Faso	25.08.1997	Burundi	11.03.1963
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962	Canada	14.07.1959
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	1.02.1999
Chypre	23.09.1960	Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978
Congo	26.11.1999	Costa Rica	4.05.1959	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	5.03.1997	Cuba	2.06.1958	Danemark	17.01.1958
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958	Dominique	28.02.1983
Egypte	23.10.1958	El Salvador	18.11.1958	Emirats arabes unis	24.02.1997
Equateur	5.02.1962	Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967
Estonie	7.02.1996	Etats-Unis	25.09.1991	Ethiopie	24.03.1999
Ex-République yougoslave de Macédoine	15.07.2003	Fidji	19.04.1974	Finlande	27.05.1960
France	18.12.1969	Gabon	29.05.1961	Gambie	4.09.2000
Géorgie	23.09.1996	Ghana	15.12.1958	Grèce	30.03.1962
Grenade	9.07.1979	Guatemala	9.12.1959	Guinée	11.07.1961
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	8.06.1966
Haïti	4.03.1958	Honduras	4.08.1958	Hongrie	4.01.1994
Inde	18.05.2000	Indonésie	7.06.1999	République islamique d'Iran	13.04.1959
Iraq	15.06.1959	Irlande	11.06.1958	Islande	29.11.1960
Israël	10.04.1958	Italie	15.03.1968	Jamaïque	26.12.1962
Jordanie	31.03.1958	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	18.02.1999	Kiribati	3.02.2000	Koweït	21.09.1961
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	24.07.1964	Malawi	19.11.1999	Mali	28.05.1962
Malte	4.01.1965	Maroc	1.12.1966	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	3.04.1997	Mexique	1.06.1959	République de Moldova	10.03.1993
Mozambique	6.06.1977	Namibie	15.11.2000	Nicaragua	31.10.1967
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Norvège	14.04.1958
Nouvelle-Zélande	14.06.1968	Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	15.12.1997
Pakistan	15.02.1960	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	18.02.1959	Pérou	6.12.1960
Philippines	17.11.1960	Pologne	30.07.1958	Portugal	23.11.1959
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	3.08.1998	Royaume-Uni	30.12.1957
Fédération de Russie	2.07.1998	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	28.07.1961	Serbie-et-Monténégro	10.07.2003	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	29.09.1997	Slovénie	24.06.1997
Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	7.01.2003
Suède	2.06.1958	Suisse	18.07.1958	Suriname	15.06.1976
Swaziland	28.02.1979	République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	23.09.1999
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	6.08.1996
Thaïlande	2.12.1969	Togo	10.07.1999	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	12.01.1959	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	29.03.1961
Ukraine	14.12.2000	Uruguay	22.11.1968	Venezuela	16.11.1964
Yémen	14.04.1969	Zambie	22.02.1965	Zimbabwe	27.08.1998

Dénonciation

Malaisie	13.10.1958	Singapour	25.10.1965
	Dénoncée le 10.01.1990		Dénoncée le 19.04.1979

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.03.1959

62 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978
Azerbaïdjan	19.05.1992				

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968	Bolivie	15.11.1973
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>					
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.06.1965	Bulgarie	22.07.1960
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a), c) et d).</i>					
Cameroun	13.05.1988	Chypre	20.12.1966	Colombie	4.03.1969
Comores	23.10.1978	Costa Rica	4.05.1959	Croatie	8.10.1991
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Cuba	2.06.1958	Danemark	17.01.1958	Djibouti	3.08.1978
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).</i>					
République dominicaine	23.06.1958	Egypte	23.10.1958	Equateur	3.10.1969
Espagne	5.05.1971	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	5.05.1971	Gabon	26.04.1973	Ghana	15.12.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Grèce	28.08.1981	Guatemala	9.12.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Haïti	4.03.1958	Honduras	20.06.1960	Indonésie	23.08.1972
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
République islamique d'Iran	22.01.1968	Iraq	5.07.1960	Israël	19.06.1961
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Italie	12.08.1963	Jordanie	23.07.1979	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977
Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974	Mexique	1.06.1959
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Pakistan	15.02.1960	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	2.05.2001
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>					
Pérou	11.07.1988	Portugal	24.10.1960	Fédération de Russie	22.09.1967
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Sri Lanka	27.10.1983	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	23.10.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Tadjikistan	26.11.1993				

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Tunisie	28.05.1958	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	28.06.1973
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.06.1959

27 ratifications

Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.11.1958
Cuba	2.06.1958	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	14.01.1959
El Salvador	18.11.1958	Ghana	15.12.1958	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	4.03.1958	Inde	29.09.1958	Iraq	16.07.1986
Malawi	22.03.1965	Pakistan	15.02.1960	Panama	4.06.1971
Portugal	22.11.1960	République arabe syrienne	14.01.1959	Tunisie	17.12.1962

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)

Argentine	18.01.1960	Bolivie	12.01.1965	Brésil	18.06.1965
	Dénoncée le 3.07.2000		Dénoncée le 11.12.1991		Dénoncée le 25.07.2002
Colombie	4.03.1969	Costa Rica	4.05.1959	Equateur	3.10.1969
	Dénoncée le 7.08.1991		Dénoncée le 2.04.1993		Dénoncée le 15.05.1998
Mexique	1.06.1959	Paraguay	20.02.1969	Pérou	6.12.1960
	Dénoncée le 5.09.1990		Dénoncée le 10.08.1993		Dénoncée le 2.02.1994

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Adoptée à la 41e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961

62 ratifications

Algérie	13.08.1991	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	8.05.1967	Bélarus	28.02.1994
Belize	15.12.1983	Brésil	5.11.1963	Bulgarie	26.01.1977
Cameroun	29.11.1982	Canada	31.05.1967	Cuba	30.12.1975
Danemark	26.10.1970	Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983
Espagne	5.05.1971	Estonie	11.12.1996	Fidji	19.04.1974
Finlande	26.10.1970	France	8.06.1967	Ghana	19.02.1960
Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979	Guatemala	28.11.1960
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Honduras	20.06.1960
Iles Salomon	6.08.1985	République islamique d'Iran	13.03.1967	Iraq	23.09.1986
Irlande	17.06.1961	Islande	26.10.1970	Italie	12.08.1963
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993	Libéria	8.07.1981
Lituanie	19.11.1997	Luxembourg	15.02.1991	Malte	4.01.1965
Maroc	15.10.2001	Maurice	2.12.1969	Mexique	11.09.1961
République de Moldova	23.03.2000	Norvège	26.10.1970	Panama	19.06.1970
Pologne	15.03.1993	Portugal	3.08.1967	Roumanie	20.09.1976
Royaume-Uni	18.02.1964	Fédération de Russie	4.11.1969	Sainte-Lucie	14.05.1980
<i>Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.</i>					
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	6.02.1978	Slovénie	30.01.2003
Sri Lanka	24.11.1995	Suède	26.10.1970	Tadjikistan	26.11.1993
Tanzania - Tanganyika	26.11.1962	République tchèque	6.08.1996	Tunisie	26.10.1959
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973		

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960

12 ratifications

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958

Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	30.12.1958	Equateur	3.10.1969
		<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>			
Guatemala	4.08.1961	Mexique	20.06.1960	Nicaragua	1.10.1981
Panama	15.07.1971	Philippines	10.10.1968	Sri Lanka	24.04.1995
				<i>En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues</i>	
Uruguay	28.06.1973				
	<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>				

Dénonciation

Brésil	1.03.1965	Libéria	22.07.1959
	Dénoncée le 28.08.1970		Dénoncée le 22.01.1971

Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

Adopté à la 68e session de la CIT

2 ratifications

Cuba	11.01.1984	Uruguay	17.12.1984
-------------	------------	----------------	------------

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960

159 ratifications

Afghanistan	1.10.1969	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	15.06.1961	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	Australie	15.06.1973	Autriche	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	26.09.2000
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974	Bélarus	4.08.1961
Belgique	22.03.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	22.05.1961
Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997
Brésil	26.11.1965	Bulgarie	22.07.1960	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	25.06.1993	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.05.1988
Canada	26.11.1964	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	20.09.1971	Chypre	2.02.1968	Colombie	4.03.1969
Congo	26.11.1999	République de Corée	4.12.1998	Costa Rica	1.03.1962
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991	Cuba	26.08.1965
Danemark	22.06.1960	République dominicaine	13.07.1964	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	10.07.1962	Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	23.04.1970	France	28.05.1981	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	4.04.1961
Grèce	7.05.1984	Grenade	14.05.2003	Guatemala	11.10.1960
Guinée	1.09.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	13.06.1975	Haïti	9.11.1976	Honduras	20.06.1960
Hongrie	20.06.1961	Inde	3.06.1960	Indonésie	7.06.1999
République islamique d'Iran	30.06.1964	Iraq	15.06.1959	Irlande	22.04.1999
Islande	29.07.1963	Israël	12.01.1959	Italie	12.08.1963
Jamaïque	10.01.1975	Jordanie	4.07.1963	Kazakhstan	6.12.1999
Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	1.12.1966
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	22.07.1959	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	11.08.1961	Malawi	22.03.1965
Mali	2.03.1964	Malte	1.07.1968	Maroc	27.03.1963
Maurice	18.12.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	11.09.1961
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Mozambique	6.06.1977
Namibie	13.11.2001	Népal	19.09.1974	Nicaragua	31.10.1967
Niger	23.03.1962	Nigéria	2.10.2002	Norvège	24.09.1959
Nouvelle-Zélande	3.06.1983	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	24.01.1961

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	10.07.1967
Pays-Bas	15.03.1973	Pérou	10.08.1970	Philippines	17.11.1960
Pologne	30.05.1961	Portugal	19.11.1959	Qatar	18.08.1976
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	8.06.1999
Fédération de Russie	4.05.1961	Rwanda	2.02.1981	Sainte-Lucie	18.08.1983
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	13.11.1967	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	14.10.1966	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	27.11.1998	Suède	20.06.1962	Suisse	13.07.1961
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966	République tchèque	1.01.1993
Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	26.11.1970	Tunisie	14.09.1959
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967	Ukraine	4.08.1961
Uruguay	16.11.1989	Venezuela	3.06.1971	Viet Nam	7.10.1997
Yémen	22.08.1969	Zambie	23.10.1979	Zimbabwe	23.06.1999

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

29 ratifications

Australie	15.06.1971	Equateur	10.03.1969	Guatemala	2.08.1961
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	9.08.1961
Pérou	4.04.1962	Suriname	15.06.1976		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	11.08.1964	Allemagne	11.02.1963	Belgique	8.05.1963
Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.04.1988	
Bulgarie	2.03.1961	Costa Rica	29.12.1964	Cuba	5.02.1971
Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.06.1976	
Danemark	27.02.1962	Espagne	7.08.1961	France	8.06.1967
Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 13.07.1990	
Guinée	7.11.1960	Israël	19.06.1961	Italie	5.05.1971
Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 28.07.1981	
Kenya	9.02.1971	Norvège	22.01.1963	Panama	19.06.1970
Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 31.10.2000	
Pays-Bas	15.02.1965	Pologne	20.06.1966	Fédération de Russie	4.05.1961
Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 3.05.1979	
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	4.08.1961	Uruguay	28.06.1973
Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977	

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

29 ratifications

Allemagne	8.10.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	8.05.1963
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	1.03.1965	Bulgarie	2.03.1961
Costa Rica	29.12.1964	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Equateur	10.03.1969	Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	8.06.1967	Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	16.05.1960	Norvège	5.12.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1988	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.01.1980	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.01.1963
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973		

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

22 ratifications

Allemagne	1.07.1964	Belgique	8.05.1963	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Chypre	20.12.1966	Costa Rica	29.12.1964	Equateur	5.04.1978
Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	8.06.1967
Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960	Italie	10.04.1962
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	8.08.1980	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	20.12.1974
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.01.1963
Uruguay	28.06.1973				

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Adoptée à la 44e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962

47 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	15.06.1978	Azerbaïdjan	19.05.1992
Barbade	8.05.1967	Bélarus	26.02.1968	Belgique	2.07.1965
Belize	15.12.1983	Brésil	5.09.1966	Chili	14.10.1994
Danemark	7.02.1974	Djibouti	3.08.1978	Egypte	18.03.1964
Equateur	9.03.1970	Espagne	17.07.1962	Finlande	16.10.1978
France	18.11.1971	Ghana	7.11.1961	Grèce	4.06.1982
Guinée	12.12.1966	Guyana	8.06.1966	Hongrie	8.06.1968
Inde	17.11.1975	Iraq	26.10.1962	Italie	5.05.1971
Japon	31.07.1973	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	6.12.1977	Mexique	19.10.1983	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	17.06.1961	Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	29.11.1966
Pologne	23.12.1964	Portugal	17.03.1994	Royaume-Uni	9.03.1962
Fédération de Russie	22.09.1967	Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	18.06.1986
Suède	12.04.1961	Suisse	29.05.1963	République arabe syrienne	15.01.1964
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Turquie	15.11.1968
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	22.09.1992		

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Adoptée à la 45e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.02.1962

76 ratifications

Afrique du Sud	9.08.1963	Allemagne	7.10.1963	Australie	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	11.03.1970	Bolivie	12.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	5.09.1966	Bulgarie	3.10.1969	Burkina Faso	16.04.1962
Cameroun	29.12.1964	Canada	25.04.1962	République centrafricaine	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	Colombie	4.03.1969	Côte d'Ivoire	2.01.1963
Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971	Danemark	10.07.1962
Egypte	26.03.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	1.06.1964
France	8.06.1967	Ghana	27.08.1963	Guatemala	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	Inde	21.06.1962	Iraq	26.10.1962
Irlande	27.02.1963	Israël	24.05.1963	Japon	29.04.1971
Jordanie	4.07.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	4.03.1964	Madagascar	1.06.1964
Maroc	14.11.1962	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	3.11.1966
Niger	23.03.1962	Nigéria	27.06.1962	Norvège	22.01.1963
Nouvelle-Zélande	1.03.1963	Pakistan	17.11.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	13.11.1964	Pologne	22.04.1964
République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	9.04.1965	Royaume-Uni	9.03.1962
Fédération de Russie	4.11.1969	Sénégal	13.11.1967	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	26.04.1974
Suède	3.04.1962	Suisse	5.11.1962	République arabe syrienne	10.08.1965
Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	5.02.1962	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	24.09.1962	Tunisie	15.01.1962	Turquie	2.09.1968
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973	Venezuela	16.11.1964
Viet Nam	3.10.1994				

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964

32 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
République centrafricaine	9.06.1964	Costa Rica	27.01.1966	Equateur	3.10.1969
Espagne	8.05.1973	Géorgie	21.10.1997	Ghana	18.06.1964
Guatemala	13.06.1989	Guinée	12.12.1966	Israël	15.01.1964
Italie	27.12.1966	Jamaïque	4.01.1966	Jordanie	7.03.1963
Koweït	23.04.1963	Madagascar	1.06.1964	Malte	9.06.1988
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.10.1981	Niger	23.11.1964
Panama	4.06.1971	Paraguay	20.02.1969	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	6.06.1973	Sénégal	13.11.1967
Soudan	22.10.1970	République arabe syrienne	11.12.1964	Tunisie	14.04.1970
Venezuela	6.09.1983	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964

38 ratifications

Allemagne	19.03.1971	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>		<i>A accepté les branches b), c) et e) à g)</i>	
Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969	Cap-Vert	8.07.1987
<i>A accepté les branches a) à c) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	
République centrafricaine	8.10.1964	Danemark	17.06.1969	Egypte	12.01.1993
<i>A accepté les branches c), e), g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches a) à h)</i>	
Equateur	9.03.1970	Finlande	15.08.1969	France	13.05.1974
<i>A accepté les branches a) à d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).</i>		<i>A accepté les branches a) à d), f), g) et i)</i>	
Guatemala	4.11.1963	Guinée	11.08.1967	Inde	19.08.1964
<i>A accepté la branche c)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à c)</i>	
Iraq	28.04.1978	Irlande	26.11.1964	Israël	9.06.1965
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g), h) et i)</i>		<i>A accepté les branches c), e) à g) et i)</i>	
Italie	5.05.1967	Jordanie	7.03.1963	Kenya	9.02.1971
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches c), d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à f)</i>	
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Madagascar	22.06.1964	Mauritanie	15.07.1968
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches b) à d) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g) et i)</i>	
Mexique	6.01.1978	Norvège	28.08.1963	Pakistan	27.03.1969
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches f) et i)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>	

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Pays-Bas	3.07.1964	Philippines	26.04.1994	République démocratique du Congo	1.11.1967
<i>A accepté les branches a) à i). Le gouvernement a déclaré que les prestations prévues dans la loi du 24 avril 1997 sur l'assistance invalidité pour les jeunes personnes handicapées et dans la loi du 6 novembre 1986 sur les prestations supplémentaires sont du type de celles visées par l'article 2, paragraphe 6 a) de la convention.</i>		<i>A accepté les branches a) à e), et g) à i)</i>		<i>A accepté les branches d), e) et g)</i>	
Rwanda	21.09.1989	Suède	25.04.1963	Suriname	15.06.1976
<i>A accepté les branches d) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté la branche g)</i>	
République arabe syrienne	18.11.1963	Tunisie	20.09.1965	Turquie	25.06.1974
<i>A accepté les branches d) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>	
Uruguay	22.02.1983	Venezuela	5.11.1982		
<i>A accepté les branches a) à c) et g) à i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>			

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965

50 ratifications

Algérie	12.06.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	11.03.1970
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	16.04.1992	République centrafricaine	9.06.1964
Chypre	29.03.1965	Congo	23.11.1964	Croatie	8.10.1991
Danemark	22.12.1989	République dominicaine	9.03.1965	Equateur	3.10.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a exclu du champ d'application les machines soumises à l'inspection navale nationale.</i>					
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.08.1969
Ghana	18.03.1965	Guatemala	26.02.1964	Guinée	12.12.1966
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	31.07.1973
Jordanie	4.05.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.11.1964
Lettonie	8.03.1993	Madagascar	1.06.1964	Malaisie	6.06.1974
Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974	République de Moldova	4.04.2003
Nicaragua	1.10.1981	Niger	23.11.1964	Norvège	10.12.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a spécifié à quelles entreprises et à quels navires, embarcations et chalands les dispositions de la convention s'appliquent.</i>					
Panama	15.07.1971	Paraguay	10.07.1967	Pologne	3.02.1977
République démocratique du Congo	5.09.1967	Fédération de Russie	4.11.1969	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Sierra Leone	21.04.1964	Slovénie	29.05.1992
Suède	29.12.1964	Suisse	16.06.1992	République arabe syrienne	10.06.1965
<i>En application de l'article 13, le gouvernement n'entend pas faire usage de la possibilité d'étendre aux travailleurs indépendants l'application de ladite convention.</i>					
Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1967
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966

49 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	5.12.1973	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	26.02.1968	Belgique	17.05.1978	Bolivie	31.01.1977
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	29.03.1965	Costa Rica	27.01.1966

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970	Djibouti	3.08.1978
Equateur	10.03.1969	Espagne	16.06.1970	Finlande	23.09.1968
France	6.04.1972	Ghana	21.11.1966	Guatemala	21.10.1975
Guinée	12.12.1966	Indonésie	13.06.1969	Iraq	6.03.1987
Italie	5.05.1971	Japon	21.06.1993	Jordanie	11.03.1965
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977
Madagascar	21.11.1966	Mexique	18.06.1968	Norvège	6.06.1966
Panama	19.06.1970	Paraguay	10.07.1967	Pologne	26.06.1968
Portugal	24.02.1983	République démocratique du Congo	5.09.1967	Royaume-Uni	21.04.1967
Fédération de Russie	22.09.1967	Sénégal	25.04.1966	Slovaquie	1.01.1993
Suède	11.06.1965	Suisse	18.02.1966	République arabe syrienne	10.06.1965
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	14.04.1970
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	6.09.1995	Venezuela	3.06.1971
Viet Nam	3.10.1994				

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967

23 ratifications

Allemagne	1.03.1972	Belgique	22.04.1970	Bolivie	31.01.1977
				<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Chili	30.09.1999	Chypre	28.07.1966
Croatie	8.10.1991	Equateur	5.04.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>			
Finlande	23.09.1968	Guinée	11.08.1967	Irlande	9.06.1969
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Japon	7.06.1974	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	24.07.1972
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Pays-Bas	2.08.1966	République démocratique du Congo	5.09.1967	Sénégal	25.04.1966
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	17.06.1969
Uruguay	28.06.1973	Venezuela	10.08.1982		
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66ème session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966

94 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	17.06.1971	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Arménie	29.07.1994	Australie	12.11.1969	Autriche	27.07.1972
Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	15.03.1976	Bélarus	26.02.1968
Belgique	8.07.1969	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1969	Cambodge	28.09.1971	Cameroun	25.05.1970
Canada	16.09.1966	Chili	24.10.1968	Chine	17.12.1997
Chypre	28.07.1966	Comores	23.10.1978	République de Corée	9.12.1992
Costa Rica	27.01.1966	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Danemark	17.06.1970	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	29.03.2001
El Salvador	15.06.1995	Equateur	13.11.1972	Espagne	28.12.1970
Estonie	12.03.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	23.09.1968
France	5.08.1971	Géorgie	22.06.1993	Grèce	7.05.1984
Guatemala	14.09.1988	Guinée	12.12.1966	Honduras	9.06.1980
Hongrie	18.06.1969	Inde	17.11.1998	République islamique d'Iran	10.06.1972
Iraq	2.03.1970	Irlande	20.06.1967	Islande	22.06.1990
Israël	26.01.1970	Italie	5.05.1971	Jamaïque	10.01.1975
Japon	10.06.1986	Jordanie	10.03.1966	Kazakhstan	6.12.1999
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Madagascar	21.11.1966	Maroc	11.05.1979
Mauritanie	30.07.1971	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	24.11.1976
Mozambique	23.12.1996	Nicaragua	1.10.1981	Norvège	6.06.1966
Nouvelle-Zélande	15.07.1965	Ouganda	23.06.1967	Ouzbékistan	13.07.1992
Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	20.02.1969
Pays-Bas	9.01.1967	Pérou	27.07.1967	Philippines	13.01.1976
Pologne	24.11.1966	Portugal	9.01.1981	Roumanie	6.06.1973
Royaume-Uni	27.06.1966	Fédération de Russie	22.09.1967	Sénégal	25.04.1966
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	22.10.1970	Suède	11.06.1965	Suriname	15.06.1976
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	26.02.1969
Tunisie	17.02.1966	Turquie	13.12.1977	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	2.06.1977	Venezuela	10.08.1982	Yémen	30.01.1989
Zambie	23.10.1979				

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967

41 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Australie	12.12.1971	Bolivie	31.01.1977
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Cameroun	6.11.1970	Chypre	11.04.1967	Djibouti	3.08.1978
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Equateur	10.03.1969	Espagne	6.11.1967	Gabon	18.10.1968
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Inde	20.03.1975	Madagascar	23.10.1967	Malaisie	6.06.1974
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Mexique	29.08.1968	Mongolie	3.12.1981	Nigéria	14.05.1974
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Ouganda	23.06.1967	Paraguay	10.10.1968	Rwanda	1.06.1970
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Slovaquie	1.01.1993	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.06.1972
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 17 ans</i>	
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968	Turquie	8.12.1992
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes</i>	
Viet Nam	20.02.1995				
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>					

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)					
Bélarus	11.03.1970	Belgique	17.05.1978	Bulgarie	3.10.1969
	Dénoncée le 13.08.1980		Dénoncée le 6.03.1989		Dénoncée le 23.04.1980
France	18.11.1971	Hongrie	8.06.1968	Italie	5.05.1971
	Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 27.11.1981
Jordanie	6.06.1966	Kenya	20.06.1968	Panama	24.09.1970
	Dénoncée le 23.03.1998		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 31.10.2000
Pays-Bas	8.04.1969	Pologne	30.09.1969	Fédération de Russie	4.11.1969
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 21.08.2000		Dénoncée le 25.07.1980
Suisse	10.11.1966	Tunisie	24.07.1967	Ukraine	17.06.1970
	Dénoncée le 17.08.1999		Dénoncée le 20.11.2000		Dénoncée le 30.07.1980
Zambie	3.04.1967				
	Dénoncée le 13.10.1999				

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967

41 ratifications

Argentine	20.06.1985	Autriche	8.12.1971	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.05.1977	Bolivie	31.01.1977
Brésil	21.08.1970	Bulgarie	3.10.1969	Chypre	18.01.1967
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	30.11.1971
Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971	Gabon	18.10.1968
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989	Hongrie	8.06.1968
Irlande	10.06.1985	Italie	5.05.1971	Jordanie	6.06.1966
Kirghizistan	31.03.1992	Madagascar	23.10.1967	Malte	9.06.1988
Mexique	29.08.1968	Ouganda	23.06.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	8.04.1969	Pologne	26.06.1968
Portugal	2.05.1985	Royaume-Uni	13.12.1966	Fédération de Russie	4.11.1969
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	18.08.1972	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	3.05.1967	Ukraine	17.06.1970
Viet Nam	3.10.1994	Zambie	10.03.1967		

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969

10 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Belgique	22.07.1969	Brésil	21.08.1970
Djibouti	3.08.1978	France	2.04.1970	Panama	19.06.1970
Sénégal	15.07.1968	Sierra Leone	6.11.1967	République arabe syrienne	6.05.1969
Trinité-et-Tobago	14.12.1972				

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.11.1968

22 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	22.07.1969
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.04.1994	Danemark	6.06.1978
Djibouti	3.08.1978	Espagne	8.11.1968	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	18.11.1971	Grèce	19.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992
Norvège	6.07.1967	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	12.05.1976
Royaume-Uni	13.08.1985	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Sierra Leone	6.11.1967	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	17.06.1970				

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970

25 ratifications

Algérie	12.06.1969	Bésil	21.08.1970	Bulgarie	21.06.1978
Chili	3.11.1972	Costa Rica	16.03.1972	Equateur	10.03.1969
Espagne	7.06.1969	France	31.05.1973	Guatemala	25.07.1983
Hongrie	4.01.1994	Italie	5.05.1971	Liban	1.06.1977
Lituanie	26.09.1994	Madagascar	4.01.1971	Malte	9.06.1988
République de Moldova	9.12.1997	Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970
Pologne	2.05.1973	Portugal	2.10.1985	Roumanie	28.10.1975
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1975
Venezuela	1.02.1984				

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.11.1969

16 ratifications

Allemagne <i>A accepté toutes les parties.</i>	15.01.1971	Autriche <i>A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.</i>	4.11.1969	Barbade <i>A accepté les parties II et III.</i>	15.09.1972
Bolivie <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	31.01.1977	Chypre <i>A accepté la partie IV.</i>	7.01.1969	Equateur <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	5.04.1978
Finlande <i>A accepté toutes les parties.</i>	13.01.1976	Jamahiriya arabe libyenne <i>A accepté toutes les parties.</i>	19.06.1975	Norvège <i>A accepté toutes les parties.</i>	1.11.1968
Pays-Bas <i>A accepté toutes les parties.</i>	27.10.1969	Slovaquie <i>A accepté la partie III.</i>	1.01.1993	Suède <i>A accepté toutes les parties.</i>	26.07.1968
Suisse <i>A accepté toutes les parties.</i>	13.09.1977	République tchèque <i>A accepté la partie III.</i>	1.01.1993	Uruguay <i>A accepté toutes les parties.</i>	28.06.1973
Venezuela <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	1.12.1983				

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972

41 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	20.06.1985	Azerbaïdjan	9.08.2000
Belgique	8.09.1997	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Burkina Faso	21.05.1974	Colombie	16.11.1976	Costa Rica	16.03.1972
Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991	Danemark	30.11.1972
Egypte	20.06.2003	El Salvador	15.06.1995	Espagne	5.05.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	3.09.1974	France	28.12.1972
Guatemala	20.05.1994	Guyana	19.01.1971	Hongrie	4.01.1994
Italie	23.06.1981	Kazakhstan	6.07.2001	Kenya	9.04.1979

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Lettonie	25.07.1994	Madagascar	21.12.1971	Malawi	20.07.1971
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)</i>					
Malte	9.06.1988	Maroc	11.05.1979	République de Moldova	9.12.1997
Norvège	14.04.1971	Pays-Bas	29.06.1973	Pologne	2.06.1995
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	14.05.1970	République arabe syrienne	18.04.1972
Uruguay	28.06.1973	Zimbabwe	16.09.1993		

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972

14 ratifications

Allemagne	8.08.1974	Bolivie	31.01.1977	Costa Rica	16.03.1972
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>					
Danemark	6.06.1978	Equateur	5.04.1978	Finlande	3.09.1974
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>					
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	3.07.1980	Norvège	15.02.1972
Slovaquie	1.01.1993	Suède	14.05.1970	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	28.06.1973	Venezuela	10.08.1982		

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972

45 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	15.06.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993
Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	4.05.1983
Burkina Faso	21.05.1974	Cameroun	6.07.1973	Chili	13.09.1999
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	8.06.1979	Cuba	5.01.1972
Egypte	12.05.1976	El Salvador	15.06.1995	Equateur	2.12.1970
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	28.12.1972
Guatemala	14.06.1988	Guyana	10.01.1983	Iraq	16.05.1974
Japon	29.04.1971	Kenya	9.04.1979	Lettonie	8.03.1993
Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	26.09.1994
Malte	9.06.1988	Mexique	18.04.1973	République de Moldova	23.03.2000
Népal	19.09.1974	Nicaragua	1.03.1976	Niger	24.04.1980
Pays-Bas	10.10.1973	Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.03.1975
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	18.04.1972	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Uruguay	2.06.1977	Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

33 ratifications

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Allemagne	1.10.1975	Belgique	2.06.2003	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Brésil	23.09.1998	Burkina Faso	12.07.1974	Cameroun	7.08.1973
<i>Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Croatie	8.10.1991	Espagne	30.06.1972	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Finlande	15.01.1990	Guinée	2.06.1977	Hongrie	19.08.1998
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Iraq	19.02.1974	Irlande	20.06.1974	Italie	28.07.1981
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Kenya	9.04.1979	Lettonie	10.06.1994	Luxembourg	1.10.1979
<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Madagascar	8.02.1972	Malte	9.06.1988	République de Moldova	27.01.1998
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Norvège	22.06.1973	Portugal	17.03.1981	Rwanda	13.05.1991
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	7.06.1978
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Suisse	9.07.1992	Tchad	15.12.2000	République tchèque	23.08.1996
<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Ukraine	25.10.2001	Uruguay	2.06.1977	Yémen	1.11.1976
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991

27 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992
Brésil	16.04.1992	Côte d'Ivoire	19.06.1972	Danemark	10.07.2003
Finlande	22.11.1974	France	24.03.1972	Grèce	24.09.1986
Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	6.12.1993	Libéria	8.05.1978
Nigéria	12.06.1973	Norvège	14.03.1975	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Pays-Bas	8.01.1985	Pologne	9.10.1975	Roumanie	11.10.2000
Royaume-Uni	26.03.1981	Fédération de Russie	27.08.1990	Suède	17.02.1972
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	24.08.1993	Uruguay	2.06.1977

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973

27 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Brésil	25.07.1996
Costa Rica	8.06.1979	Danemark	28.07.1980	Egypte	4.08.1982
Espagne	30.11.1971	Finlande	22.11.1974	France	27.02.1978
Grèce	8.06.1977	Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980
Italie	23.06.1981	Japon	3.07.1978	Kenya	6.06.1990
Kirghizistan	31.03.1992	Mexique	2.05.1974	Nigéria	12.06.1973
Norvège	9.03.1976	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Pologne	26.06.1980
Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	5.10.1987	Suède	17.02.1972
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Uruguay	2.06.1977

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

74 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.07.1994
Australie	26.02.1993	Autriche	6.08.1973	Azerbaïdjan	12.08.1993
Barbade	25.04.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	11.06.2001
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	10.10.1997	Cameroun	5.04.1976	Chili	13.09.1999
Chypre	3.01.1996	République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	7.12.1977
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Danemark	6.06.1978	Egypte	25.03.1982	Espagne	21.12.1972
Estonie	7.02.1996	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	13.01.1976
France	30.06.1972	Gabon	13.06.1975	Grèce	27.06.1988
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972
Iraq	27.07.1972	Italie	23.06.1981	Jordanie	23.07.1979
Kazakhstan	13.12.2000	Kenya	9.04.1979	Lesotho	27.01.1998
Lettonie	27.01.1992	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	9.10.1979
Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988	Maroc	5.04.2002
Mexique	2.05.1974	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	8.10.1996
Nicaragua	1.10.1981	Niger	5.04.1972	Norvège	24.11.1976
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	19.11.1975	Pologne	9.06.1977
Portugal	31.05.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	28.10.1975
Royaume-Uni	15.03.1973	Rwanda	8.11.1988	Sénégal	24.08.1976
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	16.11.1976
Suède	11.08.1972	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	6.03.1975
République-Unie de Tanzanie	19.08.1983	Tchad	7.01.1998	République tchèque	9.10.2000
Turquie	12.07.1993	Ukraine	3.09.2003	Yémen	29.07.1976
Zambie	24.05.1973	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973

36 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1993	Chili	14.10.1994	Colombie	16.11.1976
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Equateur	27.03.1975	Espagne	8.05.1973	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972	Grèce	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972
Inde	11.06.1991	Iraq	27.07.1972	Israël	21.06.1979
Italie	23.06.1981	Koweït	29.03.1974	Liban	23.02.2000
Malte	18.05.1990	Maroc	22.07.1974	Nicaragua	1.10.1981
Roumanie	6.11.1975	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Slovénie	29.05.1992	Suisse	25.03.1975	République arabe syrienne	7.02.1977
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	2.06.1977	Zambie	24.05.1973

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975

23 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Australie	25.06.1974	Brésil	12.08.1994
Costa Rica	3.07.1975	Cuba	7.01.1975	Egypte	4.08.1982
Espagne	22.04.1975	Finlande	13.01.1976	France	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	Iraq	9.03.1978	Italie	23.06.1981
Kenya	9.04.1979	Maurice	18.03.2003	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	21.10.1974	Pays-Bas	14.09.1976	Pologne	22.02.1979
Portugal	9.01.1981	Roumanie	28.10.1975	Suède	24.07.1974
République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Uruguay	31.07.1980		

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976

131 ratifications

Afrique du Sud <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.03.2000	Albanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	16.02.1998	Algérie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	30.04.1984
Allemagne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.04.1976	Angola <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	17.03.1983
Argentine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.11.1996	Autriche <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2000	Azerbaïdjan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.05.1992
Bahamas <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2001	Barbade <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.01.2000	Bélarus <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979
Belgique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.04.1988	Belize <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.03.2000	Bénin <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.06.2001
Bolivie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.06.1997	Bosnie-Herzégovine <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1993	Botswana <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	5.06.1997
Brésil <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.06.2001	Bulgarie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.04.1980	Burkina Faso <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.02.1999
Burundi <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.07.2000	Cambodge <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.08.1999	Cameroun <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.08.2001
République centrafricaine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	28.06.2000	Chili <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	1.02.1999	Chine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.04.1999
Chypre <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1997	Colombie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	2.02.2001	Congo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	26.11.1999
République de Corée <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.01.1999	Costa Rica <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.06.1976	Côte d'Ivoire <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.02.2003
Croatie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.10.1991	Cuba <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.1975	Danemark <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.11.1997
République dominicaine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.1999	Dominique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	27.09.1983	Egypte <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	9.06.1999
El Salvador <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.01.1996	Emirats arabes unis <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1998	Equateur <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.09.2000
Erythrée <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	22.02.2000	Espagne <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	16.05.1977	Ethiopie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.05.1999
Ex-République yougoslave de Macédoine <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.11.1991	Fidji <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.01.2003	Finlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.01.1976
France <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	13.07.1990	Gambie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.09.2000	Géorgie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.09.1996
Grèce <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.03.1986	Grenade <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.05.2003	Guatemala <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.04.1990
Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	6.06.2003	Guinée équatoriale <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	12.06.1985	Guyana <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.04.1998

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Honduras <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	9.06.1980	Hongrie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.05.1998	Indonésie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.06.1999
Iraq <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.02.1985	Irlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	22.06.1978	Islande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.12.1999
Israël <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.06.1979	Italie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.07.1981	Jamaïque <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.10.2003
Japon <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	5.06.2000	Jordanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.03.1998	Kazakhstan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	18.05.2001
Kenya <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.04.1979	Kirghizistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	31.03.1992	Koweït <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.11.1999
Lesotho <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.06.2001	Liban <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	10.06.2003	Jamahiriya arabe libyenne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.06.1975
Lituanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1998	Luxembourg <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.03.1977	Madagascar <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	31.05.2000
Malaisie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.09.1997	Malawi <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.11.1999	Mali <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.03.2002
Malte <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.06.1988	Maroc <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.01.2000	Maurice <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.07.1990
Mauritanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.12.2001	République de Moldova <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	21.09.1999	Mongolie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.12.2002
Mozambique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.06.2003	Namibie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.11.2000	Népal <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	30.05.1997
Nicaragua <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	2.11.1981	Niger <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.12.1978	Nigéria <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.2002
Norvège <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.07.1980	Ouganda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.03.2003	Panama <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2000
Papouasie-Nouvelle-Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	2.06.2000	Pays-Bas <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.09.1976	Pérou <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.11.2002
Philippines <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.06.1998	Pologne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	22.03.1978	Portugal <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	20.05.1998
République démocratique du Congo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	20.06.2001	Roumanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.11.1975	Royaume-Uni <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	7.06.2000
Fédération de Russie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Rwanda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.04.1981	Saint-Marin <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	1.02.1995
Sénégal <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.12.1999	Serbie-et-Monténégro <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.11.2000	Seychelles <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.2000
Slovaquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.09.1997	Slovénie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.05.1992	Soudan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.03.2003
Sri Lanka <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.02.2000	Suède <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.04.1990	Suisse <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.08.1999
Swaziland <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.10.2002	République arabe syrienne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2001	Tadjikistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.12.1998	Togo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.03.1984	Tunisie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.10.1995
Turquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.10.1998	Ukraine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Uruguay <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1977
Venezuela <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.07.1987	Viet Nam <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.06.2003	Yémen <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.2000
Zambie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.02.1976	Zimbabwe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.06.2000		

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976

35 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	23.08.1976	Argentine	15.06.1978
Belgique	11.10.1996	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	27.06.1990
Croatie	8.10.1991	Danemark	6.06.1978	Egypte	25.03.1982
Equateur	27.03.1975	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	4.05.1977

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

France	24.08.1994	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	31.03.1978	Irlande	4.04.1995
Islande	21.06.1991	Italie	23.06.1981	Japon	26.07.1977
Liban	23.02.2000	Nicaragua	1.10.1981	Norvège	14.06.1977
Pérou	16.11.1976	Portugal	3.05.1999	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975
Suisse	28.10.1976	République arabe syrienne	1.02.1979	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	31.07.1980	Venezuela	5.07.1983		

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976

33 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	30.11.1976	Azerbaïdjan	11.03.1993
Belgique	12.01.1993	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	16.04.1992	Chili	13.09.1999	Cuba	30.12.1975
Espagne	18.09.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.02.1992
France	20.10.1975	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	9.05.1978	Kenya	9.04.1979
Mexique	17.02.1977	Nicaragua	1.10.1981	Pays-Bas	14.09.1976
Pologne	23.04.1979	Royaume-Uni	4.12.1975	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	23.09.1975	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	République tchèque	1.01.1993
Ukraine	7.03.2003	Venezuela	6.09.1983	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977

39 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	5.12.1978	Autriche	18.09.1978
Belgique	19.12.2003	Belize	22.06.1999	Brésil	27.09.1994
Burkina Faso	25.08.1997	Chypre	28.06.1977	Costa Rica	23.07.1991
Cuba	14.04.1977	Danemark	6.06.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.10.1977	Espagne	28.04.1978	Finlande	14.09.1977
France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989	Guatemala	13.06.1989
Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994	Inde	18.08.1977
Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979	Kenya	9.04.1979
Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988	Mexique	28.06.1978
République de Moldova	4.04.2003	Nicaragua	1.10.1981	Norvège	24.11.1976
Pays-Bas	26.01.1977	Philippines	18.06.1979	Pologne	29.11.1991
Royaume-Uni	15.02.1977	Suède	19.07.1976	Suisse	23.05.1977
Uruguay	19.06.1989	Venezuela	5.07.1983	Zambie	4.12.1978

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977

62 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Algérie	26.01.1984	Allemagne	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	15.06.1978	Australie	10.09.1985
Autriche	2.03.1979	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	3.05.1979
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	24.11.1981	Chypre	28.06.1977
République de Corée	21.01.1994	Cuba	5.01.1978	Danemark	5.06.1981
Egypte	25.03.1982	El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977
Espagne	16.05.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	14.09.1977
France	10.09.1984	Géorgie	22.06.1993	Grèce	17.10.1989
Guinée	5.06.1978	Guyana	10.01.1983	Hongrie	17.06.1976

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Iraq	26.07.1978	Irlande	22.06.1979	Israël	21.06.1979
Italie	18.10.1979	Japon	10.06.1986	Jordanie	23.07.1979
Kenya	9.04.1979	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	19.12.2001	Nicaragua	4.11.1977
Niger	28.01.1993	Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	19.06.1979
Pologne	10.10.1979	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	15.02.1977
Fédération de Russie	3.05.1979	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	19.07.1976
Suisse	23.05.1977	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	23.02.1989	Turquie	12.07.1993
Ukraine	3.05.1979	Venezuela	8.10.1984		

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1978

18 ratifications

Bénin	11.06.1980	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	9.12.1977
Cameroun	4.07.1978	Chypre	28.06.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Guinée	5.06.1978	Italie	23.06.1981	Kenya	9.04.1979
Norvège	24.01.1979	Ouganda	31.03.1978	Portugal	12.12.1978
Saint-Marin	23.05.1985	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Suède	28.12.1982	Togo	8.11.1983	Venezuela	17.08.1983

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978

110 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	30.06.1999	Algérie	12.07.1993
Allemagne	23.07.1979	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	13.04.1987
Australie	11.06.1979	Autriche	2.03.1979	Azerbaïdjan	12.08.1993
Bahamas	16.08.1979	Bangladesh	17.04.1979	Barbade	6.04.1983
Bélarus	15.09.1993	Belgique	29.10.1982	Belize	6.03.2000
Bénin	11.06.2001	Botswana	5.06.1997	Brésil	27.09.1994
Bulgarie	12.06.1998	Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	10.10.1997
Chili	29.07.1992	Chine	2.11.1990	Chypre	28.06.1977
Colombie	9.11.1999	Congo	26.11.1999	République de Corée	15.11.1999
Costa Rica	29.07.1981	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Danemark	6.06.1978
République dominicaine	15.06.1999	Dominique	29.04.2002	Egypte	25.03.1982
El Salvador	15.06.1995	Equateur	23.11.1979	Espagne	13.02.1984
Estonie	22.03.1994	Etats-Unis	15.06.1988	Fidji	18.05.1998
Finlande	2.10.1978	France	8.06.1982	Gabon	6.12.1988
Grèce	28.08.1981	Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.06.1989
Guinée	16.10.1995	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Inde	27.02.1978	Indonésie	17.10.1990	Iraq	11.09.1978
Irlande	22.06.1979	Islande	30.06.1981	Italie	18.10.1979
Jamaïque	23.10.1996	Japon	14.06.2002	Jordanie	5.08.2003
Kazakhstan	13.12.2000	Kenya	6.06.1990	Koweït	15.08.2000
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	25.07.1994	Libéria	25.03.2003
Lituanie	26.09.1994	Madagascar	22.04.1997	Malaisie	14.06.2002
Malawi	1.10.1986	Maurice	14.06.1994	Mexique	28.06.1978
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	10.08.1998	Mozambique	23.12.1996
Namibie	3.01.1995	Népal	21.03.1995	Nicaragua	1.10.1981
Nigéria	3.05.1994	Norvège	9.08.1977	Nouvelle-Zélande	5.06.1987
Ouganda	13.01.1994	Pakistan	25.10.1994	Pays-Bas	27.07.1978
Philippines	10.06.1991	Pologne	15.03.1993	Portugal	9.01.1981

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	9.12.1992	Royaume-Uni	15.02.1977
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Sierra Leone	21.01.1985	Slovaquie	10.02.1997	Sri Lanka	17.03.1994
Suède	16.05.1977	Suisse	28.06.2000	Suriname	16.11.1979
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	28.05.1985	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Tchad	7.01.1998	République tchèque	9.10.2000	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	7.06.1995	Turquie	12.07.1993	Ukraine	16.05.1994
Uruguay	22.05.1987	Venezuela	17.06.1983	Yémen	15.06.2000
Zambie	4.12.1978	Zimbabwe	14.12.1989		

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.05.1979

17 ratifications

Brésil	18.05.1990	Costa Rica	16.06.1981	Cuba	9.02.1979
Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978	Finlande	2.10.1978
France	3.05.1978	Hongrie	8.06.1978	Iraq	14.11.1979
Italie	23.06.1981	Maroc	7.03.1980	Norvège	24.01.1979
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Pays-Bas	10.01.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	23.05.1983	Suède	6.10.1981		

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979

14 ratifications

Brésil	24.09.1998	Bulgarie	12.06.2003	Cameroun	13.06.1978
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots</i>	
Espagne	9.03.1979	Finlande	15.01.1990	France	15.06.1978
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 37, 40 ou 60 jours selon les différentes catégories de navigation, et 44, 60 ou 64 jours pour les congés exceptionnels, selon les cargaisons des différents bateaux</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 116 jours pour les officiers et marins employés à bord de bateaux de commerce français et un minimum de 111 jours pour les équipages des navires de remorquage et des navires portuaires</i>	
Iraq	15.02.1985	Italie	28.07.1981	Kenya	14.09.1990
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Maroc	10.07.1980	Nicaragua	1.10.1981	Pays-Bas	12.11.1980
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Portugal	25.06.1984	Suède	7.06.1978		
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 5 semaines</i>			

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981

44 ratifications

Allemagne	14.07.1980	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	3.01.2001
Barbade	16.05.1994	Belgique	16.09.1982	Brésil	17.01.1991
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Bulgarie	24.02.2003	Canada	25.05.1993	Chypre	19.09.1995
Costa Rica	24.06.1981	Croatie	19.07.1996	Danemark	28.07.1980
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978	Etats-Unis	15.06.1988
Finlande	2.10.1978	France	2.05.1978	Grèce	18.09.1979
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Inde	26.09.1996	Iraq	15.02.1985	Irlande	16.12.1992
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Islande	11.05.1999	Israël	6.12.1996	Italie	23.06.1981

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Japon	31.05.1983	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	12.11.1998
Liban	6.12.1993	Libéria	8.07.1981	Luxembourg	15.02.1991
Malte	10.01.2002	Maroc	15.06.1981	Norvège	24.01.1979
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Pays-Bas	25.01.1979	Pologne	2.06.1995	Portugal	2.05.1985
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Roumanie	15.05.2001	Royaume-Uni	28.11.1980	Fédération de Russie	7.05.1991
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Slovénie	21.06.1999	Suède	20.12.1978	Tadjikistan	26.11.1993
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Trinité-et-Tobago	3.06.1999	Ukraine	17.03.1994		

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adopté à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003

10 ratifications

Belgique	10.06.2003	Danemark	10.07.2003	Finlande	4.07.2002
Grèce	14.05.2002	Irlande	22.04.1999	Malte	10.01.2002
<i>A accepté la convention n° 108 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Pays-Bas	16.06.2003	Roumanie	15.05.2001	Royaume-Uni	29.06.2001
Suède	15.12.2000				

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

41 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	1.06.1994
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	14.01.1982	Costa Rica	16.06.1981
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.12.1980	Danemark	8.01.1988
Egypte	4.05.1988	Equateur	11.07.1978	Espagne	17.12.1980
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit</i>					
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.06.1979	France	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	Guatemala	22.02.1996	Guinée	8.06.1982
Hongrie	4.01.1994	Iraq	17.04.1985	Italie	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Malte	9.06.1988	Niger	28.01.1993	Norvège	13.03.1979
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	8.03.1979	Fédération de Russie	3.06.1988
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	10.07.1978
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	République tchèque	1.01.1993
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Uruguay	5.09.1988	Zambie	19.08.1980		

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

37 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	17.04.1979	Bélarus	3.05.1979
Belgique	29.03.1988	Congo	24.06.1986	Danemark	5.06.1981

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Egypte	3.11.1982	Equateur	11.07.1978	Finlande	8.06.1979
France	10.09.1984	Ghana	27.05.1986	Grèce	17.03.1987
Guatemala	9.05.1995	Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983
Iraq	4.06.1980	Italie	28.02.1985	Jamaïque	4.06.1984
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Malawi	1.10.1986	Malte	18.05.1990	Norvège	5.07.1989
Philippines	18.06.1979	Pologne	4.11.1980	Portugal	28.05.1985
Fédération de Russie	3.05.1979	Seychelles	12.10.1993	Slovénie	30.01.2003
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Ukraine	3.05.1979	Uruguay	31.07.1980	Venezuela	17.08.1983
Zambie	19.08.1980				

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980

58 ratifications

Albanie	24.07.2002	Algérie	26.01.1984	Allemagne	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	10.09.1985	Bélarus	15.09.1993
Belize	6.03.2000	Bénin	11.06.2001	Burkina Faso	3.04.1980
Cambodge	23.08.1999	Chine	7.03.2002	Chypre	6.07.1981
Congo	24.06.1986	République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	25.09.1984
Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981	République dominicaine	15.06.1999
Egypte	5.12.1991	El Salvador	2.02.2001	Espagne	3.03.1982
Etats-Unis	3.03.1995	Finlande	25.02.1980	Gabon	11.10.1979
Ghana	27.05.1986	Grèce	31.07.1985	Guinée	8.06.1982
Guyana	10.01.1983	Iraq	10.07.1980	Israël	7.12.1979
Italie	28.02.1985	Jamaïque	4.06.1984	Jordanie	10.07.2003
Kirghizistan	22.12.2003	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	8.03.1993
Libéria	2.06.2003	Luxembourg	21.03.2001	Malawi	19.11.1999
Mexique	10.02.1982	Namibie	28.06.1996	Norvège	19.03.1980
Pays-Bas	8.08.1980	Portugal	9.01.1981	République démocratique du Congo	3.04.1987
Royaume-Uni	19.03.1980	Fédération de Russie	2.07.1998	Saint-Marin	19.04.1988
Seychelles	23.11.1999	Suède	11.06.1979	Suisse	3.03.1981
Suriname	29.09.1981	République tchèque	9.10.2000	Tunisie	23.05.1988
Uruguay	19.06.1989	Venezuela	17.08.1983	Zambie	19.08.1980
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981

42 ratifications

Albanie	30.06.1999	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	21.05.1991	Belize	22.06.1999	Botswana	22.12.1997
Chili	17.07.2000	Chypre	6.07.1981	Colombie	8.12.2000
Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981	Espagne	18.09.1984
Finlande	25.02.1980	Géorgie	10.10.2003	Ghana	27.05.1986
Grèce	29.07.1996	Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983
Hongrie	4.01.1994	Italie	28.02.1985	Lettonie	27.01.1992
Luxembourg	21.03.2001	Mali	12.06.1995	République de Moldova	4.04.2003
Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	29.11.1988	Pérou	27.10.1980
Pologne	26.07.1982	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	19.03.1980
Saint-Marin	19.04.1988	Seychelles	23.11.1999	Suède	11.06.1979
Suisse	3.03.1981	Suriname	29.09.1981	Tchad	7.01.1998
Turquie	12.07.1993	Uruguay	19.06.1989	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.12.1981

20 ratifications

Allemagne	17.12.1982	Brésil	18.05.1990	Chypre	13.11.1987
Congo	24.06.1986	Cuba	15.10.1982	Danemark	22.12.1989
Egypte	3.08.1988	Equateur	20.05.1988	Espagne	3.03.1982
Finlande	3.07.1981	France	30.07.1985	Guinée	8.06.1982
Iraq	17.04.1985	Italie	7.06.2000	Mexique	10.02.1982
Norvège	5.12.1980	Pays-Bas	13.05.1998	Pérou	19.04.1988
Suède	13.06.1980	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983		

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983

7 ratifications

Equateur	20.05.1988	Espagne	7.02.1985	Iraq	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	Suisse	4.05.1981	Uruguay	19.06.1989
Venezuela	5.07.1983				

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

35 ratifications

Albanie	24.07.2002	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	29.01.1993
Azerbaïdjan	12.08.1993	Bélarus	8.09.1997	Belgique	29.03.1988
Belize	22.06.1999	Brésil	10.07.1992	Chypre	16.01.1989
Colombie	8.12.2000	Espagne	11.09.1985	Finlande	9.02.1983
Gabon	6.12.1988	Grèce	17.09.1996	Guatemala	29.10.1996
Hongrie	4.01.1994	Kirghizistan	22.12.2003	Lettonie	25.07.1994
Lituanie	26.09.1994	République de Moldova	14.02.1997	Niger	5.06.1985
Norvège	22.06.1982	Ouganda	27.03.1990	Ouzbékistan	15.12.1997
Pays-Bas	22.12.1993	Roumanie	15.12.1992	Sainte-Lucie	6.12.2000
Saint-Marin	1.02.1995	Suède	11.08.1982	Suisse	16.11.1983
Suriname	5.06.1996	République-Unie de Tanzanie	14.08.1998	Ukraine	16.05.1994
Uruguay	19.06.1989	Zambie	4.02.1986		

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

40 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Bélarus	30.05.2000
Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1992
Cap-Vert	9.08.2000	Chypre	16.01.1989	Croatie	8.10.1991
Cuba	7.09.1982	Danemark	10.07.1995	El Salvador	12.10.2000
Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	24.04.1985	Hongrie	4.01.1994	Irlande	4.04.1995
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Islande	21.06.1991	Kazakhstan	30.07.1996	Lesotho	1.11.2001
Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001	Mexique	1.02.1984
République de Moldova	28.04.2000	Mongolie	3.02.1998	Nigéria	3.05.1994
Norvège	22.06.1982	Pays-Bas	22.05.1991	Portugal	28.05.1985
Fédération de Russie	2.07.1998	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	5.09.1988	Venezuela	25.06.1984	Viet Nam	3.10.1994
Zimbabwe	9.04.2003				

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adopté à la 90e session de la CIT

Pas en vigueur

1 ratification

Finlande 9.12.2003

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

34 ratifications

Argentine	17.03.1988	Australie	30.03.1990	Belize	22.06.1999
Bolivie	1.09.1998	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Chili	14.10.1994
République de Corée	29.03.2001	Croatie	8.10.1991	El Salvador	12.10.2000
Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	9.02.1983	France	16.03.1989	Grèce	10.06.1988
Guatemala	6.01.1994	Guinée	16.10.1995	Islande	22.06.2000
Japon	9.06.1995	Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982
Pays-Bas	24.03.1988	Pérou	16.06.1986	Portugal	2.05.1985
Fédération de Russie	13.02.1998	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie-et-Monténégro	24.11.2000
Slovaquie	14.06.2002	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982
Ukraine	11.04.2000	Uruguay	16.11.1989	Venezuela	27.11.1984
Yémen	13.03.1989				

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986

3 ratifications

Espagne	11.09.1985	Philippines	26.04.1994	Suède	18.04.1984
---------	------------	-------------	------------	-------	------------

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985

33 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.02.1993	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Cameroun	13.05.1988	Chypre	5.07.1985	Espagne	26.04.1985
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	30.06.1992
France	16.03.1989	Gabon	6.12.1988	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001	Malawi	1.10.1986
Maroc	7.10.1993	République de Moldova	14.02.1997	Namibie	28.06.1996
Niger	5.06.1985	Ouganda	18.07.1990	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Portugal	27.11.1995	République démocratique du Congo	3.04.1987	Sainte-Lucie	6.12.2000
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	20.06.1983
Turquie	4.01.1995	Ukraine	16.05.1994	Venezuela	6.05.1985
Yémen	13.03.1989	Zambie	9.02.1990		

Dénonciation

Brésil 5.01.1995
Dénoncée le 20.11.1996

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985

75 ratifications

Allemagne	14.11.1989	Argentine	13.04.1987	Australie	7.08.1990
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahreïn	2.02.1999	Bolivie	19.12.1996
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	26.05.1989

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Chili	14.10.1994	Chine	2.02.1988	Chypre	13.04.1987
Colombie	7.12.1989	République de Corée	15.11.1999	Costa Rica	23.07.1991
Côte d'Ivoire	22.10.1999	Croatie	8.10.1991	Cuba	3.10.1996
Danemark	1.04.1985	République dominicaine	20.06.1994	Egypte	3.08.1988
El Salvador	19.12.1986	Equateur	20.05.1988	Espagne	2.08.1990
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.04.1985
France	16.03.1989	Grèce	31.07.1985	Guatemala	5.04.1994
Guinée	16.10.1995	Hongrie	20.06.1984	Irlande	6.06.1986
Islande	22.06.1990	Italie	7.06.2000	Japon	12.06.1992
Jordanie	13.05.2003	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	26.06.1998
Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001
Madagascar	3.06.1998	Malawi	1.10.1986	Mali	12.06.1995
Malte	9.06.1988	Mexique	5.04.2001	Mongolie	3.02.1998
Norvège	13.08.1984	Ouganda	27.03.1990	Pakistan	25.10.1994
Panama	28.01.1994	Paraguay	2.05.1991	Pays-Bas	15.02.1988
Pérou	16.06.1986	Philippines	23.08.1991	Portugal	3.05.1999
Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	12.06.1984	Suisse	20.06.1985	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Trinité-et-Tobago	3.06.1999	Tunisie	5.09.1989
Turquie	26.06.2000	Ukraine	15.05.2003	Uruguay	13.01.1988
Yémen	18.11.1991	Zambie	5.01.1989	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988

45 ratifications

Allemagne	25.04.1991	Australie	15.05.1987	Autriche	3.06.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	12.10.1990	Bénin	6.04.2000
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Bolivie	14.11.1990	Brsil	2.07.1990	Canada	22.11.1995
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Chypre	1.12.1987	Colombie	23.03.1990	République de Corée	8.12.1997
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Costa Rica	13.02.2001	Danemark	22.01.1988	El Salvador	24.04.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Espagne	3.10.1989	Etats-Unis	11.06.1990	Finlande	27.04.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Grèce	17.03.1993	Guatemala	7.04.1993	Inde	1.04.1992
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.</i>	
Irlande	27.10.1995	Italie	8.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 11 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Lettonie	10.06.1994	Lituanie	10.06.1999	Maurice	14.06.1994
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Mexique	18.04.1988	Norvège	6.08.1987	Nouvelle-Zélande	6.11.2001
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9, 11, 12, 14 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Panama	3.04.1996	Pays-Bas	5.10.1990	Pologne	24.04.1991
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Portugal	8.12.1993	Royaume-Uni	27.05.1987	Fédération de Russie	27.08.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Saint-Marin	1.07.1988	Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	1.04.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Suède	22.09.1986	Suisse	7.05.1987	Swaziland	22.09.1992
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Ukraine	15.08.1991
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988

22 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Bénin	10.11.1998
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	25.08.1997
Chili	30.09.1999	Colombie	25.01.2001	Croatie	8.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	27.04.1987	Guatemala	18.04.1989
Hongrie	24.02.1988	Mexique	17.02.1987	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	1.07.1986	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	5.09.1988
Zimbabwe	9.04.2003				

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Adoptée à la 72e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989

27 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Belgique	11.10.1996	Bolivie	11.06.1990
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Cameroun	20.02.1989
Canada	16.06.1988	Chili	14.10.1994	Chypre	7.08.1992
Colombie	25.01.2001	Croatie	8.10.1991	Equateur	11.04.1990
Espagne	2.08.1990	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.06.1988
Guatemala	18.04.1989	Norvège	4.02.1992	Ouganda	27.03.1990
Pays-Bas	15.09.1999	Portugal	3.05.1999	Fédération de Russie	4.09.2000
Serbie-et-Monténégro	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	2.09.1987
Suisse	16.06.1992	Uruguay	6.09.1995	Zimbabwe	9.04.2003

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.10.1990

12 ratifications

Brésil	4.03.1997	Danemark	16.09.1993	Espagne	3.10.1989
Finlande	30.06.1992	Hongrie	14.03.1989	Mexique	5.10.1990
Norvège	26.11.1993	Roumanie	11.03.2002	Slovaquie	1.01.1993

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Suède	21.02.1990	Suisse	15.11.1989	République tchèque	1.01.1993
-------	------------	--------	------------	--------------------	-----------

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

11 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Brésil	4.03.1997	Espagne	3.07.1990
Finlande	17.01.1995	Hongrie	14.03.1989	Italie	7.11.2002
Mexique	5.10.1990	Norvège	11.06.1999	Slovaquie	1.01.1993
Suède	21.02.1990	République tchèque	1.01.1993		

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.07.1992

2 ratifications

Espagne	2.07.1991	Hongrie	13.12.1989
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a) et c), et celles de l'article 11 en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), e) et g)</i>		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), d) et e)</i>	

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.07.1991

9 ratifications

Australie	29.08.1995	Brésil	4.03.1997	Bulgarie	30.07.2003
Espagne	3.07.1990	Guyana	10.06.1996	Hongrie	14.03.1989
Luxembourg	15.02.1991	Mexique	5.10.1990	Roumanie	11.10.2000

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

17 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Bélarus	21.11.2001	Chine	7.03.2002
Colombie	6.09.1994	Danemark	10.07.1995	République dominicaine	4.06.1998
Finlande	23.01.1997	Guatemala	7.10.1991	Hongrie	22.05.1989
Iraq	17.09.1990	Italie	12.02.2003	Lesotho	27.01.1998
Mexique	5.10.1990	Norvège	24.06.1991	Slovaquie	1.01.1993
Suède	7.10.1991	République tchèque	1.01.1993		

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991

6 ratifications

Brésil	24.03.1993	Finlande	19.12.1990	Norvège	19.06.1990
Roumanie	15.12.1992	Suède	18.12.1990	Suisse	17.10.1990

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.09.1991

17 ratifications

Argentine	3.07.2000	Bolivie	11.12.1991	Brésil	25.07.2002
-----------	-----------	---------	------------	--------	------------

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Colombie	7.08.1991	Costa Rica	2.04.1993	Danemark	22.02.1996
Dominique	25.06.2002	Equateur	15.05.1998	Fidji	3.03.1998
Guatemala	5.06.1996	Honduras	28.03.1995	Mexique	5.09.1990
Norvège	19.06.1990	Paraguay	10.08.1993	Pays-Bas	2.02.1998
Pérou	2.02.1994	Venezuela	22.05.2002		

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.11.1993

11 ratifications

Brésil	23.12.1996	Burkina Faso	15.09.1997	Chine	11.01.1995
Colombie	6.09.1994	République de Corée	11.04.2003	Italie	3.07.2002
Mexique	17.09.1992	Norvège	26.11.1993	Suède	4.11.1992
République-Unie de Tanzanie	15.03.1999	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.01.1995

8 ratifications

Belgique	28.05.1997	Brésil	18.12.2002	Chypre	4.01.1994
République dominicaine	3.03.1993	Lituanie	26.09.1994	Portugal	27.11.1995
Slovaquie	11.02.2002	République tchèque	6.08.1996		

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.07.1994

13 ratifications

Autriche	2.05.1994	Barbade	22.06.1997	Chypre	28.02.1997
République dominicaine	4.06.1998	Espagne	7.07.1993	Guyana	20.08.1996
Iraq	9.07.2001	Irlande	9.06.1998	Liban	23.02.2000
Luxembourg	6.03.2003	Mexique	7.06.1993	Suisse	15.02.1994
Uruguay	6.09.1995				

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.06.1995

15 ratifications

Australie	8.06.1994	Autriche	20.12.1996	Botswana	5.06.1997
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Burkina Faso	11.02.1999	Espagne	16.05.1995	Finlande	20.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Lettonie	22.02.2002	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	3.06.1998
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Mexique	24.09.1993	Slovaquie	24.09.1998	Slovénie	8.05.2001
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Suisse	16.06.1995	Tchad	15.12.2000	Zambie	25.05.1998
<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.01.1997

9 ratifications

Albanie	3.03.2003	Arabie saoudite	8.10.2001	Arménie	3.01.1996
---------	-----------	-----------------	-----------	---------	-----------

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Brésil	2.08.2001	Colombie	9.12.1997	Estonie	13.09.2000
Pays-Bas	25.03.1997	Suède	21.12.1994	Zimbabwe	9.04.2003

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998

10 ratifications

Albanie	3.03.2003	Chypre	28.02.1997	Finlande	25.05.1999
Guyana	3.09.1997	Italie	13.04.2000	Luxembourg	21.03.2001
Maurice	14.06.1996	Pays-Bas	5.02.2001	Slovénie	8.05.2001
Suède	10.06.2002				

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.06.1998

20 ratifications

Afrique du Sud	9.06.2000	Albanie	3.03.2003	Allemagne	6.09.1998
Arménie	27.04.1999	Autriche	26.05.1999	Botswana	5.06.1997
Espagne	22.05.1997	Etats-Unis	9.02.2001	Finlande	9.06.1997
Irlande	9.06.1998	Liban	23.02.2000	Norvège	11.06.1999
Philippines	27.02.1998	Pologne	25.06.2001	Portugal	25.03.2002
Slovaquie	3.06.1998	Suède	9.06.1997	République tchèque	9.10.2000
Zambie	4.01.1999	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

4 ratifications

Albanie	24.07.2002	Finlande	17.06.1998	Irlande	22.04.1999
Pays-Bas	31.10.2002				

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

8 ratifications

Albanie	24.07.2002	Finlande	24.02.1999	Irlande	22.04.1999
Maroc	1.12.2000	Norvège	11.06.1999	Pologne	9.08.2002
Royaume-Uni	2.07.2003	Suède	15.12.2000		

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

7 ratifications

Bulgarie	12.06.2003	Finlande	25.05.1999	Irlande	22.04.1999
Maroc	1.12.2000	Norvège	11.06.1999	Philippines	13.03.1998
Fédération de Russie	27.08.2001				

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.08.2002

14 ratifications

Belgique	10.06.2003	Bulgarie	24.02.2003	Danemark	10.07.2003
Finlande	4.07.2002	Grèce	14.05.2002	Irlande	22.04.1999
Malte	19.09.2002	Maroc	1.12.2000	Norvège	22.10.2003

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Pays-Bas	16.06.2003	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	20.12.2001
Saint-Vincent-et-les Grenadines	8.02.2002	Suède	15.12.2000		

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000

14 ratifications

Albanie	30.06.1999	Espagne	15.06.1999	Ethiopie	24.03.1999
Finlande	25.05.1999	Géorgie	27.08.2002	Hongrie	19.09.2003
Italie	1.02.2000	Japon	28.07.1999	Maroc	10.05.1999
République de Moldova	19.12.2001	Panama	10.08.1999	Pays-Bas	15.09.1999
Portugal	25.03.2002	République tchèque	9.10.2000		

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000

147 ratifications

Afrique du Sud	7.06.2000	Albanie	2.08.2001	Algérie	9.02.2001
Allemagne	18.04.2002	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Arabie saoudite	8.10.2001	Argentine	5.02.2001	Autriche	4.12.2001
Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	23.03.2001	Bangladesh	12.03.2001
Barbade	23.10.2000	Bélarus	31.10.2000	Belgique	8.05.2002
Belize	6.03.2000	Bénin	6.11.2001	Bolivie	6.06.2003
Bosnie-Herzégovine	5.10.2001	Botswana	3.01.2000	Brésil	2.02.2000
Bulgarie	28.07.2000	Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	11.06.2002
Cameroun	5.06.2002	Canada	6.06.2000	Cap-Vert	23.10.2001
République centrafricaine	28.06.2000	Chili	17.07.2000	Chine	8.08.2002
Chypre	27.11.2000	Congo	23.08.2002	République de Corée	29.03.2001
Costa Rica	10.09.2001	Côte d'Ivoire	7.02.2003	Croatie	17.07.2001
Danemark	14.08.2000	République dominicaine	15.11.2000	Dominique	4.01.2001
Egypte	6.05.2002	El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	19.09.2000	Espagne	2.04.2001	Estonie	24.09.2001
Etats-Unis	2.12.1999	Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	30.05.2002
Fidji	17.04.2002	Finlande	17.01.2000	France	11.09.2001
Gabon	28.03.2001	Gambie	3.07.2001	Géorgie	24.07.2002
Ghana	13.06.2000	Grèce	6.11.2001	Grenade	14.05.2003
Guatemala	11.10.2001	Guinée	6.06.2003	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	15.01.2001	Honduras	25.10.2001	Hongrie	20.04.2000
Indonésie	28.03.2000	République islamique d'Iran	8.05.2002	Iraq	9.07.2001
Irlande	20.12.1999	Islande	29.05.2000	Italie	7.06.2000
Jamaïque	13.10.2003	Japon	18.06.2001	Jordanie	20.04.2000
Kazakhstan	26.02.2003	Kenya	7.05.2001	Koweït	15.08.2000
Lesotho	14.06.2001	Liban	11.09.2001	Libéria	2.06.2003
Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000	Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	21.03.2001
Madagascar	4.10.2001	Malaisie	10.11.2000	Malawi	19.11.1999
Mali	14.07.2000	Malte	15.06.2001	Maroc	26.01.2001
Maurice	8.06.2000	Mauritanie	3.12.2001	Mexique	30.06.2000
République de Moldova	14.06.2002	Mongolie	26.02.2001	Mozambique	16.06.2003
Namibie	15.11.2000	Népal	3.01.2002	Nicaragua	6.11.2000
Niger	23.10.2000	Nigéria	2.10.2002	Norvège	21.12.2000
Nouvelle-Zélande	14.06.2001	Oman	11.06.2001	Ouganda	21.06.2001
Pakistan	11.10.2001	Panama	31.10.2000	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Paraguay	7.03.2001	Pays-Bas	14.02.2002	Pérou	10.01.2002
Philippines	28.11.2000	Pologne	9.08.2002	Portugal	15.06.2000
Qatar	30.05.2000	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	13.12.2000
Royaume-Uni	22.03.2000	Fédération de Russie	25.03.2003	Rwanda	23.05.2000

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	15.03.2000
Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001	Sénégal	1.06.2000	Serbie-et-Monténégro	10.07.2003
Seychelles	28.09.1999	Singapour	14.06.2001	Slovaquie	20.12.1999
Slovénie	8.05.2001	Soudan	7.03.2003	Sri Lanka	1.03.2001
Suède	13.06.2001	Suisse	28.06.2000	Swaziland	23.10.2002
République arabe syrienne	22.05.2003	République-Unie de Tanzanie	12.09.2001	Tchad	6.11.2000
République tchèque	19.06.2001	Thaïlande	16.02.2001	Togo	19.09.2000
Trinité-et-Tobago	23.04.2003	Tunisie	28.02.2000	Turquie	2.08.2001
Ukraine	14.12.2000	Uruguay	3.08.2001	Viet Nam	19.12.2000
Yémen	15.06.2000	Zambie	10.12.2001	Zimbabwe	11.12.2000

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Adoptée à la 88e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.02.2002

6 ratifications

Bulgarie	6.12.2001	Hongrie	4.11.2003	Italie	7.02.2001
<i>Durée du congé de maternité: 135 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 24 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: cinq mois</i>	
Lituanie	29.09.2003	Roumanie	23.10.2002	Slovaquie	12.12.2000
<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 28 semaines</i>	

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003

3 ratifications

Finlande	21.02.2003	République de Moldova	20.09.2002	Slovaquie	14.06.2002
-----------------	------------	------------------------------	------------	------------------	------------

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91e session de la CIT

Pas en vigueur

TROISIÈME PARTIE

Profils par pays

Les «profils par pays» qui suivent, rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, prioritaires ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2003. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2003 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalle régulier, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses.

La section relative aux observations des organisations d'employeurs et de travailleurs indique pour quelles conventions des commentaires ont été reçus de la part de ces organisations. L'article 23 de la Constitution prévoit que chaque Membre doit communiquer aux organisations représentatives d'employeurs ou de travailleurs copie des informations et rapports transmis en application des articles 19 et 22.

La section relative aux commentaires de la commission d'experts indique les commentaires formulés par la commission pour le pays donné au cours de sa session de 2003. Elle énumère les «observations», qui sont publiées dans le rapport de la commission d'experts ainsi que les «demandes directes», qui ne sont pas publiées mais directement communiquées aux gouvernements concernés. La liste ne comprend pas les commentaires formulés par la commission d'experts aux cours de ses sessions précédentes pour lesquels une action du gouvernement demeure requise.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre C, R ou P lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Les conventions ratifiées sont considérées comme ayant été soumises.

Les «profils par pays» qui suivent, rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, prioritaires ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2003. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2003 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats membres doivent soumettre, à intervalles réguliers, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une nouvelle convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses.

La section relative aux observations des organisations d'employeurs et de travailleurs indique pour quelles conventions des commentaires ont été reçus de la part de ces organisations. L'article 23 de la Constitution prévoit que chaque Membre doit communiquer à ces organisations copie des informations et rapports transmis en application des articles 19 et 22.

La section relative aux commentaires de la commission d'experts indique les commentaires formulés par la commission pour le pays donné au cours de sa session de 2003. Elle énumère les «observations», qui sont publiées dans le rapport de la commission d'experts ainsi que les «demandes directes», qui ne sont pas publiées mais directement communiquées aux gouvernements concernés. La liste ne comprend pas les commentaires formulés par la commission d'experts aux cours de ses sessions précédentes pour lesquels une action du gouvernement demeure requise.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre C, R ou P lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Les conventions ratifiées sont considérées comme ayant été soumises.

Afghanistan

15 conventions en vigueur

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

100, 105, 111

Autres conventions

4, 13, 14, 41, 45, 95, 106, 137, 139, 140, 141, 142

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 13, 14, 41, 45, 95, 100, 105, 106, 111, 137, 139, 140, 141, 142

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 105, 111

Demandes directes pour les conventions nos 13, 41, 95, 105, 139

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-70	71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Afrique du Sud

20 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1966 et depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

2, 19, 26, 42, 45, 63, 80, 89, 116, 155, 176

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 29, 89, 105, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 89, 100, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 68, 74, 81-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 87	84(P147), 86, 88, 89, 90

Albanie

26 conventions en vigueur

Membre de 1920 à 1967 et depuis 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

6, 11, 16, 26, 52, 77, 78, 95, 150, 151, 154, 174, 175, 176, 177, 178, 181

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· 7 rapports reçus: Conventions nos (26), 52, 87, (95), 98, 100, 144

· 4 rapports non reçus: Conventions nos 29, 105, 111, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 26

Demandes directes pour les conventions nos 29, 77, 78, 87, 95, 98, 100, 105, 138

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-49, 80-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; R186), 85, 87, 90(P155)	78, 79, 82(P081), 84(C179; C180; P147; R185; R187), 86, 88, 89, 90(R193; R194)

Algérie

50 conventions en vigueur

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

3, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 24, 32, 42, 44, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 88, 89, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 108, 119, 120, 127, 142, 150

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· 15 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 17, 29, 32, 78, 87, 89, 98, 100, 101, 111, 120, 142, (182)

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 96, 122, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 111, 120, 122, 127, 142

Demandes directes pour les conventions nos 24, 94, 99, 100, 111, 138, 144

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Allemagne

68 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1935 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 45, 53, 56, 73, 88, 92, 97, 99, 102, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 121, 125, 126, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 147, 148, 150, 152, 159, 160, 161, 162, 164, 167, 176

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 87, 98, 100, 111, 122, 132, 140, 142, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 9, 26, 99, 100, 111, 122, 132

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56, 58-72, 74, 75(C167; R175), 76, 80-90	75(C168; R176), 77, 78, 79

Angola

32 conventions en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 4, 6, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

20 rapports demandés sur l'application des conventions

· 17 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 19, 26, 29, 68, 73, 74, (87), 89, 91, 92, 98, 100, 111, (138), (182)

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 69, 106, 107

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 26

Demandes directes pour les conventions nos 19, 87, 98, 100, 107, 111

Observation sur la soumission

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-78, 79(C173), 80-81, 82(C176; R183), 83-85, 87-90	79(R180), 82(P081), 86

Antigua-et-Barbuda

28 conventions en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 12, 14, 17, 19, 94, 101, 108, 131, 135, 142, 150, 151, 154, 155, 158, 161

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 81, 87, 98, 101, 111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observation pour la convention no 87

Demandes directes pour les conventions nos 14, 81, 94, 101, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Arabie saoudite

15 conventions en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 14, 30, 45, 89, 90, 106, 123, 174

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 81, 89, 105, 106, (174), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 81

Demandes directes pour les conventions nos 81, 105, 106

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-90	-

Argentine

61 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 41, 42, 45, 50, 52, 53, 58, 68, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 95, 96, 115, 124, 139, 142, 151, 154, 156, 159, 169

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· 13 rapports reçus: Conventions nos 1, 3, 14, 30, 52, 87, 98, 100, 111, 142, 144, 169, (182)

· 1 rapport non reçu: Convention no 88

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 68, 87, 88, 98, 111

Demandes directes pour les conventions nos 3, 14, 26, 52, 100, 111, 138, 142, 144

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 87, 89	84, 85, 86, 88, 90

Arménie

8 conventions en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

98, 100, 111

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

135, 151, 174, 176

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos (100), (111), (122), (135), (151), (174), (176)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Australie

48 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 7, 8, 10, 11, 12, 16, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 47, 58, 69, 73, 80, 83, 85, 86, 88, 92, 99, 112, 116, 123, 131, 133, 135, 137, 142, 150, 156, 158, 159, 160, 166, 173

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 47, 87, 98, 100, 111, 122, 142, 144

Ile Norfolk

8 rapports demandés

· 1 rapport reçu: Convention no 3

· 7 rapports non reçus: Conventions nos 42, 47, 87, 98, 100, 122, 142

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 111

Demandes directes pour les conventions nos 10, 87, 99, 100, 111, 122, 123, 131, 173

Ile Norfolk

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 3, 42, 100, 122, 131, 156

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Autriche

44 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 6, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 42, 45, 80, 88, 94, 95, 99, 101, 102, 103, 116, 124, 128, 135, 141, 142, 160, 172, 173, 176

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 101, 103, 111, 122, 142, 144, 172, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 103

Demandes directes pour les conventions nos 26, 99, 100, 111, 122, 172, 173

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89	90

Azerbaïdjan

53 conventions en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

11, 13, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 88, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 133, 134, 135, 140, 142, 147, 148, 149, 151, 154, 159, 160

26 rapports demandés sur l'application des conventions

- 21 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 47, 52, 87, 92, 98, 100, 103, (105), 106, 111, 119, 120, 131, 133, 135, 138, 140, 144, 149
- 5 rapports non reçus: Conventions nos (81), 122, 126, (129), 142

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 52, 98, 100, 103, 106, 111, 119, 120, 122, 126, 131, 135, 138, 142

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173), 80-82, 85-87	79(R180), 83, 84, 88, 89, 90

Bahamas

30 conventions en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

11, 12, 14, 17, 19, 22, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94, 95, 97, 103, 117, 147

11 rapports demandés sur l'application des conventions

- 9 rapports reçus: Conventions nos 14, (87), 98, (100), (103), (111), 117, (138), (182)
- 2 rapports non reçus: Conventions nos 144, (147)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 29, 87, 98, 144

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-84, 86-87	85, 88, 89, 90

Bahreïn

8 conventions en vigueur

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

14, 89, 159

4 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 89, 111, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 89, 111

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-87	88, 89, 90

Bangladesh

33 conventions en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 4, 6, 11, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, 106, 107, 116, 118, 149

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 87, 89, 98, 100, 106, 107, 111, 144, 149, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 14, 87, 100, 106, 144

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-76, 77(C171; R178), 78, 80, 84(C178; C180; P147), 85(C181), 87	77(C170; P089; R177), 79, 81, 82, 83, 84(C179; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89, 90

Barbade

36 conventions en vigueur

Membre depuis 1967

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 12, 17, 19, 22, 26, 42, 50, 63, 65, 74, 86, 90, 94, 95, 97, 101, 102, 108, 115, 118, 128, 135, 147, 172

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· 10 rapports reçus: Conventions nos 19, 26, 74, 87, 100, 122, 135, (138), 172, (182)

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 29, 98, 101, 111, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 108, 118

Demandes directes pour les conventions nos 26, 98, 100, 102, 111, 122, 128, 172

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-89	90

Bélarus

42 conventions en vigueur

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 14, 16, 26, 27, 32, 45, 47, 52, 77, 78, 79, 88, 90, 95, 103, 106, 108, 115, 116, 119, 120, 124, 142, 149, 150, 151, 154, 155, 160, 167

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 47, 52, 87, 98, 100, 103, 106, 111, 122, 142, 144, 149, (167)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 52, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 100, 103, 115, 120, 122, 138

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-90	-

Belgique

75 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 45, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 80, 82, 84, 85, 88, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 102, 107, 113, 114, 115, 120, 121, 124, 125, 126, 132, 139, 140, 141, 147, 148, 149, 151, 154, 162, 171, 180

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 82, 87, 98, 100, 101, 107, 111, 122, 140, 144, 149, 171

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 1, 87, 111, 138

Demandes directes pour les conventions nos 26, 99, 100, 111, 120, 138, 139

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88	89, 90

Belize

38 conventions en vigueur

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 26, 42, 58, 88, 89, 94, 95, 97, 99, 101, 103, 108, 115, 135, 140, 141, 150, 151, 154, 155, 156

25 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 16, 19, 26, 58, 87, 89, 97, 98, 99, 100, 101, (103), 111, (135), (138), (140), (141), (144), (150), (151), (154), (155), (156), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 26, 89, 94, 98, 99, 100, 111, 135, 141, 144, 150, 151, 154, 156

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 87	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Bénin

24 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 95, 135, 143, 150, 160, 161

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 41, (81), 87, 98, 100, 111, (135), (138), (144), (150), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 41, 87

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 81, 100, 111, 150, 160

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-90	-

Bolivie

44 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

1, 14, 17, 19, 20, 26, 30, 45, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 96, 102, 103, 106, 116, 117, 118, 120, 121, 123, 124, 128, 130, 131, 136, 156, 159, 160, 162, 169

22 rapports demandés sur l'application des conventions

· 18 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 77, 78, 87, 88, 89, 98, 100, 102, 103, 106, 111, 117, 122, 156, 159

· 4 rapports non reçus: Conventions nos 121, 128, 130, 169

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 1, 20, 30, 77, 78, 81, 87, 98, 103, 111, 121, 128, 129, 130, 131, 169

Demandes directes pour les conventions nos 81, 100, 103, 111, 120, 121, 123, 129, 156, 160

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-79, 87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Bosnie-Herzégovine

67 conventions en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

58 rapports demandés sur l'application des conventions

· 5 rapports reçus: Conventions nos 8, 88, 89, 100, 122

· 53 rapports non reçus: Conventions nos 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 29, 32, 45, 53, 56, 69, 73, 74, 87, 90, 91, 92, 97, 98, 102, 103, (105), 106, 111, 113, 114, 119, 121, 126, 129, 131, 132, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 159, 161, 162, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Association des employeurs de Bosnie-Herzégovine

88

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 81, 87, 111

Demandes directes pour les conventions nos 87, 158

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Botswana

15 conventions en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

14, 19, 95, 151, 173, 176

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· 2 rapports reçus: Conventions nos 29, 100

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 14, 87, 98, 111, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 144, 173

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72, 74-87	88, 89, 90

Brésil

75 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

6, 11, 12, 14, 16, 19, 21, 22, 26, 42, 45, 53, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 103, 104, 106, 108, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 152, 154, 155, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 168, 169, 170, 171, 174

18 rapports demandés sur l'application des conventions

- 17 rapports reçus: Conventions nos 14, 89, 98, 100, 103, 106, 111, 117, 122, 131, 132, (138), 140, 142, 144, 148, (174)
- 1 rapport non reçu: Convention no 115

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 89, 98, 103, 111, 115, 118, 131, 137, 144

Demandes directes pour les conventions nos 98, 100, 111, 115, 120, 126, 131, 133, 135, 162, 164

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 51(C127; R128; R129; R130; R131), 53(R133; R134), 54-56, 58-62, 63(C148; R156; R157), 64(R158; R159), 65-66, 67(C154; C155; R163; R164; R165), 68(C158; P110; R166), 69-72, 74-77, 80, 87, 89	51(C128), 52, 53(C129; C130), 63(C149), 64(C150; C151), 67(C156), 68(C157), 78, 79, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90

Bulgarie

72 conventions en vigueur

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 94, 95, 106, 108, 113, 116, 120, 124, 127, 146, 147, 166, 179, 180, 183

12 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 3, 14, 30, 52, 87, 98, 100, 106, 111, 144, (183)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des syndicats libres de Bulgarie (CITUB) 1, 87, 98, 100, 111, 183

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 120

Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 19, 26, 29, 30, 52, 87, 98, 106, 120, 138, 183

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89	90

Burkina Faso

35 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 95, 97, 116, 131, 132, 135, 141, 143, 150, 159, 161, 170, 173

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 87, 98, 100, 111, 129, 132, 135, (144), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 129

Demandes directes pour les conventions nos 3, 87, 98, 100, 131, 132, 138, 173

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90

Burundi

30 conventions en vigueur

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 42, 50, 52, 62, 64, 89, 90, 94, 101, 135

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· 9 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 52, 87, 89, 94, 98, 111, 144

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 100, 101

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 87, 94

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 29, 52, 87, 89, 98, 100, 101, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-77, 78(R179), 79-81, 82(C176; P081), 87	78(C172), 82(R183), 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Cambodge

12 conventions en vigueur

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

4, 6, 13, 150

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 1 rapport reçu: Convention no (100)

· 9 rapports non reçus: Conventions nos 4, 13, 29, 87, 98, (105), (111), 122, (150)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 4, 13, 87, 98, 100, 122, 138

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-54, 56, 58(C138; R146), 64(C150; R158)	55, 58(C137; R145), 59, 60, 61, 62, 63, 64(C151; R159), 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Cameroun

44 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

3, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 19, 26, 33, 45, 50, 64, 65, 77, 78, 89, 90, 94, 95, 97, 99, 106, 108, 116, 123, 131, 132, 135, 143, 146, 158, 162

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· 1 rapport reçu: Convention no 3

· 11 rapports non reçus: Conventions nos 14, 78, 87, 89, 98, 100, 106, 111, 122, 132, (138)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 78, 87, 100, 132

Demandes directes pour les conventions nos 3, 14, 33, 89, 100, 106, 111, 122, 131

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-68, 72, 74, 87	69, 70, 71, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Canada

28 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

1, 7, 8, 14, 15, 16, 22, 26, 27, 32, 58, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 108, 116, 147, 160, 162

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 87, 100, 111, 122

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

87, 100, 105, 111, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 87

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 100, 122

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Cap-Vert

12 conventions en vigueur

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

17, 19, 118, 155

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 29, (87), 98, 100, 111, 118, (155), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 19, 29, 87, 118

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

République centrafricaine

34 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

2, 3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 62, 67, 88, 94, 95, 99, 101, 104, 116, 117, 118, 119

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· 9 rapports reçus: Conventions nos 3, 18, 26, 52, 87, 94, 100, 111, 118

· 8 rapports non reçus: Conventions nos 14, 41, 62, 95, 98, 101, 117, 119

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 41, 52, 62, 87, 95, 119

Demandes directes pour les conventions nos 95, 98, 99, 117, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74, 87	75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Chili

49 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 63, 80, 103, 115, 121, 127, 131, 135, 136, 140, 151, 156, 159, 161, 162

20 rapports demandés sur l'application des conventions

· 18 rapports reçus: Conventions nos 1, 9, 14, 20, 29, 30, 87, 98, 100, 103, 111, 122, 131, 135, 138, 144, (151), (182)

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 115, 140

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération Nationale des fonctionnaires municipaux du Chili (ASEMUCH) 87, 98, 151

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 20, 103, 111

Demandes directes pour les conventions nos 14, 87, 98, 100, 111, 115, 131, 135, 138, 140, 144, 151

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Chine

20 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

100, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

11, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 45, 80, 150, 159, 167, 170

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 22, 100, 122, 144, 170

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 100, 138

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Région administrative spéciale de Hong-kong

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 3, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 22, 23, 32, 42, 50, 64, 65, 74, 90, 92, 97, 101, 108, 115, 124, 133, 141, 142, 147, 148, 150, 151, 160

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 87, 98, 101, 122, 142, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

- Confédération des syndicats de Hong Kong
- Confédération internationale des syndicats libres (CISL)
- Syndicat des travailleurs migrants d'Indonésie

sur les conventions nos

87, 98
29, 87, 98, 105, 182
97

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 87, 97, 98, 115

Demandes directes pour les conventions nos 3, 97, 115, 138, 160

Région administrative spéciale de Macao

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 6, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 68, 69, 73, 74, 88, 92, 106, 108, 115, 120, 148, 150, 155, 167

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 87, 98, 100, 106, 111, 122, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 26, 87, 98, 100, 111, 120

Chypre

50 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 11, 16, 19, 23, 44, 45, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 102, 106, 114, 116, 119, 121, 123, 124, 128, 135, 141, 142, 143, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 158, 159, 160, 162, 171, 172, 175

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· 12 rapports reçus: Conventions nos 87, 92, 95, 98, 100, 106, 114, 122, 138, 144, 172, 175

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 29, 111, 142, 171, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Mahabubnagar District Palamoori Contract Labour Union

97

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 100, 122

Demandes directes pour les conventions nos 29, 90, 100, 106, 111, 114, 171, 175

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90

Colombie

53 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 52, 80, 88, 95, 99, 101, 104, 106, 116, 136, 151, 154, 159, 160, 161, 162, 167, 169, 170, 174

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 3, 4, 14, 26, 30, 52, 87, 98, 100, 101, 106, 111, (138), 144, (161), (162), 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- ANTHOC-Seccional Huila
- Association colombienne des pilotes de lignes (ACDAC)
- Confédération des retraités de Colombie
- Confédération mondiale du travail (CMT)
- Union des travailleurs de l'industrie du transport maritime et fluvial (UNIMAR)

1, 18
24, 25, 95
19, 24, 26
87, 95, 98, 99, 151, 154
95

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 24, 25, 29, 87, 95, 98, 100, 129, 169

Demandes directes pour les conventions nos 1, 4, 9, 26, 30, 99, 100, 111, 129, 136, 144, 151, 154, 160, 169

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74, 75(C167; R175; R176), 76-78, 79(R180), 80, 81(C175), 87	75(C168), 79(C173), 81(R182), 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Comores

29 conventions en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 33, 42, 52, 77, 78, 89, 95, 99, 101, 106

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· 10 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 26, 29, 98, 99, 100, 101, 105, 122

· 8 rapports non reçus: Conventions nos 5, 10, 11, 12, 52, 87, 89, 106

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 33, 52

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Congo

21 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

6, 11, 13, 14, 26, 89, 95, 119, 149, 150, 152

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 13, 14, 26, 29, (81), 87, 89, 95, (98), (100), (105), (111), 119, (138), (144), 149, 152

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 87, 95

Demandes directes pour les conventions nos 26, 149, 152

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53, 54(C131; C132), 55(C133; C134), 56, 58(C138; R146), 59, 60(C142), 61, 63(C148; C149; R157), 64-66, 67(C154; C155; C156), 68(C158), 71(C160; C161), 75(C167; C168), 76, 87	54(R135; R136), 55(R137; R138; R139; R140; R141; R142), 58(C137; R145), 60(C141; C143; R149; R150; R151), 62, 63(R156), 67(R163; R164; R165), 68(C157; P110; R166), 69, 70, 71(R170; R171), 72, 74, 75(R175; R176), 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

République de Corée

20 conventions en vigueur

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

19, 26, 53, 73, 88, 131, 135, 142, 150, 156, 159, 160, 170

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos (19), (26), 81, (88), 100, 122, (131), (135), 138, 142, (156), (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Fédération des syndicats coréens (FKTU)

88

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 81, 160

Demandes directes pour les conventions nos 26, 81, 100, 122, 131, 135, 160

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-89	90

Costa Rica

48 conventions en vigueur

Membre de 1920 à 1927 et depuis 1944

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 8, 11, 14, 16, 26, 45, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 117, 120, 127, 130, 131, 134, 135, 137, 141, 145, 147, 148, 150, 159, 160, 169

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 87, 89, 95, 98, 100, 101, 106, 111, 117, 122, 134, 144, (160), 169, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Association nationale des inspecteurs du travail (ANIT)

81, 129

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 1, 81, 87, 98, 102, 129, 138, 169

Demandes directes pour les conventions nos 81, 94, 100, 101, 102, 111, 113, 114, 122, 129, 130, 131, 138, 169

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Côte d'Ivoire

32 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

3, 4, 6, 11, 13, 14, 18, 19, 26, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 110, 116, 133, 135, 136, 159

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 6, 13, 14, 19, 26, 29, 33, 41, 52, 81, 87, 98, 100, 110, 111, 135, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 41, 52, 81, 95, 98, 129, 144

Demandes directes pour les conventions nos 3, 14, 26, 52, 95, 99, 100, 110, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Croatie

56 conventions en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 90, 91, 92, 102, 103, 106, 113, 116, 119, 121, 132, 135, 136, 139, 147, 148, 155, 156, 159, 161, 162

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 74, 87, 98, 100, 103, 106, 111, 122, 132, 162, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 98, 111, 162

Demandes directes pour les conventions nos 9, 14, 29, 90, 91, 100, 111, 122, 129, 132, 138, 162

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85, 87	86, 88, 89, 90

Cuba

73 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 45, 52, 53, 63, 67, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 103, 104, 106, 107, 108, 110, 113, 116, 120, 131, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 145, 148, 150, 151, 152, 155, 159

18 rapports demandés sur l'application des conventions

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 4, 14, 30, 52, 87, 92, 98, 100, 101, 103, 106, 107, 110, 111, 122, 140, 142

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération mondiale du travail (CMT)

87

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 1, 87, 98, 103

Demandes directes pour les conventions nos 1, 4, 98, 100, 110, 111, 122, 131, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88	89, 90

Danemark

61 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 6, 8, 9, 11, 12, 14, 16, 18, 19, 21, 27, 42, 52, 53, 73, 80, 88, 92, 94, 102, 106, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 126, 130, 133, 134, 135, 139, 141, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 159, 160, 163, 167, 169, 180

21 rapports demandés sur l'application des conventions

- 10 rapports reçus: Conventions nos 9, 14, 29, 87, 98, 100, 102, 106, 118, (182)
- 11 rapports non reçus: Conventions nos 52, 111, 119, 120, 122, 129, 139, 142, 144, 149, 169

Groenland

- Aucun rapport reçu: Conventions nos 7, 14, 29, 87, 106, 122, 126

Iles Féroé

- Aucun rapport reçu: Conventions nos 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 16, 18, 19, 27, 29, 52, 53, 87, 92, 98, 105, 106, 126

7 rapports demandés

21 rapports demandés

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Sulinermik Inuussutissarsiateqartut Kattufiat (SIK) 169

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 169

Demandes directes pour les conventions nos 52, 87, 100, 106, 119, 120, 122, 129, 138, 139, 144, 169

Demande directe sur la soumission

Groenland

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 6, 14, 106, 122

Iles Féroé

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 9, 16, 92

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88	89, 90

Djibouti

62 conventions en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 2, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 33, 35, 36, 37, 38, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 58, 63, 69, 71, 73, 77, 78, 88, 89, 91, 94, 95, 96, 99, 101, 106, 108, 115, 120, 123, 124, 125, 126

41 rapports demandés sur l'application des conventions

· 11 rapports reçus: Conventions nos 1, 9, 19, 26, 29, 87, 95, 99, 100, 120, 122

· 30 rapports non reçus: Conventions nos 5, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 33, 44, 45, 52, 53, 58, 69, 73, 77, 78, 81, 89, 91, 98, 101, 105, 106, 123, 124, 125, 126

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 19, 81, 87, 95, 120

Demandes directes pour les conventions nos 1, 19, 26, 29, 53, 69, 73, 91, 99, 100, 105, 106, 125

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-65, 67, 71-72, 83	66, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

République dominicaine

31 conventions en vigueur

Membre depuis 1924

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 19, 26, 45, 52, 77, 79, 80, 88, 90, 95, 104, 106, 107, 119, 150, 159, 167, 171, 172

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 52, 87, 98, 100, 106, 107, 111, (122), 144, 171, 172, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 111, 138

Demandes directes pour les conventions nos 26, 111, 138, 172

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Dominique

23 conventions en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 26, 94, 95, 97, 108, 169

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· 5 rapports reçus: Conventions nos 26, 87, 98, 100, 111

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 14, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 138

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-79, 87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Egypte

62 conventions en vigueur

Membre depuis 1936

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 9, 11, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 96, 101, 104, 106, 107, 115, 116, 118, 131, 134, 135, 137, 139, 142, 145, 147, 148, 149, 150, 152, 159

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 52, 87, 89, 94, 98, 100, 101, 106, 107, 111, 118, 139, 142, 144, 149

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Fédération des syndicats égyptiens (FGTU)

30, 94, 107, 149

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 92, 94, 98, 106, 139

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 87, 89, 98, 106

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

El Salvador

25 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

12, 77, 78, 88, 99, 104, 107, 131, 141, 142, 150, 155, 156, 159, 160

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 100, 107, 111, 122, 142, 144, (150)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL) 29, 100, 105, 111, 138, 182
- Syndicat Intégration nationale des peuples indigènes 107

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 111, 122, 141, 142

Demandes directes pour les conventions nos 99, 100, 111, 131, 144, 150, 156

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-61, 63(C149), 64(C150), 67(C155; C156; R164; R165), 69(C159; R168), 71-72, 74-81, 87	62, 63(C148; R156; R157), 64(C151; R158; R159), 65, 66, 67(C154; R163), 68, 69(R167), 70, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Emirats arabes unis

9 conventions en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 89

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· 6 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 89, (111), 138, (182)

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 1, 105

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL) 29, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 138

Demandes directes pour les conventions nos 1, 29, 105, 138

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-90	-

Equateur

55 conventions en vigueur

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 11, 24, 26, 45, 77, 78, 86, 88, 95, 97, 101, 102, 103, 104, 106, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 127, 128, 130, 131, 136, 139, 141, 142, 148, 149, 152, 153, 159, 162, 169

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 101, 103, 106, 110, 111, 117, 122, 142, 144, 148, 149, 152, 153, 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Front unitaire des travailleurs (FUT)

98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 98, 103, 111, 131, 153, 169

Demandes directes pour les conventions nos 98, 100, 103, 110, 111, 112, 114, 138, 139, 162, 169, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88, 90(P155)	89, 90(R193; R194)

Erythrée

7 conventions en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

4 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98, 100, 111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observation pour la convention no 111

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-89	82(P081), 84(P147), 90

Espagne

105 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1941 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 44, 45, 53, 55, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 102, 103, 106, 108, 113, 114, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 126, 127, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 172, 173, 176, 181

20 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 4, 14, 29, 30, 81, 101, 103, 105, 106, 117, 129, 132, 138, 140, 142, 153, 166, 172, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Union générale des travailleurs (UGT)

1, 14, 30, 81, 103, 106, 117, 132, 142

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 53, 103, 136, 138

Demandes directes pour les conventions nos 4, 81, 103, 114, 115, 120, 122, 123, 131, 136, 138, 172

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-62, 63(C148; R156), 64-72, 74, 75(C167; R175), 76-79, 82, 85, 87	63(C149; R157), 75(C168; R176), 80, 81, 83, 84, 86, 88, 89, 90

Estonie

32 conventions en vigueur

Membre depuis 1921, 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

2, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 22, 23, 27, 41, 45, 53, 108, 135, 174

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 41, 87, 98, 100, 144, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 9, 14, 29, 41, 87, 100

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-90	-

Etats-Unis

12 conventions en vigueur

Membre de 1934 à 1977 et depuis 1980

Conventions fondamentales

105, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

53, 55, 58, 74, 80, 147, 150, 160, 176

3 rapports demandés sur l'application des conventions

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 105, (176), 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-60, 66-72, 74-89	90

Ethiopie

20 conventions en vigueur

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions

2, 11, 14, 80, 88, 106, 116, 155, 156, 158, 159, 181

6 rapports demandés sur l'application des conventions

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 87, 98, 100, 106, 111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 14, 87, 98, 111

Demandes directes pour les conventions nos 100, 105, 106, 111, 138, 181

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89	88(R191), 90

Ex-République yougoslave de Macédoine

67 conventions en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

58 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 29, 32, 45, 53, 56, 69, 73, 74, 81, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 98, 100, 102, 103, 106, 111, 113, 114, 119, 121, 122, 126, 129, 131, 132, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demande directe pour la convention no 98

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 90

Fidji

21 conventions en vigueur

Membre depuis 1974

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

8, 11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 108, 169

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· 6 rapports reçus: Conventions nos 26, 58, 84, 85, (144), (169)

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 29, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 29, 85, 105, 169

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Finlande

81 conventions en vigueur

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 27, 47, 53, 73, 80, 88, 92, 94, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 124, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 168, 173, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 184

14 rapports demandés sur l'application des conventions

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 47, 87, 98, 100, 111, 122, 132, 140, 142, 144, 149, 175, 177

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|---|-------------------|
| • Commission des employeurs des collectivités locales (KT) | 87 |
| • Confédération de l'industrie et des employeurs de Finlande (TT) | 47, 100, 122 |
| • Confédération finlandaise des salariés (STTK) | 122 |
| • Département de gestion du personnel du secteur public (VTML) | 87, 100, 111, 142 |
| • Organisation centrale des syndicats finlandais (SAK) | 47, 87, 111, 122 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 100

Demandes directes pour les conventions nos 14, 47, 87, 98, 100, 132, 138, 173, 175, 177

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

France

97 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 82, 84, 85, 88, 90, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 102, 106, 108, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 152, 156, 158, 159

20 rapports demandés sur l'application des conventions

· 18 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 29, 52, 87, 98, 100, 101, 106, 111, 122, 134, 140, 144, 145, 149, 152, (182)

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 82, 142

Guadeloupe

19 rapports demandés

· 13 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 52, 87, 89, 98, 100, 101, 106, 111, 142, 144, 149

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 58, 69, 74, 112, 113, 125

Guyane française

22 rapports demandés

· 16 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 52, 87, 89, 98, 100, 101, 106, 111, 120, 135, 141, 142, 144, 149

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 58, 69, 74, 112, 113, 125

Martinique

19 rapports demandés

· 13 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 52, 87, 89, 98, 100, 101, 106, 111, 142, 144, 149

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 58, 69, 74, 112, 113, 125

Nouvelle-Calédonie

22 rapports demandés

· 4 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 106, 122

· 18 rapports non reçus: Conventions nos 29, 52, 82, 87, 89, 95, 98, 100, 101, 111, 120, 127, 129, 131, 141, 142, 144, 149

Polynésie française

15 rapports demandés

· 14 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 52, 82, 87, 89, 98, 100, 101, 106, 111, 122, 142, 144

· 1 rapport non reçu: Convention no 149

Réunion

19 rapports demandés

· 13 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 52, 87, 89, 98, 100, 101, 106, 111, 142, 144, 149

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 58, 69, 74, 112, 113, 125

Saint-Pierre-et-Miquelon

19 rapports demandés

· 16 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 52, 82, 87, 89, 98, 100, 101, 106, 111, 122, 142, 144, 146, 149

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 58, 69, 125

Terres australes et antarctiques françaises

6 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 58, 69, 74, 87, 98, 111

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération française démocratique du travail (CFDT)

87, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 81, 115, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 52, 87, 98, 106, 122, 131, 137, 142

Demande directe sur la soumission

Guadeloupe

Observations pour les conventions nos 115, 129

Demandes directes pour les conventions nos 89, 100, 111, 131, 142

Guyane française

Observation pour la convention no 115

Demandes directes pour les conventions nos 14, 89, 100, 101, 106, 111, 131, 141, 142

Martinique

Observation pour la convention no 115

Demandes directes pour les conventions nos 89, 100, 111, 131, 142

Nouvelle-Calédonie

Demande directe générale

Observation pour la convention no 127

Demandes directes pour les conventions nos 10, 33, 89, 95, 100, 106, 129, 131, 142, 144, 149

Polynésie française

Observations pour les conventions nos 19, 129
Demandes directes pour les conventions nos 100, 106, 111, 131, 142, 149

Réunion

Observation pour la convention no 115
Demandes directes pour les conventions nos 89, 100, 111, 131, 142

Saint-Pierre-et-Miquelon

Demandes directes pour les conventions nos 14, 89, 100, 106, 111, 115, 131, 142

Terres australes et antarctiques françaises

Demande directe générale
Demandes directes pour les conventions nos 58, 87, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-84, 87	85, 86, 88, 89, 90

Gabon

35 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 33, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 101, 106, 123, 124, 135, 150, 154, 158

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 41, 52, 87, 98, 100, 101, 106, 111, 144, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 81
Demandes directes pour les conventions nos 3, 14, 26, 41, 52, 87, 95, 99, 100, 106, 111, 123
Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 75-81, 87	74, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Gambie

8 conventions en vigueur

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· 4 rapports reçus: Conventions nos (87), (98), (100), (111)
· 4 rapports non reçus: Conventions nos (29), (105), (138), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale
Demandes directes pour les conventions nos 87, 98
Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Géorgie

15 conventions en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

52, 88, 117, 142, 151, 181

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 52, 87, 98, 100, 111, 117, 122, 138, 142

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observation pour la convention no 122

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 117, 138, 142

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
85, 86-87	80, 81, 82, 83, 84, 88, 89, 90

Ghana

46 conventions en vigueur

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 8, 11, 14, 15, 16, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 69, 74, 88, 89, 90, 92, 94, 96, 103, 106, 107, 108, 115, 116, 117, 119, 120, 148, 149, 150, 151

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· 1 rapport reçu: Convention no 103

· 13 rapports non reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 87, 89, 94, 98, 100, 106, 107, 111, 117, 149

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 30, 87, 89, 94, 103

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 100, 117, 149

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-79, 83, 84(C178; C179; C180; P147; R187), 85-87	80, 81, 82, 84(R185; R186), 88, 89, 90

Grèce

63 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 23, 27, 42, 45, 52, 55, 62, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 80, 88, 90, 92, 95, 102, 103, 106, 108, 115, 124, 126, 133, 134, 135, 136, 141, 142, 147, 149, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 180

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 52, 87, 95, 98, 100, 103, 106, 111, 122, 142, 144, 149, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 100, 115

Demandes directes pour les conventions nos 68, 92, 100, 115, 122, 133, 144

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Grenade

26 conventions en vigueur

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 99, 108

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 81, 87, 98, 100, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 26, 81, 87, 100, 144

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-80, 82(C176), 83(C177), 84(C178), 87	81, 82(P081; R183), 83(R184), 84(C179; C180; P147; R185; R186; R187), 85, 86, 88, 89, 90

Guatemala

67 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 11, 13, 14, 16, 19, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 77, 78, 79, 80, 86, 88, 89, 90, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 103, 104, 106, 108, 110, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 131, 141, 148, 149, 154, 156, 159, 160, 161, 162, 167, 169

20 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 50, 64, 87, 89, 98, 100, 101, 103, 106, 110, 111, 117, 122, 144, 149, 169, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération mondiale du travail (CMT) 87, 98, 182
- Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSTRAGUA) 1, 14, 30, 50, 64, 87, 89, 95, 98, 100, 101, 106, 110, 111, 117, 122, 144, 149, 169

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 1, 14, 29, 30, 87, 94, 98, 100, 101, 103, 106, 111, 144, 169

Demandes directes pour les conventions nos 58, 87, 89, 95, 100, 103, 110, 111, 117, 120, 131, 149, 169

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74(C164; C165; C166; R173; R174), 75(C167; R175), 76, 78(R179), 79, 80(R181), 81(R182), 82-83, 84(C179), 85(C181), 87-90	74(C163), 75(C168; R176), 77, 78(C172), 80(C174), 81(C175), 84(C178; C180; P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86

Guinée

50 conventions en vigueur

Membre depuis 1959

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

3, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 26, 45, 62, 89, 90, 94, 95, 99, 113, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159

38 rapports demandés sur l'application des conventions

· 23 rapports reçus: Conventions nos 3, 13, 26, 29, 81, 87, 89, 94, 95, 98, 99, 100, 105, 111, 112, 119, 120, 122, 132, 133, 135, 144, 149

· 15 rapports non reçus: Conventions nos 10, 14, 16, 33, 62, 113, 117, 118, 121, 134, 139, 140, 142, 152, 159

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 26, 81, 87, 98, 99, 105, 118, 120, 121, 122, 140, 144

Demandes directes pour les conventions nos 3, 10, 16, 29, 33, 62, 89, 100, 111, 113, 117, 118, 132, 136, 139, 142, 152, 159

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56, 58-72, 74-83	84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Guinée-Bissau

30 conventions en vigueur

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 4, 6, 7, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 89, 98, 100, 106, 107, 111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 29, 98, 100, 106

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-78, 79(C173), 80(C174), 81(C175), 82(C176), 84(C179), 85(C181), 87	79(R180), 80(R181), 81(R182), 82(P081; R183), 83, 84(C178; C180; P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89, 90

Guinée équatoriale

14 conventions en vigueur

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions

1, 14, 30, 68, 92, 103

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 14, (29), 30, (68), (87), (92), (98), 100, 103, (105), (111), 138, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 1, 30

Demandes directes pour les conventions nos 100, 138

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72, 74-79, 84, 87	80, 81, 82, 83, 85, 86, 88, 89, 90

Guyana

41 conventions en vigueur

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

2, 11, 12, 19, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 108, 115, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 149, 150, 151, 166, 172, 175

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 139, 140, 142, 144, 149, 172, 175, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 129, 139

Demandes directes pour les conventions nos 98, 100, 111, 129, 131, 138, 140, 142, 144, 166, 172, 175

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-85, 87-89	86, 90

Haïti

23 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 5, 12, 14, 17, 19, 24, 25, 30, 42, 45, 77, 78, 90, 106, 107

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 14, 19, 24, 25, 29, 30, 77, 78, 81, 87, 90, 98, 100, 105, 106, 107, 111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 14, 24, 25, 29, 81, 87, 98, 100, 106

Demandes directes pour les conventions nos 77, 78, 81, 87, 100

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-66, 67(C156; R165), 69-72, 74, 75(C167)	67(C154; C155; R163; R164), 68, 75(C168; R175; R176), 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Honduras

22 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1955

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

14, 27, 32, 42, 45, 62, 78, 95, 106, 108, 116, 169

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 87, 98, 100, 106, 111, 122, 169, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 100, 138, 169

Demandes directes pour les conventions nos 42, 81, 100, 111, 138, 169

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-90	-

Hongrie

57 conventions en vigueur

Membre depuis 1922

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 6, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 24, 26, 27, 42, 45, 77, 78, 88, 95, 99, 115, 124, 127, 132, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 145, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 181, 183

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· 11 rapports reçus: Conventions nos 14, 87, 98, 100, 103, 111, 122, 132, 140, 142, 144

· 1 rapport non reçu: Convention no 165

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 99, 100, 122, 129, 163, 164, 165, 166

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88, 90(R193)	89, 90(P155; R194)

Iles Salomon

14 conventions en vigueur

Membre depuis 1984

Conventions fondamentales

29

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 42, 45, 94, 95, 108

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 29, 42, 45, 81, 84, 94, 95, 108

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observation pour la convention no 8

Demandes directes pour les conventions nos 14, 16, 26, 29, 81, 95

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74	70, 71, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Inde

37 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 4, 5, 6, 11, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 32, 42, 45, 80, 88, 89, 90, 107, 115, 116, 118, 123, 136, 141, 147, 160

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 89, 100, 107, 111, 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Chemical Mazdoor Sabha 107
- Confédération internationale des syndicats libres (CISL) 29

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 100, 107

Demandes directes pour les conventions nos 100, 105, 107

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Indonésie

16 conventions en vigueur

Membre depuis 1950

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

19, 27, 45, 69, 88, 106, 120

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 69, 87, 98, 100, 106, 111, 138, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 106, 111, 138

Demandes directes pour les conventions nos 19, 87, 98, 100, 106, 111, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-72, 74-90	-

République islamique d'Iran

12 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

14, 19, 95, 104, 106, 108

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 100, 105, 106, 111, 122

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 95, 111

Demandes directes pour les conventions nos 14, 100, 106

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 85, 87-89	84, 86, 90

Iraq

59 conventions en vigueur

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 8, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 77, 78, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 106, 107, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 131, 132, 135, 136, 137, 139, 140, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 167, 172

38 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 11, 14, 16, 19, 29, 30, 77, 78, 81, 89, 92, 98, 100, 106, 107, 111, 118, 119, 120, 122, 131, 132, 135, 137, 138, 139, 140, 142, 144, 145, 146, 148, 149, 152, 153, (172), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-84, 85(C181), 86-87, 89(R192)	85(R188), 88, 89(C184), 90

Irlande

58 conventions en vigueur

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 6, 8, 11, 12, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 44, 49, 53, 62, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 92, 96, 99, 102, 108, 116, 118, 121, 124, 132, 139, 142, 147, 155, 159, 160, 172, 176, 177, 178, 179, 180

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 23, 87, 98, 100, 111, 122, 132, 142, 144, 172, 177

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 122

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 99, 100, 111, 132, 138, 160, 172, 177

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90

Islande

20 conventions en vigueur

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

2, 11, 91, 102, 108, 139, 147, 155, 156, 159

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· 5 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 122, 144

· 1 rapport non reçu: Convention no 111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 122, 138, 156

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88	89, 90

Israël

42 conventions en vigueur

Membre depuis 1949

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 9, 14, 19, 20, 30, 48, 52, 53, 77, 78, 79, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 101, 102, 106, 116, 117, 118, 133, 134, 136, 141, 142, 147, 150

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· 6 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 52, 101, 106

· 7 rapports non reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 117, 122, 142

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 98, 100, 111, 117, 122, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56, 58-72, 74-89	90

Italie

92 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 45, 48, 53, 55, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 106, 108, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 159, 160, 164, 167, 170, 175, 181, 183

16 rapports demandés sur l'application des conventions

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 14, 74, 87, 98, 100, 106, 111, 117, 122, 132, 142, 144, 149, 175, (183)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération générale de l'industrie (CONFINDUSTRIA) 152, 159, 181
- Confédération générale italienne du travail (CGIL), Confédération italienne des syndicats des travailleurs (CISL), Union italienne du Travail (UIL) 14
- Union Générale du Travail (UGL) 175, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 115

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 68, 87, 99, 100, 115, 129, 132, 137, 138, 159, 175, 181

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Jamaïque

25 conventions en vigueur

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

8, 11, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 94, 97, 117, 149, 150

9 rapports demandés sur l'application des conventions

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 105, 111, 117, 122, 144, 149

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 98, 105

Demandes directes pour les conventions nos 26, 94, 100, 111, 122, 144

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90

Japon

39 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1940 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 8, 9, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 45, 50, 69, 73, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 121, 131, 134, 139, 142, 147, 156, 159, 181

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 122, 142, 156, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|--|---------------------------|
| • Confédération des syndicats japonais (JTUC-RENGO) | 29, 87, 98, 100, 142, 156 |
| • FKTU/KCTU | 29 |
| • Syndicat de la construction navale et du génie maritime du Japon (ALSEU) | 100 |
| • Syndicat des employés de l'école de médecine de l'Université d'Okayama | 100 |
| • Syndicat national japonais du personnel hospitalier (JNHU) | 100, 156 |
| • Syndicat Zentoitsu | 87, 98, 182 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 156

Demandes directes pour les conventions nos 120, 122, 131, 142, 156, 181

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-90	-

Jordanie

21 conventions en vigueur

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

106, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 135, 142, 150, 159

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 98, 100, 106, 111, 117, 122, 142

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 98, 106, 111

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-89	90

Kazakhstan

16 conventions en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

88, 135, 148, 155

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· 7 rapports reçus: Conventions nos (81), (87), (88), (98), (129), (135), (144)

· 4 rapports non reçus: Conventions nos (29), (100), (105), (138)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 122, 135

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Kenya

43 conventions en vigueur

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

2, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 26, 27, 32, 45, 50, 63, 64, 65, 86, 88, 89, 94, 97, 99, 118, 131, 132, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 143, 146, 149

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· 14 rapports reçus: Conventions nos 14, 19, 29, 81, (100), 105, (111), 129, 132, 138, 140, 142, 149, (182)

· 1 rapport non reçu: Convention no 89

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 81, 98, 129, 138

Demandes directes pour les conventions nos 19, 29, 99, 131, 137, 142

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-87	82(P081), 84(P147), 88, 89, 90

Kirghizistan

46 conventions en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

11, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 133, 134, 142, 147, 148, 149, 150, 154, 159, 160

43 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 14, 16, 23, 27, 29, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, (81), 87, 90, 92, 95, 98, 100, 103, (105), 106, 108, 111, 113, 115, 119, 120, 122, 124, 126, (133), 134, 138, 142, 147, 148, 149, 159, 160

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 95, 122, 159

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 52, 77, 78, 79, 87, 95, 98, 100, 124, 148, 149, 160

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Kiribati

4 conventions en vigueur

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105

2 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos (29), (105)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	88, 89, 90

Koweït

18 conventions en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 30, 52, 89, 106, 116, 117, 119, 136, 159

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 29, 30, 52, 81, 89, 105, 106, 117, 138, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 1, 30, 105, 106

Demandes directes pour les conventions nos 81, 138, 144, 159, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-76, 78-79, 80(C174), 81-85, 87-88, 90	77, 80(R181), 86, 89

République démocratique populaire lao

4 conventions en vigueur

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29

Autres conventions

4, 6, 13

3 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 4, 13, 29

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 4, 13

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81	82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Lesotho

22 conventions en vigueur

Membre de 1966 à 1971 et depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

11, 14, 19, 26, 45, 64, 65, 135, 150, 155, 158, 167

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· 6 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, (81), (138), (158), (182)

· 3 rapports non reçus: Conventions nos (105), (150), (155)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Demande directe pour la convention no 26

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-53, 66-72, 74-81, 82(C176; R183), 83-87	82(P081), 88, 89, 90

Lettonie

44 conventions en vigueur

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

87, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

3, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 24, 106, 108, 115, 119, 120, 131, 132, 135, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 154, 155, 158, 160, 173

20 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 7, 9, 14, 81, 87, 100, 105, 106, 108, 119, 120, 122, 129, 131, 132, 135, 142, 149, 158

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 100

Demandes directes pour les conventions nos 3, 14, 87, 100, 106, 131, 135

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173), 80	79(R180), 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Liban

43 conventions en vigueur

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 8, 9, 14, 17, 19, 26, 30, 45, 52, 58, 59, 71, 73, 74, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 106, 115, 120, 127, 131, 133, 136, 139, 142, 147, 159, 172, 176

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 52, 81, 89, 105, 106, 142, 172, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 29

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 52, 74, 90, 100, 106, 120, 131

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Libéria

23 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

22, 23, 53, 55, 58, 65, 92, 104, 108, 112, 113, 114, 133, 147, 150

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 22, 23, 29, 53, 55, 58, 87, 92, 98, 105, 108, 111, 112, 113, 114, (133), 147

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 22, 29, 55, 58, 87, 92, 98, 105, 112, 113, 114, 133

Demandes directes pour les conventions nos 29, 53, 111, 147

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-76, 77(C170; C171; R177; R178), 78-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-87	77(P089), 82(P081), 84(P147), 88, 89, 90

Jamahiriya arabe libyenne

28 conventions en vigueur

Membre depuis 1952

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 3, 14, 26, 52, 53, 88, 89, 95, 96, 102, 103, 104, 118, 121, 128, 130, 131

19 rapports demandés sur l'application des conventions

· 7 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 95, 102, 103, 118, (182)

· 12 rapports non reçus: Conventions nos 1, 14, 52, 89, 96, 105, 121, 122, 128, 130, 131, 138

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 103, 121, 122, 128, 130, 131

Demandes directes pour les conventions nos 52, 81, 100, 121, 128, 130, 138

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Lituanie

35 conventions en vigueur

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 6, 11, 14, 19, 24, 27, 47, 73, 79, 80, 88, 90, 108, 116, 127, 131, 135, 142, 154, 159, 160, 171, 173, 183

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 4, 14, 29, 47, 81, 105, 138, 142, 171

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 4, 14, 29, 47, 81, 105, 131, 138, 173

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-90	-

Luxembourg

64 conventions en vigueur

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 53, 55, 56, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 92, 96, 102, 103, 108, 116, 121, 130, 132, 135, 142, 147, 150, 151, 155, 158, 159, 166, 172, 175

28 rapports demandés sur l'application des conventions

· 27 rapports reçus: Conventions nos 1, 9, 13, 14, 19, 26, 29, 30, 68, 81, 87, 92, 100, 103, 105, (111), 132, 138, (142), (150), (151), (155), (158), (159), 166, (175), (182)

· 1 rapport non reçu: Convention no 135

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 87, 100, 138, 151, 166

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88, 90	89

Madagascar

34 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

4, 6, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 41, 88, 95, 97, 116, 117, 118, 119, 120, 123, 124, 127, 132, 159, 173

19 rapports demandés sur l'application des conventions

· 14 rapports reçus: Conventions nos 14, 26, 29, 41, 87, 88, 100, 119, 120, 122, 132, (138), 159, 173

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 81, (97), 117, 129, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 119, 120

Demandes directes pour les conventions nos 26, 41, 81, 87, 88, 122, 123, 129, 132, 159, 173

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-54, 56, 58-68, 69(C159; R168), 70, 79, 87	55, 69(R167), 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Malaisie

Membre depuis 1957

14 conventions en vigueur

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

50, 64, 65, 88, 95, 119, 123

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 100, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 29, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56, 58-72, 74-90	-

Malaisie péninsulaire

5 conventions en vigueur

Autres conventions

11, 12, 17, 19, 45

1 rapport demandé sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 19

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 19

Sabah

4 conventions en vigueur

Autres conventions

16, 86, 94, 97

1 rapport demandé sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 97

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 97

Demande directe pour la convention no 94

Sarawak

7 conventions en vigueur

Autres conventions

11, 12, 14, 16, 19, 86, 94

1 rapport demandé sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 14

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 14, 19

Malawi

29 conventions en vigueur

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 97, 99, 104, 107, 149, 150, 158, 159

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 81, 89, 105, 107, 129, 138, 149, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 81, 129, 138

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 89, 99, 105, 107, 138, 149, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Mali

25 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 95, 135, 141, 151, 159

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· 7 rapports reçus: Conventions nos 14, 18, 29, 52, 81, 105, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 19, 159

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 81

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 29, 52, 105, 159, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-78, 82-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 87-88	79, 80, 81, 84(P147), 85, 86, 89, 90

Malte

55 conventions en vigueur

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129

Autres conventions

1, 2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 26, 32, 35, 36, 42, 43, 45, 49, 53, 62, 73, 74, 77, 78, 88, 95, 96, 99, 106, 108, 117, 119, 124, 127, 131, 132, 135, 136, 141, 147, 148, 149, 159, 180

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 81, 105, 106, 117, 129, 132, 138, 149, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 81, 106, 119, 129, 131, 132, 138

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-90	-

Maroc

48 conventions en vigueur

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

2, 4, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 26, 27, 30, 41, 42, 45, 52, 55, 65, 80, 94, 99, 101, 104, 106, 108, 116, 119, 135, 136, 145, 146, 147, 158, 178, 179, 180, 181

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 4, 14, 29, 30, 52, 81, 101, 105, 106, (108), 119, 129, 136, 138, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL) 29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 4, 81, 100, 111, 129, 136, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 30, 52, 81, 98, 99, 100, 106, 111, 122, 129, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83-87	82(P081), 88, 89, 90

Maurice

30 conventions en vigueur

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

2, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 26, 32, 42, 74, 86, 94, 95, 97, 99, 108, 137, 160, 175

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 94, 105, 138, 175, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Fédération syndicale des Corps Constitués (FSCC)

105

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 81, 94, 108, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 81, 94, 99, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56, 58-72, 74-90	-

Mauritanie

39 conventions en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

3, 6, 11, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 33, 52, 53, 58, 62, 89, 90, 91, 94, 95, 96, 101, 102, 112, 114, 116, 118

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· 13 rapports reçus: Conventions nos 3, 14, 29, 52, 53, 81, 89, (98), 101, 105, 118, (138), (182)

· 2 rapports non reçus: Conventions nos (100), 102

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM)
- Confédération mondiale du travail (CMT)

29, 87, 98, 100

29

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 102, 122

Demandes directes pour les conventions nos 3, 26, 98, 105

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-80, 82(C176; R183), 83(R184), 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 87-89	81, 82(P081), 83(C177), 84(P147), 86, 90

Mexique

67 conventions en vigueur

Membre depuis 1931

Conventions fondamentales

29, 87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 26, 27, 30, 42, 43, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 58, 80, 90, 95, 96, 99, 102, 106, 108, 110, 112, 115, 116, 118, 120, 123, 124, 131, 134, 135, 140, 141, 142, 150, 152, 153, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 166, 167, 169, 170, 172, 173

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· 14 rapports reçus: Conventions nos 14, 22, 29, 30, 52, 105, 106, 110, 140, 142, 153, (159), 172, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des chambres industrielles des Etats-Unis du Mexique (CONCAMIN) 140, 142
- Front authentique du travail (FAT) 169

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 22, 29, 87

Demandes directes pour les conventions nos 53, 58, 110, 112, 120, 131, 140, 142, 172

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89	90

République de Moldova

33 conventions en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

11, 47, 88, 95, 99, 103, 108, 117, 119, 127, 131, 132, 135, 141, 142, 151, 154, 155, 158, 181, 184

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 47, 81, 95, 103, 105, (108), 117, 129, 132, 138, (142), (181)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 100, 103, 117, 129, 131, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-89	90

Mongolie

13 conventions en vigueur

Membre depuis 1968

Conventions fondamentales

87, 98, 100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

103, 123, 135, 155, 159

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· 9 rapports reçus: Conventions nos 59, 87, 111, 122, (135), (144), (155), (159), (182)

· 4 rapports non reçus: Conventions nos 98, 100, 103, 123

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 100, 103, 111, 122, 123, 135, 144, 159

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56, 58-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Mozambique

18 conventions en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 11, 14, 17, 18, 30, 88

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 30, 81, 105

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 88, 105, 122

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Myanmar

19 conventions en vigueur

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87

Autres conventions

1, 2, 6, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 42, 52, 63

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 52, 87

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

29

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 26, 29, 52, 87

Demandes directes pour les conventions nos 2, 22, 26

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Namibie

10 conventions en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

150, 158

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, (111), 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
78-87, 90(R194)	88, 89, 90(P155; R193)

Népal

9 conventions en vigueur

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

14, 131

3 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 100, 138

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 100, 131, 138

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-81, 83, 85, 87	82, 84, 86, 88, 89, 90

Nicaragua

54 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 45, 63, 77, 78, 88, 95, 110, 115, 117, 119, 127, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 146

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 3, 4, 14, 29, 30, 105, 110, 117, 138, 140, 142, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 3, 122

Demandes directes pour les conventions nos 3, 4, 100, 110, 131, 138, 140, 142

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-90	-

Niger

31 conventions en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 65, 95, 102, 104, 116, 117, 119, 131, 135, 142, 148, 154, 156, 158

16 rapports demandés sur l'application des conventions

· 10 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 95, 105, 117, 119, 131, 138, (182)

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 6, 13, 14, 102, 135, 142

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

29

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 105, 138, 142, 156

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87-88	83, 84, 85, 86, 89, 90

Nigéria

30 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

8, 11, 16, 19, 26, 32, 45, 50, 64, 65, 88, 94, 95, 97, 104, 116, 123, 133, 134, 155

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 95, 105, 133, 134

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 105, 123

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 81, 94, 95, 133

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-79, 81-82, 87	80, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Norvège

90 conventions en vigueur

Member depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 43, 47, 49, 50, 53, 56, 68, 69, 71, 73, 80, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 97, 102, 108, 113, 115, 116, 118, 119, 120, 126, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 164, 167, 168, 169, 170, 176, 178, 179, 180

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 30, 47, 81, 105, 115, 129, 132, 138, 142, 149, 169, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|--|----------|
| • Confédération des syndicats de Norvège (LO) | 137 |
| • Confédération du commerce et de l'industrie norvégienne (NHO) | 137, 170 |
| • Fédération norvégienne des syndicats des travailleurs du pétrole (OFS) | 87 |
| • Parlement Sami de Norvège | 169 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 81, 115, 129, 169, 170

Demandes directes pour les conventions nos 26, 68, 94, 115, 122, 137, 138

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89	90

Nouvelle-Zélande

50 conventions en vigueur

Member depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 26, 32, 42, 44, 47, 50, 52, 53, 58, 59, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 84, 88, 92, 97, 99, 101, 104, 116, 133, 134, 145, 160

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 47, 52, 81, 82, 101, 105, (160), (182)

Tokélaou

3 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 82, 105

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|--|---|
| • Business Nouvelle-Zélande | 47, 52, 81, 100, 101, 160, 182 |
| • Confédération internationale des syndicats libres (CISL) | 182 |
| • Conseil néo-zélandais des syndicats (NZCTU) | 14, 29, 47, 81, 101, 105, 111, 122, 160 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 14, 47, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 52, 81, 100, 101, 122

Demande directe sur la soumission

Tokélaou

Demande directe pour la convention no 29

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Oman

2 conventions en vigueur

Membre depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 182

2 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-90	-

Ouganda

27 conventions en vigueur

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 98, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 12, 17, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 123, 124, 143, 154, 158, 159, 162

16 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 17, 19, 26, 29, 81, 94, 98, 105, 122, 123, 143, 144, 154, 158, 162, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 17, 29, 81, 98, 105, 122

Demandes directes pour les conventions nos 26, 94, 123, 143, 144, 154, 158, 162

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Ouzbékistan

11 conventions en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

47, 52, 103, 135, 154

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos (29), (47), (52), (98), (100), (103), (105), (111), (122), (135), (154)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Pakistan

33 conventions en vigueur

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 4, 6, 11, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, 106, 107, 116, 118, 159

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· 4 rapports reçus: Conventions nos 16, 22, 29, 87

· 10 rapports non reçus: Conventions nos 1, 14, 81, 89, 98, (100), 105, 106, 107, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

- Fédération des syndicats du Pakistan (APFTU)

sur les conventions nos

18, 81, 87, 98, 100, 105, 107, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 98, 100, 105

Demandes directes pour les conventions nos 16, 18, 87, 98, 105, 107

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Panama

67 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

3, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 42, 43, 45, 52, 53, 55, 56, 64, 65, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 86, 88, 89, 92, 94, 95, 104, 107, 108, 110, 113, 114, 116, 117, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 159, 160, 181

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 29, 30, 52, 81, 89, 105, 107, 110, 117, 138, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 3, 100

Demandes directes pour les conventions nos 3, 26, 68, 81, 92, 100, 110, 113, 114, 122, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90

Papouasie-Nouvelle-Guinée

24 conventions en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

2, 8, 11, 12, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 45, 85, 99, 103, 158

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· 6 rapports reçus: Conventions nos 26, 29, (87), 99, (100), 122

· 6 rapports non reçus: Conventions nos (103), 105, (111), (138), (158), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observation pour la convention no 105

Demandes directes pour les conventions nos 26, 87, 99

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-87	88, 89, 90

Paraguay

34 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1937 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 11, 14, 26, 30, 52, 59, 77, 78, 79, 89, 90, 95, 99, 101, 106, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 159, 169

21 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 52, 79, 81, 87, 89, 90, 98, 101, 105, 106, 111, 117, 119, 120, 122, 169, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 79, 81, 87, 90, 98, 111, 120, 169

Demandes directes pour les conventions nos 1, 26, 30, 52, 81, 89, 99, 100, 117, 119, 122, 169

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-84, 87	85, 86, 88, 89, 90

Pays-Bas

82 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 44, 62, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 102, 103, 106, 113, 114, 115, 116, 118, 121, 124, 126, 128, 131, 133, 135, 137, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 169, 174, 175, 177, 180, 181

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 101, 103, 105, (106), 128, 129, 138, 140, 142, 169, (175)

Antilles néerlandaises

9 rapports demandés

· 4 rapports reçus: Conventions nos 9, 58, 81, 105

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 14, 29, 101, 106, 172

Aruba

21 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 9, 14, 29, 81, 87, 89, 94, 101, 105, (106), 114, 118, 121, 137, 138, 140, 142, 144, 145, 146, 147

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV)

103, 128, 175

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 81, 98, 103, 118

Demandes directes pour les conventions nos 14, 101, 103, 131, 135, 138, 175

Antilles néerlandaises

Demande directe générale

Observation pour la convention no 89

Demandes directes pour les conventions nos 33, 81, 106

Aruba

Observations pour les conventions nos 87, 94, 138, 144, 145

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 81, 87, 88, 94, 105, 106, 122, 131, 137, 138, 140, 146, 147

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89	90

Pérou

61 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 8, 9, 11, 12, 14, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 52, 53, 55, 56, 58, 59, 62, 67, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 99, 101, 102, 106, 112, 113, 114, 139, 151, 152, 156, 159, 169

16 rapports demandés sur l'application des conventions

· 13 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 24, 52, 55, 56, 67, 68, 71, 101, 102, 106, 169

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 29, 81, 105

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Association des inspecteurs du travail au ministère du travail et de la promotion sociale (AITMTPS) 81
- Association nationale des anciens fonctionnaires de l'Institut péruvien de sécurité sociale 102

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 81, 169

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 58, 81, 99, 112, 113, 159

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 85-87	84, 88, 89, 90

Philippines

28 conventions en vigueur

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

17, 19, 23, 53, 77, 88, 89, 90, 94, 95, 99, 110, 118, 141, 149, 157, 159, 176, 179

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· 5 rapports reçus: Conventions nos 87, 105, 138, 149, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 89, 110

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL) 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 89, 105

Demandes directes pour les conventions nos 23, 87, 99, 110, 122, 138

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Pologne

77 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 45, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 91, 92, 95, 96, 99, 101, 102, 103, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 127, 133, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 145, 147, 149, 151, 160, 176, 178

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 101, 103, 105, 108, 129, 138, 140, 142, 149, (176)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Syndicat national des infirmières et des sages-femmes de Pologne 95, 149

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 95, 129, 149

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 68, 91, 92, 99, 100, 122, 133, 138, 140

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Portugal

70 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 6, 8, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 88, 92, 95, 97, 102, 103, 104, 106, 107, 108, 115, 117, 120, 124, 127, 131, 132, 135, 137, 139, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 155, 156, 158, 159, 160, 162, 171, 176, 181

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 22, 29, 69, 81, 103, 105, 106, 107, 117, 129, 132, 138, 142, 149, 171, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 81, 103, 129, 146

Demandes directes pour les conventions nos 68, 81, 92, 103, 115, 120, 129, 138, 139

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90

Qatar

4 conventions en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 111, 182

Conventions prioritaires

81

3 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe pour la convention no 81

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-89	90

République démocratique du Congo

36 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 50, 62, 64, 88, 89, 94, 95, 102, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 135, 150, 158

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, (87), 89, 98, 100, 102, (105), (111), 117, 121, (135), (138), (144), 150, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

- Confédération mondiale du travail (CMT)
- Confédération syndicale du Congo (CSC)
- Conscience des travailleurs et paysans du Congo (CTPC)

sur les conventions nos

87
144
87, 98, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 87, 94, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos 26, 95, 98, 100, 102, 150

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Roumanie

47 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1942 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 22, 24, 27, 68, 88, 89, 92, 95, 108, 116, 117, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 147, 154, 163, 166, 168, 180, 183

12 rapports demandés sur l'application des conventions

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 3, 14, 29, 81, 89, 105, 117, 129, 138, (147), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Bloc de l'Union nationale (BUN)

1, 14, 87

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 138

Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 29, 89, 122, 131, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-90	-

Royaume-Uni

Membre depuis 1919

66 conventions en vigueur

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 8, 11, 12, 16, 17, 19, 22, 23, 24, 25, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 50, 56, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 83, 84, 85, 86, 92, 97, 102, 108, 114, 115, 116, 120, 124, 126, 133, 135, 140, 141, 142, 147, 148, 150, 151, 160, 178, 180

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 82, 105, 138, 140, 142, 182

Anguilla

7 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 29, 58, 82, 101, 105, 140

Bermudes

3 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 82, 105

Gibraltar

10 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 58, 81, 82, 87, 100, 105, 133, 135, 142

Guernesey

5 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 142, (182)

Ile de Man

4 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 101, 105

Iles Falkland (Malvinas)

4 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 29, 82, 105

Iles Vierges britanniques

8 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 10, 14, 26, 29, 58, 82, 87, 105

Jersey

4 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 140

Montserrat

6 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 26, 29, 82, 95, 105

Sainte-Hélène

7 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 17, 29, 58, 82, 87, 105

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 100, 105

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 100, 105, 120

Anguilla

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 94, 99, 140

Bermudes

Demande directe générale

Observation pour la convention no 82

Demande directe pour la convention no 115

Gibraltar

Demande directe pour la convention no 81

Guernesey

Demande directe pour la convention no 115

Ile de Man

Demandes directes pour les conventions nos 10, 81, 99

Iles Falkland (Malvinas)

Demande directe générale

Iles Vierges britanniques

Demande directe pour la convention no 26

Jersey

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 22, 81, 99, 115

Montserrat

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 95

Sainte-Hélène

Demandes directes pour les conventions nos 17, 29

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Fédération de Russie

51 conventions en vigueur

Membre de 1934 à 1940 et depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

11, 13, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 133, 134, 142, 147, 148, 149, 150, 155, 156, 159, 160, 162, 179

13 rapports demandés sur l'application des conventions

- 12 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 47, 52, 81, 103, 106, 126, 138, 142, 149, (179)
- 1 rapport non reçu: Convention no 105

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 122, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 98, 100, 103, 105, 106, 138, 150, 156

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-88	89, 90

Rwanda

27 conventions en vigueur

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 42, 50, 62, 64, 89, 94, 118, 123, 132, 135

8 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, (29), 81, 89, 105, 132, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 26, 81, 100, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 81, 89, 100, 132, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-79, 81, 87	80, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Sainte-Lucie

28 conventions en vigueur

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions

5, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 26, 50, 64, 65, 94, 95, 97, 101, 108, 154, 158

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 3 rapports reçus: Conventions nos 7, 29, 87

· 7 rapports non reçus: Conventions nos 14, 100, 101, 105, (154), (158), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Demande directe générale

Observation pour la convention no 100

Demandes directes pour les conventions nos 5, 26, 29, 87, 94, 95, 100

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154; R163), 68(C158; R166), 87	66, 67(C155; C156; R164; R165), 68(C157; P110), 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Saint-Kitts-et-Nevis

8 conventions en vigueur

Membre depuis 1996

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

144

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· 1 rapport reçu: Convention no (182)

· 7 rapports non reçus: Conventions nos (29), (87), (98), (100), (105), (111), (144)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Demande directe générale

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Saint-Marin

23 conventions en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

88, 103, 119, 140, 142, 143, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· 2 rapports reçus: Conventions nos 87, 103

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 140, 142, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération du travail de Saint-Marin

87, 98, 151

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 100, 103, 138, 140

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
69-72, 74-89	90

Saint-Vincent-et-les Grenadines

21 conventions en vigueur

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

5, 7, 10, 11, 12, 16, 19, 26, 94, 95, 101, 108, 180

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 9 rapports reçus: Conventions nos 11, 29, 81, (87), 94, (100), 105, (111), (182)

· 1 rapport non reçu: Convention no 101

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 5, 10, 26, 81, 87, 94, 105, 108

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
86, 87	82, 83, 84, 85, 88, 89, 90

Sao Tomé-et-Principe

12 conventions en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

87, 98, 100, 111

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

17, 18, 19, 88, 106, 159

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· 7 rapports reçus: Conventions nos 18, 19, 81, 87, 100, 144, 159

· 1 rapport non reçu: Convention no 106

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 81, 87, 144

Demandes directes pour les conventions nos 19, 81, 159

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Sénégal

32 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

4, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 52, 89, 95, 96, 99, 101, 102, 116, 117, 120, 121, 125, 135

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 19, 29, 52, 81, 89, 101, 105, 117, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 19, 26, 81, 89, 99, 125, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Serbie-et-Monténégro

67 conventions en vigueur

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

26 rapports demandés sur l'application des conventions

· 1 rapport reçu: Convention no 103

· 25 rapports non reçus: Conventions nos (12), (14), (19), (24), (25), (27), 29, (32), (81), (89), (90), (97), (102), (106), (113), (114), (121), 129, (132), 138, (140), (142), (143), (156), (158)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 102, 121, 122, 129, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
89	90

Seychelles

22 conventions en vigueur

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions

2, 8, 11, 16, 26, 50, 64, 65, 99, 108, 148, 149, 150, 151

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 149, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 26, 99, 105, 138, 150, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-88	89, 90

Sierra Leone

33 conventions en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

5, 7, 8, 15, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 86, 88, 94, 95, 99, 101, 119, 125, 126

26 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 16, 17, 19, 22, 26, 29, 32, 45, 58, 59, 81, 87, 88, 94, 95, 98, 99, 100, 101, 105, 111, 119, 125, 126, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 8, 17, 29, 59, 81, 88, 98, 101, 105, 111, 119, 125

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 95, 99, 100, 111, 126, 144

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-61, 62(C145; C147; R153; R155)	62(C146; R154), 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Singapour

22 conventions en vigueur

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

5, 7, 8, 11, 12, 15, 16, 19, 22, 32, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94

3 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-90	-

Slovaquie

64 conventions en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 34, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 45, 49, 52, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 136, 139, 140, 142, 148, 155, 156, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 173, 176, 183, 184

19 rapports demandés sur l'application des conventions

- 11 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 52, 128, 130, 138, 140, 142, 144, 182, (183)
- 8 rapports non reçus: Conventions nos 13, 29, 102, 105, 115, 120, 139, 173

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des syndicats de Slovaquie

144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 100, 122, 144

Demandes directes pour les conventions nos 1, 14, 26, 29, 52, 77, 78, 89, 99, 100, 102, 105, 115, 123, 138, 140, 173, 182, 183

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-83, 86-90	84, 85

Slovénie

72 conventions en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 108, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 147, 148, 149, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 173, 175

24 rapports demandés sur l'application des conventions

- 18 rapports reçus: Conventions nos 9, 14, 29, 81, 89, 91, 92, 100, 103, 105, 106, 119, 122, 126, 129, 132, 135, (147)
- 6 rapports non reçus: Conventions nos 138, 140, 142, (173), (175), (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Association des syndicats libres de Slovénie (AFTUS)

14, 106

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 9, 13, 14, 29, 81, 103, 106, 122, 131, 132, 138, 139, 140, 142

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-83, 84(C179), 87-90	84(C178; C180; P147; R185; R186; R187), 85, 86

Somalie

12 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 105, 111

Autres conventions

16, 17, 19, 22, 23, 45, 65, 94, 95

3 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 84, 105

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-75	76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Soudan

14 conventions en vigueur

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

2, 19, 26, 95, 117

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· 4 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 117

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 19, 122

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

29

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 26, 29, 81

Demandes directes pour les conventions nos 100, 117, 122

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Sri Lanka

31 conventions en vigueur

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

8, 11, 16, 18, 26, 45, 58, 80, 90, 95, 96, 99, 103, 106, 108, 110, 115, 116, 131, 135, 160

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 103, 106, 110, 138, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 81, 103

Demandes directes pour les conventions nos 29, 103, 110, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90

Suède

75 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21, 27, 47, 73, 80, 88, 92, 102, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 168, 170, 174, 175, 176, 178, 180

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 47, 81, 105, 129, 132, 138, 140, 142, 149, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 100, 122, 129, 152

Demandes directes pour les conventions nos 9, 100, 120, 140

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89	90

Suisse

47 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

2, 6, 8, 11, 14, 16, 18, 19, 23, 26, 27, 45, 62, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 128, 132, 136, 139, 141, 142, 150, 151, 153, 154, 159, 160, 162, 163, 168, 172, 173

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 105, 132, 138, 142, 153, 172, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Union patronale suisse (UPS) 132
- Union syndicale suisse (USS/SGB) 29, 105, 142

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 142, 144

Demandes directes pour les conventions nos 26, 132, 138, 163, 172, 173, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Suriname

28 conventions en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 13, 14, 17, 19, 27, 41, 42, 62, 88, 94, 95, 96, 101, 106, 112, 118, 135, 150, 151, 154

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 41, 81, 101, 105, 106

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 41, 81, 105, 122

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-89	90

Swaziland

31 conventions en vigueur

Membre depuis 1975

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

11, 12, 14, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 90, 94, 95, 96, 99, 101, 104, 123, 131, 160

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 14, 29, 81, 89, 96, 101, 105, 131

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 81, 96

Demandes directes pour les conventions nos 11, 81, 89, 100, 123, 131

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72, 74-81, 82(C176; R183), 83, 87	82(P081), 84, 85, 86, 88, 89, 90

République arabe syrienne

48 conventions en vigueur

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 11, 14, 17, 18, 19, 26, 30, 45, 52, 53, 63, 80, 88, 89, 94, 95, 96, 99, 101, 104, 106, 107, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 123, 124, 125, 131, 135, 136, 139

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 52, 81, 89, 101, 105, 106, 107, 117, 129, (138)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 19, 29, 81, 87, 95, 105, 118, 129

Demandes directes pour les conventions nos 29, 95, 98, 107, 129, 131

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-65, 67-69, 71-72, 74-76, 87-89	66, 70, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 90

Tadjikistan

43 conventions en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

11, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 133, 134, 142, 147, 148, 149, 159, 160

36 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 14, 16, 23, 29, 32, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 87, 90, 92, 95, 98, 100, 103, (105), 106, 111, 113, 115, 119, 120, 122, 124, 126, 133, 134, 138, 142, 148, 149, 160

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 122, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 47, 52, 77, 78, 95, 98, 100, 103, 115, 124, 126, 138, 142, 160

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-83, 86	84, 85, 87, 88, 89, 90

République-Unie de Tanzanie

34 conventions en vigueur

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

11, 12, 16, 17, 19, 26, 50, 59, 63, 64, 65, 86, 94, 95, 131, 134, 135, 137, 140, 142, 148, 149, 152, 154, 170

19 rapports demandés sur l'application des conventions

· 13 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 29, (87), 95, 105, 131, 134, 138, 140, 142, 170, (182)

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 19, 94, 135, 137, 144, 149

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 29, 105, 137, 142, 144

Demandes directes pour les conventions nos 12, 29, 87, 94, 95, 105, 131, 138, 140, 149

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56, 58-65, 67(C154; R163), 69-71, 76, 77(C170; R177), 82(P081), 87	66, 67(C155; C156; R164; R165), 68, 72, 74, 75, 77(C171; P089; R178), 78, 79, 80, 81, 82(C176; R183), 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Tanganyika

5 conventions en vigueur

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

45, 88, 101, 108

3 rapports demandés sur l'application des conventions

· 1 rapport reçu: Convention no 81

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 45, 101

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observation pour la convention no 81

Demande directe pour la convention no 81

Zanzibar

2 conventions en vigueur

Autres conventions

58, 97

2 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 58, 85

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Demande directe pour la convention no 58

Tchad

24 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

4, 5, 6, 11, 13, 14, 26, 33, 41, 95, 116, 132, 135, 151, 173

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· 11 rapports reçus: Conventions nos 14, 26, 41, 87, 98, 100, 111, 135, 144, (151), (173)

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 29, (132), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observations pour les conventions nos 26, 29, 87

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 41, 95, 100, 151

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-79, 84-87	80, 81, 82, 83, 88, 89, 90

République tchèque

63 conventions en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

1, 5, 10, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 42, 43, 45, 49, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 108, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 148, 150, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 176, 181

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 14, 87, 98, 100, 111, 122, 132, 140, 142, 144, 171, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération tchéco-morave des syndicats (CM KOS)

1, 132, 140

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 98, 111

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 87, 90, 99, 105, 120, 123, 132, 144, 150, 181

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-89	90

Thaïlande

13 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

14, 19, 80, 88, 104, 116, 123, 127

4 rapports demandés sur l'application des conventions

· 3 rapports reçus: Conventions nos 14, 29, 105

· 1 rapport non reçu: Convention no (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 29

Demande directe pour la convention no 123

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

République démocratique du Timor-Leste

Membre depuis 2003

Togo

18 conventions en vigueur

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 143

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 105, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 26, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90

Trinité-et-Tobago

17 conventions en vigueur

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

15, 16, 19, 50, 65, 97, 125, 147, 159

3 rapports demandés sur l'application des conventions

· 1 rapport reçu: Convention no 87

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 29, 105

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 87, 100, 105

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-90	-

Tunisie

51 conventions en vigueur

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 45, 52, 55, 62, 65, 73, 77, 88, 89, 90, 91, 95, 99, 104, 106, 107, 108, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 142, 150, 159

20 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 26, 29, 52, 81, 87, 89, 91, 99, 100, 105, 106, 107, 117, 119, 120, 122, 138, 142, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 81, 87, 122, 142

Demandes directes pour les conventions nos 26, 81, 87, 99, 100, 120, 138

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-90	-

Turkménistan

6 conventions en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos (29), (87), (98), (100), (105), (111)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90

Turquie

36 conventions en vigueur

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 11, 14, 26, 42, 45, 77, 80, 88, 94, 95, 96, 99, 102, 115, 116, 118, 119, 123, 127, 135, 142, 151, 158, 159

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 95, 105, 138, 142, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İS) 138
- Confédération turque des associations d'employeurs (TISK) 14, 29, 81, 95, 105, 138, 142, 158
- Türkiye Kamu-Sen 14, 29, 81, 87, 95, 98, 105, 138, 142

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 81, 87, 95, 98, 122, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 123, 138, 159

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90	-

Ukraine

49 conventions en vigueur

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

2, 11, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 132, 133, 135, 140, 142, 147, 149, 154, 156, 158, 159, 160

16 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 23, 29, 32, 47, 69, 73, 103, 105, 106, 119, (132), 138, 142, 149, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Syndicat des employés des douanes d'Ukraine 29, 111
- Syndicat des travailleurs de la mine de charbon Nikanor-Novaya 95

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 95, 119, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 103, 105, 111, 115, 138, 156, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-90	-

Uruguay

75 conventions en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 43, 62, 63, 73, 77, 78, 79, 80, 90, 94, 95, 96, 97, 99, 103, 106, 108, 110, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 139, 141, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 159, 161, 162, 172

18 rapports demandés sur l'application des conventions

- 17 rapports reçus: Conventions nos 1, 14, 29, 30, 81, 103, 105, 106, 110, 129, 131, 132, 138, 149, 153, 172, (182)
- 1 rapport non reçu: Convention no 94

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Assemblée intersyndicale des travailleurs - Convention nationale des travailleurs (PIT-CNT) 1, 30, 81, 87, 98, 103, 131, 138, 151, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 81, 94, 98, 103, 122, 129, 131, 138, 151

Demandes directes pour les conventions nos 1, 30, 81, 110, 115, 120, 129, 133, 138, 172

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-79, 81, 82(P081), 84, 87	80, 82(C176; R183), 83, 85, 86, 88, 89, 90

Vanuatu

Membre depuis 2003

Venezuela

49 conventions en vigueur

Membre de 1919 à 1957 et depuis 1958

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 6, 11, 13, 14, 19, 21, 22, 26, 27, 41, 45, 80, 88, 95, 97, 102, 116, 117, 118, 120, 121, 127, 128, 130, 139, 140, 141, 142, 143, 149, 150, 153, 155, 156, 158, 169

15 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 3, 14, 29, 41, 81, 87, 98, 105, 117, 138, 140, 142, 149, 153

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération internationale des syndicats libres (CISL) 29, 100, 105, 111, 138

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 3, 29, 41, 81, 87, 98, 100, 122, 138, 144

Demandes directes pour les conventions nos 3, 26, 81, 87, 98, 100, 138, 140, 142

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74(R173), 75(C167; R175), 76, 77(C170; R177), 78(R179), 80, 82(C176; R183), 87-88	74(C163; C164; C165; C166; R174), 75(C168; R176), 77(C171; P089; R178), 78(C172), 79, 81, 82(P081), 83, 84, 85, 86, 89, 90

Viet Nam

15 conventions en vigueur

Membre de 1980 à 1985 et depuis 1992

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

6, 14, 27, 45, 80, 116, 120, 123, 124, 155

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 81, 100, 120, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Demandes directes pour les conventions nos 6, 120

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-63, 80-90	-

Yémen

28 conventions en vigueur

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

14, 16, 19, 58, 59, 64, 65, 86, 94, 95, 104, 131, 132, 135, 156, 158, 159

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· 3 rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 105

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 14, 29, 131, 132, 138, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation générale

Demande directe générale

Observation pour la convention no 87

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 122, 132, 138, 144

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89(C184)	88(R191), 89(R192), 90

Zambie

39 conventions en vigueur

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

11, 12, 17, 18, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 95, 97, 99, 103, 117, 124, 131, 135, 136, 141, 148, 149, 150, 151, 154, 158, 159, 173, 176

16 rapports demandés sur l'application des conventions

· 10 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 95, 100, 103, 122, 131, 135, 138, (176)

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 105, 117, 141, 149, 173, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observations pour les conventions nos 87, 122, 138

Demandes directes pour les conventions nos 87, 103, 111, 138, 149, 173

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90

Zimbabwe

26 conventions en vigueur

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

14, 19, 26, 45, 99, 135, 140, 150, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 14, 29, 81, 98, 100, 105, 129, 138, 140, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2003

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 81, 99, 100, 129, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-90	-

ANNEXE

Liste des conventions adoptées par session

- ★ Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs.
- Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte.
- ◆ Convention pas en vigueur.
- Convention retirée.

1ère session de la CIT, 1919

- C. 1 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C. 2 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C. 3 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C. 4 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C. 5 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C. 6 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

2e session de la CIT, 1920

- ★ C. 7 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- C. 8 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (nauffrage), 1920
- ★ C. 9 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

3e session de la CIT, 1921

- ★ C. 10 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C. 11 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C. 12 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C. 13 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C. 14 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C. 15 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- C. 16 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

7e session de la CIT, 1925

- ★ C. 17 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C. 18 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C. 19 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C. 20 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

8e session de la CIT, 1926

- C. 21 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

9e session de la CIT, 1926

- C. 22 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C. 23 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

10e session de la CIT, 1927

- ★ C. 24 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C. 25 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

11e session de la CIT, 1928

- C. 26 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

12e session de la CIT, 1929

- C. 27 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C. 28 Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

14e session de la CIT, 1930

- C. 29 Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
- C. 30 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

15e session de la CIT, 1931

- C. 31 Convention (n° 31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

16e session de la CIT, 1932

- C. 32 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C. 33 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

17e session de la CIT, 1933

- C. 34 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C. 35 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C. 36 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C. 37 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C. 38 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C. 39 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C. 40 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

18e session de la CIT, 1934

- C. 41 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
- ★ C. 42 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C. 43 Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934
- C. 44 Convention (n° 44) du chômage, 1934

19e session de la CIT, 1935

- C. 45 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
- C. 46 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
- C. 47 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
- C. 48 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- C. 49 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

20e session de la CIT, 1936

- C. 50 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C. 51 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- C. 52 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

21e session de la CIT, 1936

- C. 53 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ◆● C. 54 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- C. 55 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- C. 56 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ◆● C. 57 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

22e session de la CIT, 1936

- ★ C. 58 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

23e session de la CIT, 1937

- ★ C. 59 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C. 60 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- C. 61 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- C. 62 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

24e session de la CIT, 1938

- C. 63 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

25e session de la CIT, 1939

- C. 64 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C. 65 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C. 66 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C. 67 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

28e session de la CIT, 1946

- C. 68 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- C. 69 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ◆● C. 70 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C. 71 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ◆● C. 72 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- C. 73 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- C. 74 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ◆● C. 75 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ◆● C. 76 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

29e session de la CIT, 1946

- C. 77 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C. 78 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 79 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 80 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

30e session de la CIT, 1947

- ★ C. 81 Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
- ★ C. 82 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C. 83 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 84 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C. 85 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 86 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

31e session de la CIT, 1948

- C. 87 Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
- C. 88 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C. 89 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C. 90 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

32e session de la CIT, 1949

- C. 91 Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949
- C. 92 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ◆● C. 93 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C. 94 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C. 95 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C. 96 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C. 97 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C. 98 Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

34e session de la CIT, 1951

- C. 99 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C. 100 Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

35e session de la CIT, 1952

- ★ C. 101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C. 102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C. 103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

38e session de la CIT, 1955

- C. 104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

40e session de la CIT, 1957

- C. 105 Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
- C. 106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- C. 107 Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

41e session de la CIT, 1958

- ★ C. 108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ◆ C. 109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

42e session de la CIT, 1958

- ★ C. 110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C. 111 Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

43e session de la CIT, 1959

- ★ C. 112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C. 113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C. 114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

44e session de la CIT, 1960

- C. 115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

45e session de la CIT, 1961

- C. 116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

46e session de la CIT, 1962

- C. 117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962
- C. 118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

47e session de la CIT, 1963

- C. 119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

48e session de la CIT, 1964

- C. 120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
- C. 121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C. 122 Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

49e session de la CIT, 1965

- ★ C. 123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
- C. 124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

50e session de la CIT, 1966

- C. 125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
- C. 126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

51e session de la CIT, 1967

- C. 127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
- C. 128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

53e session de la CIT, 1969

- C. 129 Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
- C. 130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

54e session de la CIT, 1970

- C. 131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
- C. 132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

55e session de la CIT, 1970

- C. 133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
- C. 134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

56e session de la CIT, 1971

- C. 135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C. 136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

58e session de la CIT, 1973

- C. 137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C. 138 Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

59e session de la CIT, 1974

- C. 139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
- C. 140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

60e session de la CIT, 1975

- C. 141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C. 142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
- C. 143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

61e session de la CIT, 1976

- C. 144 Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

62e session de la CIT, 1976

- C. 145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
- C. 146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
- ★ C. 147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

63e session de la CIT, 1977

- C. 148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
- C. 149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

64e session de la CIT, 1978

- C. 150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C. 151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

65e session de la CIT, 1979

- C. 152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- C. 153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

67e session de la CIT, 1981

- C. 154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
- ★ C. 155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- C. 156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

68e session de la CIT, 1982

- C. 157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C. 158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

69e session de la CIT, 1983

- C. 159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

71e session de la CIT, 1985

- C. 160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C. 161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

72e session de la CIT, 1986

- C. 162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

74e session de la CIT, 1987

- C. 163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- C. 164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- C. 165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- C. 166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

75e session de la CIT, 1988

- C. 167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C. 168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

76e session de la CIT, 1989

- C. 169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

77e session de la CIT, 1990

- C. 170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C. 171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

78e session de la CIT, 1991

- C. 172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

79e session de la CIT, 1992

- C. 173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

80e session de la CIT, 1993

- C. 174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

81e session de la CIT, 1994

- C. 175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

82e session de la CIT, 1995

- C. 176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

83e session de la CIT, 1996

- C. 177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

84e session de la CIT, 1996

- C. 178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
- C. 179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
- C. 180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

85e session de la CIT, 1997

- C. 181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

87e session de la CIT, 1999

- C. 182 Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

88e session de la CIT, 2000

- C. 183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

89e session de la CIT, 2001

C. 184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

91e session de la CIT, 2003

C. 185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003